



■ Fusions : embarras des politiques

La vague de fusions qui secoue le capitalisme français embarrasse les responsables politiques. La Société générale et Paribas lancent une contre-offensive pour contester le raid de la BNP.

p. 8 et 19



PHILIPPE GONTIER

■ Une grande salle de concerts à Paris

Pierre Boulez défend, dans un point de vue, son projet d'installer une grande salle de concerts parisienne à la Cité de la musique, au parc de La Villette. Cette réalisation marquerait « le début du XXI^e siècle ».

p. 18

■ Pinochet : le Chili sous pression

Le gouvernement du président Eduardo Frei est soumis à la pression de dirigeants des forces armées alors que les Lords britanniques devaient rendre, mercredi, leur verdict sur l'immunité de l'ancien dictateur.

p. 7

■ La mise en congé de M. Dumas

La décision du président du Conseil constitutionnel a été accueillie avec prudence par la majorité. Les responsables de l'opposition ont continué à réclamer sa démission.

p. 10



■ Robin des banques

Depuis trois ans, le Québécois Yves Michaud s'oppose au gratin des banquiers canadiens. Sa croisade en faveur des actionnaires a remporté quelques succès.

p. 16

■ La France plus tolérante

Pour la première fois depuis dix ans, un sondage CSA commandé par la Commission nationale consultative des droits de l'homme montre une récente et relative modération de l'expression du racisme et de la xénophobie en France.

p. 12

■ Tourisme

Loin des safaris-photos, la côte swahilie, c'est 500 kilomètres de sable fin, Mombasa, Malindi, et des parfums d'orient. Egalement, en pages « Voyages », la bergerie de Rambouillet.

p. 30 et 31

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 15 KR ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 \$; USA (others), 2,50 \$.

M 0147 - 325 - 7,50 F

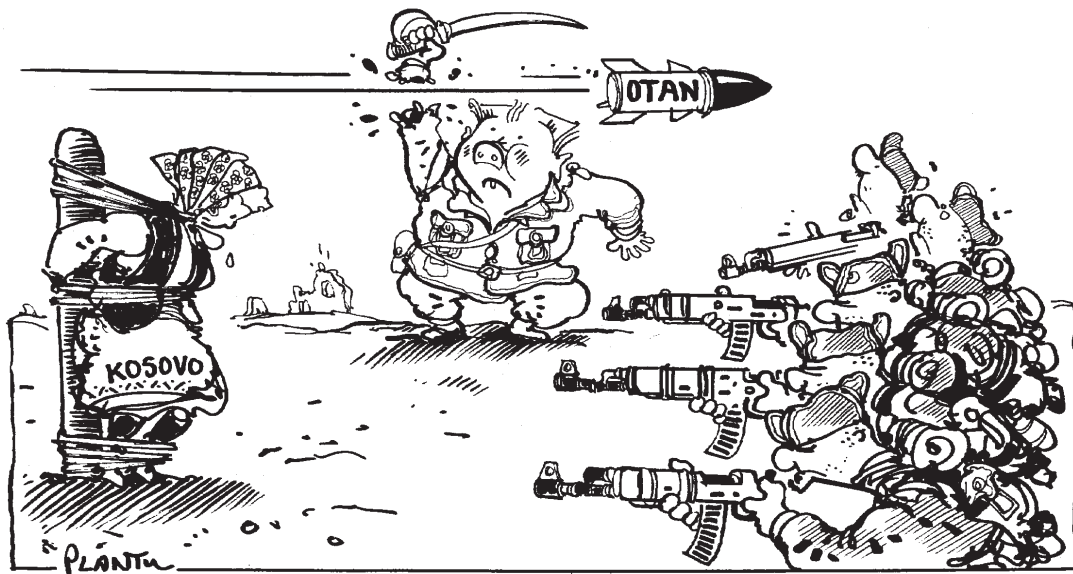


L'OTAN déclare la guerre à la Serbie

- Le refus par Belgrade du plan de paix au Kosovo contraint les Etats-Unis et leurs dix-huit alliés à l'option militaire
- Pour la première fois, l'Alliance atlantique engage un conflit armé contre une nation européenne
- « La superpuissance mondiale doit se dresser contre la purification ethnique », affirme Bill Clinton
- Réaction « extrêmement négative » à Moscou

LE SECRÉTAIRE général de l'OTAN, Javier Solana, a donné l'ordre, dans la soirée du mardi 23 mars, au commandant suprême des forces alliées en Europe, le général Wesley Clarke, de « lancer des opérations aériennes en République fédérale de Yougoslavie ». Cette décision est intervenue après l'échec de l'ultime tentative de médiation de l'émissaire américain, Richard Holbrooke, auprès de Slobodan Milosevic, à Belgrade, sur le plan de paix pour le Kosovo. « Tous les efforts pour parvenir à un règlement politique négocié de la crise ayant échoué, a ajouté Javier Solana, il n'y a pas d'autre solution que l'action militaire », à laquelle, la France, a dit Lionel Jospin, « est déterminée à prendre toute sa part ».

Les détails de l'intervention de l'OTAN n'ont pas été donnés, mais les premières frappes, dans la nuit de mercredi à jeudi, pourraient se traduire par des tirs de missiles de croisière, depuis les



- La décision de l'OTAN, ses objectifs, le scénario de l'attaque et les risques pris p. 2
- La carte du dispositif militaire mis en place par les Etats-Unis et leurs dix-huit alliés p. 3

- Les forces et les faiblesses de l'armée serbe p. 3
- Bill Clinton appelle l'Amérique à « se dresser contre la purification ethnique » p. 4
- « Un tournant historique » : notre éditorial p. 17

A Belgrade, « pas de pitié pour les déserteurs et ceux qui sèment la panique »

BELGRADE
de notre envoyée spéciale

Brusquement, le risque de frappes aériennes de l'OTAN est devenu réel aux yeux de la population serbe qui, après avoir suivi en direct, à la télévision, la séance parlementaire d'urgence consacrée au Kosovo, a appris, dans la soirée, que l'état de « danger de guerre » avait été proclamé. Les députés serbes ont voté pratiquement à l'unanimité (191 pour, 0 contre, 8 abstentions), une résolution s'opposant au déploiement de « troupes étrangères » au Kosovo. Cette initiative avait pour but de démontrer « l'unité » du pays derrière Slobodan Milosevic, thème central d'une propagande de plus en plus lancinante.

A la tribune du Parlement, ce fut une succession d'envolées patriotiques et de diatribes à l'adresse des Occidentaux. « A aucun prix, même après des bombardements, nous n'accepterons des troupes étrangères sur notre territoire. Il y a des peuples qui ne vendent pas leur histoire et leur dignité », a déclaré Gorica Gajevic, secrétaire général du parti de Slobodan Milosevic.

Le président de la Serbie, Milan Milutinovic, rentré quelques jours auparavant de Paris, a reproché à Richard Holbrooke d'être « venu nous

dire : "C'est soit les troupes, soit le bombardement." Mais quand on lui demande : "Pourquoi un bombardement ? ", il n'a pas de réponse ». Evoquant l'accord politique discuté à Rambouillet puis à Paris, M. Milutinovic a affirmé : « Nous n'aurions pas pu l'accepter, car cet accord signifie la perte du Kosovo. Il est une bombe à retardement visant à faire éclater l'ensemble de l'Etat serbe au bout de trois ans. »

« Le but des Etats-Unis est de détruire la Serbie et le peuple serbe », a renchéri Vojislav Seselj, le chef des radicaux. Avec d'autres députés, il a comparé des frappes de l'OTAN aux bombardements subis par la Yougoslavie pendant la seconde guerre mondiale. « Belgrade n'a pas oublié les bombes lâchées sur elle sans raison valable par les Américains à la fin de la seconde guerre mondiale », a-t-il lancé. Cet extrémiste a par ailleurs annoncé que, « en cas d'état d'urgence, il n'y aura pas de pitié pour les déserteurs, ni pour ceux qui sèment la panique ou sapent la défense du pays ». Il a appelé les jeunes à « faire leur devoir » en rejoignant des unités de l'armée.

De rares voix ont tenté d'apporter un semblant de modération. Une élue du petit parti Nouvelle démocratie a ainsi suggéré l'envoi d'une « lettre au Conseil de sécurité de l'ONU,

pour une solution négociée ». Une autre, originaire de Voïvodine, a relevé : « On nous demande d'envoyer les jeunes à la guerre pour préserver un régime qui ne cherche qu'à conserver sa position. » Elle a été copieusement huée par la salle.

Aussitôt l'état d'urgence proclamé, les premiers signes d'inquiétude sont apparus au sein de la population, jusque-là plutôt blasée. La radio indépendante B-92 a indiqué qu'un « centre d'information des citoyens » commençait à recevoir de nombreux appels d'habitants de Belgrade qui voulaient savoir quelles mesures prendre en cas de bombardement. Elle a été fermée dans la nuit, et son directeur interpellé. La mairie a fait savoir que l'approvisionnement des magasins serait assuré, ajoutant que les emplacements des abris anti-aériens étaient en principe connus de tous. Vers minuit, la radio citait le ministre fédéral de la défense, Pavle Bulatovic. Il assure que, grâce au « redéploiement des forces armées », des frappes aériennes « ne devraient pas faire de victimes civiles ». « Il faut donc, ajoutait-il, que chacun vaque à ses activités habituelles. »

Natalie Nougayrède

navires américains situés en Adriatique, contre des radars et des systèmes de communication yougoslaves.

Réunis en Conseil européen extraordinaire, mercredi 24 mars à Berlin, les Quinze devaient faire une déclaration commune sur le Kosovo. Le président américain, Bill Clinton, qui s'était entretenu la veille par téléphone avec Jacques Chirac, Tony Blair et Gerhard Schröder, a déclaré que « au XXI^e siècle, l'Amérique, la superpuissance mondiale, doit se dresser contre la purification ethnique ». La décision des alliés a provoqué une réaction « extrêmement négative » à Moscou. Le premier ministre, Evgéni Primakov, qui était attendu, mercredi à Washington, a annulé sa visite à la dernière minute.

A Belgrade, le gouvernement yougoslave a décrété l'« état de danger de guerre » et le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés a évacué son personnel du Kosovo.

Alerte à la tuberculose

A L'OCCASION de la Journée mondiale de la tuberculose, mercredi 24 mars, ceux qui luttent contre cette maladie dressent un constat alarmant. Ce fléau, que l'on a cru pouvoir vaincre, est non seulement toujours actif mais se révèle plus menaçant que jamais. Selon les dernières études disponibles, on estime que la tuberculose tue 3 millions de personnes chaque année. Faute d'un engagement des gouvernements des pays les plus touchés et de l'aide financière des organismes internationaux, seulement 16 % des malades sont traités correctement. La situation est particulièrement préoccupante en Russie où au moins 20 000 personnes seraient aujourd'hui infectées par des souches multirésistantes.

Lire page 29

L'Amérique et le besoin d'Europe

EN APPARENCE, la guerre est déclarée : conflits sur la banane, le bœuf, l'acier, l'aéronautique ; exaspération, en Allemagne, en France, en Italie, devant le comportement « éléphantinesque » d'une Amérique plus « toute-puissante » que jamais. On sollicite cette puissance, bien sûr, au Kosovo comme en Bosnie ; mais elle indispose aussi.

A quelques jours de la célébration du cinquantième anniversaire de l'OTAN, à Washington, les différends s'accroissent entre l'Europe et les Etats-Unis. Il y aurait de la tension dans le lien transatlantique. Explication la plus fréquemment avancée : à mesure que progresse son intégration - dans les domaines de la monnaie et de la défense, notamment -, l'Europe s'opposerait de plus en plus fréquemment à des Etats-Unis ombrageux et jaloux de leur prépondérance.

Peut-être. Mais cette lecture de l'actualité la plus récente pourrait cacher une évolution exactement inverse ou, dans un mouvement dialectique plus compliqué, coexister avec elle : il y aurait aussi une grande convergence d'objectifs entre les deux puissances atlantiques - et, précisément, dans

les domaines-clés que sont l'économie et la défense. C'est une évolution qui s'esquisse lentement. Elle est masquée par le brouillage de l'actualité concernant les bisbilles entre l'Europe et les Etats-Unis. Mais elle devrait s'affirmer dans les années à venir.

Elle repose sur un double constat, que l'on pouvait dresser en écoutant, à Washington, certaines des voix les plus compétentes à l'occasion de la session annuelle du club de discussion informel et très franc qu'est la Commission trilatérale.

D'un côté, une opinion et des élites américaines de plus en plus opposées à voir leur pays s'installer dans le rôle du gendarme global et qui, pour cette raison, commencent à prendre au sérieux et à accueillir favorablement la naissance d'une identité européenne en matière de défense ; de l'autre, à l'heure des déceptions asiatiques, la formation en cours, de part et d'autre de l'Atlantique, d'un ensemble économique euro-américain aux intérêts de plus en plus interdépendants.

Alain Frachon

Lire la suite page 17

Cinéma chinois



TSIAN MING-LIANG

RETOUR du cinéma chinois. Dans *The Hole*, Tsian Ming-liang, réalisateur taïwanais, met en scène les angoisses de l'an 2000, et confirme son talent. *Les Femmes du lac*, de Xie Fei, décrit le sort des Chinoises de Chine populaire. Parmi les autres sorties, un film suisse, *L'Affaire Grüninger*, relate le courage d'un policier durant la dernière guerre.

Lire pages 35 à 37

International	2	Tableau de bord	26
France	8	Aujourd'hui	29
Société	12	Météorologie, jeux	33
Carnet	14	Culture	35
Régions	15	Guide culturel	37
Horizons	16	Kiosque	38
Entreprises	19	Abonnements	38
Communication	25	Radio-Télévision	39

Manière de voir

Le bimestriel édité par

LE MONDE
diplomatique

FEMMES : LE MAUVAIS GENRE ?

Au sommaire :

- La cause des femmes, par Ignacio Ramonet.
- Le sexisme à fleur de mots, par Agnès Callamard.
- Le corps humain mis sur le marché, par Marie-Victoire Louis.
- Tirs croisés contre la pilule abortive, par Michèle Aulagnon.
- Pour la « parité domestique », par Alain Bihr et Roland Pfefferkorn.
- Les temps modernes de l'emploi féminin, par Margaret Maruani.
- Une peur irraisonnée des sciences, par Ingrid Carlander.
- En Algérie, prétextes et alibis, par Tassadit Yacine Titouh.
- Représentant(e)s du peuple ? par Alain Gresh.
- Pour la parité, par Eliane Viennot.
- Au cœur de la domination masculine, par Pierre Bourdieu.
- La maternité au cœur du féminisme, par Francine Descarries et Christine Corbeil.
- Le privé est politique, par Florence Beaugé.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 45 F - 6,86 €

INTERNATIONAL

LE MONDE / JEUDI 25 MARS 1999

KOSOVO Le secrétaire général de l'OTAN, Javier Solana, a donné, mardi 23 mars, l'ordre aux militaires de l'Alliance atlantique de « lancer des opérations aériennes en Répu-

blique fédérale de Yougoslavie » après la rupture des discussions entre Slobodan Milosevic et l'émis-saire américain Richard Holbrooke. ● À WASHINGTON, le président Clin-

ton a expliqué qu'il s'agit de « ré-duire sa capacité [de Slobodan Milosevic] à remporter une victoire militaire, à s'engager dans une puri-fication ethnique et à tuer des gens

innocents. » ● LES EUROPÉENS ont pris toutes leurs responsabilités dans cette initiative militaire que les Occidentaux engagent contre le ré-gime de Belgrade. ● LA RUSSIE a

pour sa part multiplié les protesta-tions et les menaces, et le premier ministre Evgueni Primakov a annulé son voyage aux Etats-Unis. (Lire aus-si notre éditorial page 17.)

L'OTAN a reçu l'ordre de bombarder la Yougoslavie

Les premières frappes aériennes devaient être très rapidement déclenchées contre des cibles militaires après l'échec des ultimes négociations tentées auprès de Slobodan Milosevic par l'émissaire américain Richard Holbrooke. L'état d'urgence a été décrété à Belgrade

BRUXELLES

de notre correspondant

● **LA DÉCISION.** « Je viens de donner instruction au commandant suprême des forces alliées en Europe, le général américain Wesley Clark, de lancer des opérations aériennes en République fédérale de Yougoslavie. » Peu après 23 heures, mardi 23 mars, Javier Solana, secrétaire général de l'OTAN annonçait en ces termes une décision que chacun savait imminente après la rupture, en fin d'après-midi, des discussions entre l'émissaire américain Richard Holbrooke et le président Milosevic.

Cette déclaration historique qui engage, pour la première fois depuis sa création en 1949, l'Alliance atlantique dans une guerre contre un pays n'ayant pas commis d'agression hors de ses frontières reconnues a été prononcée par M. Solana avec un ton empreint d'une triste solennité, sans effets rhétoriques, dans un anglais fortement imprégné de sonorités espagnoles.

● **LE CONTEXTE.** Quelques minutes auparavant, le secrétaire général de l'OTAN avait pris congé de Richard Holbrooke en lui donnant une accolade appuyée, devant le siège de l'Alliance à Bruxelles. Tout avait été dit par ce dernier, devant les caméras de CNN d'abord, puis devant le conseil des ambassadeurs des dix-neuf pays membres de l'Alliance : l'intransigeance d'un Milosevic « qui trompe son peuple » et la menace d'une catastrophe humanitaire liée à l'offensive de l'armée

yougoslave contre les forces séparatistes albanaises ne laissaient plus d'autre choix à une Alliance dont la crédibilité était en jeu.

A Washington, le Sénat américain a approuvé dans la soirée de mardi une résolution autorisant le président Clinton à lancer des frappes aériennes ou de missiles contre les Serbes en coopération avec l'OTAN. Peu de temps auparavant, le président américain avait expliqué, devant une association de fonctionnaires, que « ce que nous essayons de faire, c'est de réduire sa capacité [de Slobodan Milosevic] à remporter une victoire militaire, à s'engager dans une purification ethnique et à tuer des gens innocents et de faire tout ce que nous pouvons pour le pousser à accepter cet accord de paix ».

Le premier ministre russe, Evgue-

ni Primakov, qui était parti, mardi, pour une visite de quatre jours aux Etats-Unis, a décidé le même jour d'annuler sa visite et fait demi-tour en plein vol au dessus de l'Atlantique pour rentrer à Moscou. Il venait de s'entretenir par téléphone avec le vice-président américain Albert Gore qui lui avait annoncé l'imminence des frappes aériennes de l'OTAN, que la Russie considère d'une manière « extrêmement négative », a-t-il affirmé.

● **L'OBJECTIF** « est de prévenir de nouvelles souffrances humaines et la poursuite de la répression et de la violence contre la population civile du Kosovo », a affirmé Javier Solana qui a ajouté : « Je tiens à être clair : l'OTAN ne fait pas la guerre à la Yougoslavie. Il n'y a pas de querelle entre nous et le peuple de Yougoslavie qui, depuis trop longtemps, est isolé en

Europe à cause des politiques de son gouvernement. » N'empêche, c'est bien de guerre dont il était question dans les couloirs de l'Alliance, de tactique, de système d'armes, de « dommages collatéraux », euphémisme désignant les victimes civiles provoqués par des tirs mal ajustés ou des missiles erratiques.

● **LE SCÉNARIO DE L'ATAQUE** le plus fréquemment évoqué par les proches du dossier est celui d'une double série de frappes aériennes, interrompue par une pause de quelques heures ou de quelques jours pour évaluer les effets militaires et politiques de la première vague d'assaut. Cette dernière pourrait s'étaler sur deux nuits et viser environ soixante cibles militaires dispersées sur le territoire yougoslave. « Il s'agit d'éléments de défense antiaérienne, qui seront attaqués par les missiles de croisière et des F2 chauve-souris dans un premier temps, puis par des bombardiers dans un second temps », estimait un expert.

« Seront également visés les centres de communication de l'armée yougoslave, car l'exemple de la Bosnie nous a montré qu'une armée coupée de ses bases, ne recevant plus d'information de son état-major, ni ravitaillément est paralysée », poursuit-il. L'opération « Eagle eye » (Œil d'aigle), qui a soumis, ces derniers mois, le territoire yougoslave à une observation satellitaire et aérienne continue a permis, selon ces mêmes experts, de suivre les déplacements du « moindres char serbe ».

● **LES RISQUES.** « Nous connais-

sons les risques que comporte une action, mais nous sommes tous d'accord pour considérer que l'inaction engendre des dangers plus grands encore », a conclu Javier Solana. Les risques évoqués par le secrétaire général sont d'ordre militaire et politique. L'hypothèse d'une perte d'appareils (et de pilotes) abattus par les unités mobiles de

comprendre qu'il est dans une impasse, et que la solution est dans l'acceptation des exigences de la communauté internationale », constatait un diplomate. Pour l'heure, et contrairement à ce qui était le cas dans les derniers mois, l'Alliance s'attache à donner l'image d'une cohésion sans faille. Les tirades offusquées de diplo-

Lionel Jospin : la France est « déterminée »

Le premier ministre français, Lionel Jospin, a affirmé, mardi 23 mars à l'Assemblée nationale, que la France était « déterminée à prendre toute sa part » à une éventuelle « action militaire » contre les Serbes. « Le président de la République et le gouvernement partagent cette détermination », a-t-il précisé. « Malgré les efforts » de la communauté internationale, « M. Milosevic ne manifeste aucun signe d'ouverture et refuse toujours d'adhérer au cadre du règlement élaboré à Rambouillet », a constaté M. Jospin. A ses yeux, les autorités serbes « une fois de plus, n'ont pas su chercher au Kosovo la solution maîtrisée qui dans l'intégrité des frontières de la Fédération yougoslave aurait permis d'apporter la solution d'une autonomie interne. » Par ailleurs, le premier ministre a souligné que la France ne « partage ni les méthodes ni sans doute les visées stratégiques ou diplomatiques » de l'Armée de libération du Kosovo (UCK). « Pas plus que nous ne sommes pour une Grande Serbie nous ne sommes pour une Grande Albanie », a-t-il dit.

missiles antiaériens yougoslaves est considérée comme vraisemblable. L'autre crainte est qu'en dépit de frappes massives, l'armée de Belgrade conserve sur le terrain sa capacité d'action. Une telle situation mettrait les Alliés au défi d'engager des troupes au sol pour atteindre leurs objectifs.

● **LE « JOUR D'APRÈS » ?** « Nous espérons de toutes nos forces que l'entourage de Milosevic lui fera

mates européens stigmatisant en privé les méthodes arrogantes des Américains faisant usage de leur statut d'allié largement plus égal que les autres, ne sont plus de mise. Mais du succès ou de l'échec d'une opération qui n'a, pour l'instant, pas encore reçu de nom de baptême, dépend la persistance de cette cohésion.

Luc Rosenzweig

Les Européens ont assumé leurs responsabilités

L'offensive militaire que les Occidentaux engagent aujourd'hui contre le régime de Belgrade est risquée. Personne en effet n'est en mesure de prédire si Slobodan Milose-

ANALYSE

Les Occidentaux n'ont à juste raison pas voulu rejouer le film de la Bosnie

vic cédera dès la première salve ou bien si, s'enfermant dans une obstination à la Saddam Hussein, il affrontera l'escalade et obligera l'OTAN à mener contre son pays une guerre dont on ne peut anticiper ni l'ampleur, ni la durée, ni les dommages.

Si les Occidentaux prennent aujourd'hui ce risque, c'est en vertu de l'idée, partagée par quelques-uns d'entre eux depuis le mois de janvier, que ne pas intervenir serait plus risqué encore : on ne serait pas quitte avec le casse-tête des Balkans en ne se mêlant pas de la crise du Kosovo ; devant ses débordements prévisibles dans toute la région, tôt ou tard, « il faudrait y aller » et le plus tôt serait le mieux, pour les populations martyrisées comme pour les puissances intervenantes.

Contrairement à ce que certains ne manqueraient pas de dire, l'épreuve qui s'engage aujourd'hui n'est pas le fait d'Américains va-t-en-guerre entraînant dans leur prétention à régenter le monde par les armes des Européens trop dociles. Les Européens dans cette crise ont pris toutes leurs responsabilités et fait preuve souvent de plus d'initiative que les Etats-Unis. La cohésion qui prévaut entre alliés aujourd'hui témoigne à elle seule qu'on n'est pas dans le cas de figure irakien où les Européens (Grande-Bretagne mise à part) ne veulent pas s'associer à une politique qui se résume à frapper.

Leur stratégie au Kosovo a consisté au contraire à détourner les Etats-Unis de la tentation qui fut un moment la leur (des frappes et rien d'autre), à tout mettre en œuvre pour régler le problème par des voies pacifiques, à associer aussi longtemps que possible Moscou à leur démarche, afin de lui assurer

une plus large légitimité. Si les Russes se désolidarisent aujourd'hui des moyens mis en œuvre, au moins sont-ils d'accord avec l'objectif : le plan d'autonomie pour le Kosovo, concocté avec eux, accepté par les Albanais et qu'il s'agit aujourd'hui d'imposer par la force à la partie serbe. L'existence de ce plan donne d'autre part à l'intervention militaire une cohérence politique : il ne s'agit pas, pour l'OTAN, de devenir « l'aviation de l'UCK » qui aiderait les combattants kosovars à conquérir une indépendance dont les Occidentaux ne veulent pas.

La stratégie de la double voie (ouverture de négociations et menace militaire) supposait que l'on soit prêt à la mener jusqu'au bout : ne pas intervenir aujourd'hui, abandonner la partie à Slobodan Milosevic, n'était plus concevable pour les puissances occidentales tant elles se sont impliquées ces derniers mois dans la recherche d'un règlement à la crise. C'est en Europe que cette stratégie a été conçue, en janvier, après le massacre de Racak qui scella l'échec de la démarche entreprise à l'automne par Richard Holbrooke. L'émissaire américain avait obtenu en octobre 1998 du président yougoslave l'engagement de retirer du Kosovo une large partie des forces serbes et celui d'ouvrir des négociations avec les Albanais. Ni l'un ni l'autre n'était respecté.

JUSQU'OU EST-ON PRÊT À ALLER ?

Au lendemain du massacre, Jacques Chirac convoque un conseil restreint à l'Elysée, et demande aux ministres concernés de réfléchir à une autre politique à proposer aux partenaires et alliés de la France. Le président de la République est convaincu que seules des troupes au sol, pas seulement des observateurs désarmés, peuvent obliger Milosevic à respecter ses engagements et mettre la population kosovare à l'abri de ses exactions. A Londres, on mène la même réflexion.

Quelques jours plus tard, dans un communiqué commun, Tony Blair et Jacques Chirac affirment pour la première fois leur disponibilité à envoyer des soldats au Kosovo pour y faire respecter un accord négocié. Mais dès cette réunion de janvier à l'Elysée, il avait été demandé aux

responsables militaires français de réfléchir plus loin et d'évaluer le dispositif qui serait nécessaire, y compris au sol, en cas de refus de Slobodan Milosevic de souscrire à un accord. Cette hypothèse n'a jamais été évoquée publiquement.

La question va se reposer aujourd'hui, tant est imprévisible le président yougoslave : si, contrairement à ce que fut son comportement en Bosnie, il ne plaie pas au premier recours à la force, ni à la menace d'escalade dans les frappes aériennes, jusqu'où est-on prêt à aller ? Dès que fut avéré l'échec des pourparlers de Paris, la semaine dernière, on a senti chez les alliés, Américains notamment, comme un mollissement devant l'incertitude qui s'ouvrait. La France a été parmi ceux qui continuèrent de penser qu'une détermination sans faille restait le meilleur moyen d'amener Milosevic à la raison et que toute hésitation en revanche l'encourageait dans son refus.

Les Occidentaux n'ont à juste raison pas voulu rejouer le film de la Bosnie : quatre années d'atermoiements durant lesquelles ont laissé se faire le redécoupage ethnique de la petite république à coups d'obus et de crimes contre les populations civiles ; quatre années de vaines négociations et d'énormes moyens mis en œuvre pour éviter de s'engager militairement : sans qu'il en résulte davantage pour l'Europe, pour l'ONU, pour l'OTAN, que le discrédit et l'échec et, finalement, l'obligation de s'engager quand même.

La partie est plus difficile encore cette fois-ci : c'est contre un pays souverain que l'OTAN intervient et Milosevic pourrait se montrer plus revêche que lorsqu'il s'agissait du sort des Serbes de Bosnie et de Croatie qu'il finit par abandonner sans état d'âme. Quant à la légitimité de l'opération, elle ne repose juridiquement que sur une base assez fragile, la résolution 1199 de l'ONU, qui n'évoque pas explicitement le recours à la force, mais peut seulement le sous-entendre. La véritable légitimité est d'ordre politique : c'est de ne pas tolérer, sauf à renoncer à tout, que le dernier dictateur en Europe continue son œuvre destructrice et déstabilisatrice.

Claire Tréan



sur le réseau 

Avec votre Agence France Télécom,

découvrez le nouveau v3688 de Motorola,

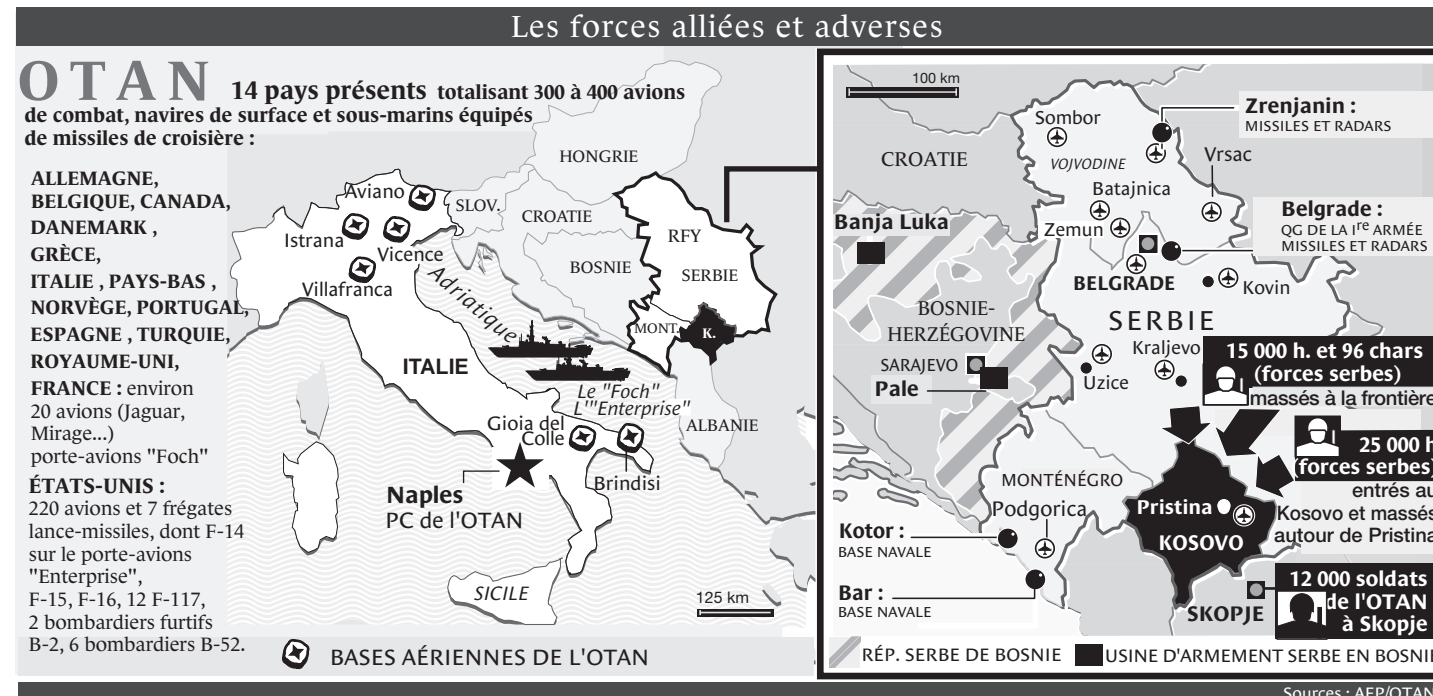
le téléphone mobile bi-bande le plus petit au monde.



Le nouveau téléphone mobile bi-bande v3688 de Motorola est un véritable concentré de technologie : 7,2 cm, 83 g. Bénéficiez aussi de l'accès à tous les forfaits Loft et avec l'option Optima de la garantie du prix le plus avantageux pour vous.

Agence France Télécom,
votre conseiller en
téléphonie mobile Itineris.





Les forces yougoslaves sont lourdement armées

Des missiles sol-air peuvent intercepter des intrusions à toute altitude

FORTE de quelque 115 000 hommes, dont le tiers sont des conscrits incorporés entre douze et quinze mois selon les armées et qui pourraient recevoir l'appui de 60 000 hommes de forces paramilitaires et de 100 000 réservistes, l'armée yougoslave passe pour une armée dont l'équipement, relativement moderne, mélange des armements lourds ex-soviétiques ou de conception locale avec des systèmes d'armes de fabrication occidentale. A ce dispositif, il convient d'ajouter des troupes de police et de sécurité du ministère de l'intérieur et des miliciens dont la montée en puissance, au Kosovo où le corps côtier les forces armées, est relativement récente.

A ce jour, plus de 15 000 hommes des unités militaires et 10 000 des formations spéciales de police et de sécurité de l'intérieur composent l'essentiel du contingent yougoslave engagé sur le territoire kosovar. A la périphérie, au nord, 15 000 autres se tiennent prêts à intervenir.

L'armée de terre s'est organisée en temps normal autour de 1 100 chars de combat dont plus des trois quarts sont des T-55 ou des T-34 anciens. Le fer de lance repose sur quelque 300 chars M-84, qui sont des modèles dérivés des T-74 ou des T-72 ex-soviétiques modernisés, sur un parc de plusieurs centaines de transports d'in-

fanterie, sur des mortiers et des pièces d'artillerie, et sur des lance-roquettes de tous calibres. C'est une armée de 90 000 hommes, appuyée par une centaine d'hélicoptères Mi-8 russes, pour le transport de troupes, et par une cinquantaine de Gazelle françaises, qui sont, en réalité, en service dans l'armée de l'air et qui ont été dotées de missiles air-sol (des AT-3 ex-soviétiques, rebaptisés Gama par la production yougoslave) conçus pour lutter contre les chars.

À LA MODE Russe

Du reste, l'armée de terre et l'armée de l'air, avec ses 250 avions de combat servis par 16 700 hommes, partagent aussi la responsabilité de la défense anti-aérienne du pays. Il s'agit d'un réseau, fixe et mobile, de radars et de batteries de missiles ou d'artillerie anti-aérienne, qu'on dit « très maillé », c'est-à-dire qu'il est contrôlé et centralisé depuis les PC à Belgrade et que chaque élément qui le compose peut être amené à se substituer à un autre élément défaillant, détruit ou neutralisé. Les missiles sol-air sont des SA-2, SA-3, SA-6, SA-7, SA-9 ou des SA-16 qui peuvent être déployés pour intercepter des intrusions à toute altitude. C'est cette capacité-là de défense antiaérienne - à la mode russe - qui inquiète les états-majors de l'OTAN et qui nécessiterait d'être réduite à l'impuis-

sance avant même toute autre intervention des Alliés au Kosovo.

Une caractéristique de cette armée de l'air yougoslave est qu'elle a été, avec l'aviation de l'ancienne Allemagne de l'Est, l'une des toutes premières à obtenir des appareils modernes, comme le Mig-29, sur lesquels elle a souvent monté des systèmes d'armes et des munitions livrés par des pays de l'Ouest (des missiles américains Maverick, des bombes françaises Durandal, des bombes BL-755 à dispersion britannique), ou des armements ex-soviétiques (tels les missiles air-air Atoll, Aphid, Alamo ou Archer).

La marine yougoslave, avec ses 7 500 hommes dont près de la moitié sont des recrues, est la moins développée des trois armées. Elle souffre d'un handicap certain : la plupart de ses bases sont sous contrôle croate à l'exception de Kotor et Bar, au Monténégro, qui abritent le gros de cette marine limitée à quatre petits sous-marins et quatre frégates légères.

Surveillée par des moyens d'écoute satellitaires, censés capter les ordres diffusés par le commandement sur le terrain, et par des moyens de reconnaissance aérienne (avions-espions et drones), qui requièrent que Belgrade ne s'oppose pas au survol du Kosovo ou de ses frontières, cette armée yougoslave s'est longtemps complu dans la perspective de recourir à ce qu'on appelle « la dissuasion populaire ». C'est-à-dire un modèle de défense fondée sur une mobilisation. Ce qui aujourd'hui persiste de cette perspective, c'est l'existence, au Kosovo, d'une milice dont la montée en puissance est effective depuis quelques semaines. Il s'agit d'un corps distinct de l'armée dite régulière, dont les effectifs sont difficiles à estimer, qui complète le dispositif militaire et qui intervient en bandes organisées relevant d'une autorité locale et chargées de l'autodéfense.

Jacques Isnard

« Nous n'avons plus qu'à attendre et à prier Dieu... »

PRISTINA
de notre envoyé spécial
« Les Américains sont complices des terroristes albanais qui tuent nos enfants, la France est leur alliée. Ils

REPORTAGE
Au Kosovo, Serbes et Albanais enterrent leurs morts entre colère et appréhension

peuvent bien nous bombarder, nous resterons ici et nous nous vengerons. » Autour de Dragan, un vieux paysan serbe, une sourde rumeur monte en signe d'acquiescement. Dans le petit village serbe de Devet-Jugovica, à une dizaine de kilomètres au nord de Pristina sur la route menant à Belgrade, la foule est digne et résignée. C'est jour de deuil mais la colère monte. « Sacha n'est ni le premier, ni le dernier à mourir pour le Kosovo », explique Dragan.

Alexandre (dit Sacha) Milojkovic a été tué, dimanche 21 mars, par des inconnus dans une rue de Pristina avec trois de ses collègues policiers alors qu'ils étaient en service. Au son d'une marche funèbre jouée par une fanfare de la police, quelque cinq cents personnes ont assisté, mardi après-midi, à ses obsèques, bravant le vent glacial qui balaie le cimetière situé à la sortie de ce village de paysans aux maisons en torchis. Au loin, on devine la tour de Kosovo Polje, le Champ des merles, édifiée en souvenir de la bataille du même nom perdue par l'armée serbe contre les Turcs en 1389 et qui devait ouvrir la voie à plusieurs siècles de domination ottomane. Des coups de canon résonnent dans le lointain : les forces serbes poursuivent leur offensive contre les indépendantistes Albanais repliés dans les montagnes de Cecavica.

Sacha a été mis en terre avec les honneurs qui conviennent à un policier mort dans « l'exercice de ses

fonctions », comme l'indique le faire-part affiché sur un poteau d'électricité. Une douzaine de policiers casqués tirent trois salves en l'air. « Sacha est mort en luttant contre les terroristes pour la défense du Kosovo serbe », déclame son ancien commandant au moment de l'inhumation.

Quasiment au même moment, dans la petite mosquée d'un quartier populaire de Pristina, une poignée d'Albanais seulement assistent à l'enterrement d'un jeune homme tué la veille dans un attentat. L'assistance se disperse rapidement, la population se terre chez elle. Malgré l'heure, les ruelles étroites du marché tout proche sont déjà quasiment vides. Elles ne se rempliront pas plus le lendemain après l'annonce d'un bombardement imminent par les forces de l'OTAN dont chacun redoute les conséquences.

« NOUS SOMMES PIÉGÉS »

Chez les Albanais, la tension était encore montée d'un cran après la décision des autorités macédoniennes de fermer, mardi, la frontière avec la Serbie. Plusieurs centaines de personnes qui tentaient de trouver refuge dans ce pays où réside une importante minorité albanaise ont dû rebrousser chemin. « Ma voisine est revenue avec ses quatre enfants. Moi, je voulais essayer de partir en Turquie via la Bulgarie, mais maintenant c'est trop tard. Je reste avec mon mari », confie Ljiljeta, une mère de famille. Les routes sur lesquelles les Albanais se sentaient menacés en raison d'une présence policière massive, jusqu'à aujourd'hui, sont devenues infréquentables. « Les civils serbes risquent d'avoir des réactions incontrôlables. Ils sont tous armés », confie-t-elle, l'oreille rivée à la radio. « Nous sommes piégés, nous n'avons plus qu'à attendre la suite et prier Dieu. Maintenant, c'est la guerre. »

Christophe Châtelot

Des militaires prêts à se défendre « par tous les moyens »

BELGRADE

de notre envoyée spéciale
L'armée de Slobodan Milosevic « réagira concrètement, en utilisant tous les moyens et les forces disponibles » en cas de frappes de l'OTAN contre la Serbie, « et cela infligera des dommages certains ». Tel était l'avis, lundi 22 mars, du général Vuk Obradovic, qui a démissionné de l'armée yougoslave en 1992 et s'est depuis rangé dans l'« opposition démocratique » à M. Milosevic. L'armée yougoslave dispose de « forces antiaériennes et aériennes respectables », affirme-t-il. « Il ne faut pas oublier qu'avec le démantèlement de l'ex-Yougoslavie, de nombreux équipements, notamment des systèmes antiaériens, ont été concentrés » en Serbie. Le général Obradovic ajoute que des frappes feraient « inévitablement de nombreuses victimes civiles ».

« L'HONNEUR ET LA DIGNITÉ »

« La Serbie se défendra si elle est attaquée », poursuit cet opposant qui affirme avoir gardé de bons contacts dans l'armée, où l'état d'esprit serait selon lui mitigé : la loyauté des troupes va à la Yougoslavie, plutôt qu'à Slobodan Milosevic, estime-t-il. « Il existe dans l'armée des gens qui pensent différemment sur bien des sujets », déclare le général, ajoutant toutefois que « ceux qui occupent des postes-clés dans le commandement, dont dépend la capacité de combat (du pays), sont unis ». Dans la crise du Kosovo, « la défense du pays, ainsi que l'honneur et la dignité d'un peuple » sont en cause, souligne-t-il.

Le général Obradovic s'élève contre la « politisation » d'une armée qui a subi bien des purges sous Slobodan Milosevic, la dernière d'octobre 1998, avec le limo-

geage du chef d'état-major, Momcilo Perisic. Celui-ci avait critiqué l'ampleur des moyens financiers accordés par le régime à la police. Des généraux ont multiplié ces derniers jours les déclarations extrémistes : en cas de conflit avec l'OTAN, l'armée « s'occupera de la cinquième colonne » à l'intérieur du pays, a ainsi déclaré le commandant de la troisième armée, Nebijša Pavkovic, dans une menace à peine voilée à l'égard de l'opposition politique. Ajoutant à la propagande ambiante, nationaliste et anti-occidentale, un autre responsable militaire a appelé la jeunesse serbe au « sacrifice » pour le Kosovo.

Quelques incidents isolés se sont produits dans les régions. Dans la ville industrielle de Kragujevac, des familles d'appelés ont manifesté samedi devant une caserne contre les prolongations de service militaire, selon la radio indépendante B-92. Des protestations semblables auraient eu lieu dans la région de Ulinj, au sud du Monténégro.

Plusieurs commentateurs jugent probable que Slobodan Milosevic déclare une mobilisation générale en cas de frappes. Selon Alex Vasovic, un chroniqueur militaire, une intervention de l'OTAN aurait pour effet de « consolider Milosevic et les partisans d'une ligne dure ». Le pouvoir, dit-il, a entrepris ces derniers temps de « doper » le moral de l'armée, notamment en lui donnant le sentiment d'infliger de lourdes pertes aux combattants albanais du Kosovo. Comme le général Obradovic, cet analyste exclut que l'armée fédérale puisse recevoir l'ordre de s'en prendre aux forces de l'OTAN stationnées en Macédoine, « bien que celles-ci soient à portée de tir, à trois kilomètres seulement ».

Natalie Nougayrède



* Source : enquête placément à 6 mois - OFEM - Mars 1999.

La démocratie chilienne soumise à la pression de l'armée

A la veille du verdict à Londres des juges Lords sur le cas de l'ancien dictateur Augusto Pinochet, le gouvernement du président Eduardo Frei rappelle à l'ordre le commandant en chef de l'armée de l'air

Le président chilien, Eduardo Frei, a exigé et reçu, mardi 23 mars, des explications du commandant en chef de l'armée de l'air, Fernando Rojas, sur ses déclarations concernant l'affaire Pinochet. Dans un discours, pronon-

cé la veille, le chef militaire soutenait que la détention depuis cinq mois à Londres du général Pinochet avait créé au Chili « un climat de division similaire » à celui qui existait en 1973, l'année du coup d'Etat dirigé par le gé-

néral Pinochet. Le ministre de la défense, José Florencio Guzman, a indiqué à Fernando Rojas que ses déclarations étaient préjudiciables à l'intérêt national, en particulier à la veille du verdict des Lords de justice britan-

niques, qui décidera si le général Pinochet bénéficie ou non d'une immunité diplomatique visant les poursuites engagées contre lui en Espagne pour « meurtres, enlèvements et tortures ».

side, le général Pinochet avait pris soin d'émettre un oukase (« loi réservée ») garantissant aux forces armées 10 % des recettes des ventes de cuivre (dont le Chili est le premier producteur mondial) de la compagnie nationale CODELCO.

« UNE OMBRE TROP GRANDE »

Mais l'effondrement des cours du métal rouge, qui flirtent ces derniers temps avec leur plus bas niveau historique, contrarie le financement du plan Alcazar, de modernisation de l'armée lancé en 1992, que le Brésil et les voisins du Chili considèrent comme une regrettable relance de la course aux armements dans une région globalement libérée de ses dictatures nationalistes.

L'allure souvent martiale, avare de paroles, le général Ricardo Izurieta, cinquante-quatre ans, a succédé à Pinochet en mars 1998, à la tête de l'armée de terre. Ancien attaché militaire à Washington, sorti indemne des sanglantes atteintes aux droits de l'homme durant la dictature, il incarne le retour à certain professionnalisme conforme à la transition démocratique en cours depuis 1990.

Après avoir anticipé le passage à la réserve d'une dizaine d'officiers de haut rang trop sinistrement associés à l'ancien régime, le nouveau commandant en chef s'est retrouvé quelques semaines plus tard en première ligne face à la tourmente provoquée par la détention à l'étranger de son prédécesseur. « Le général Izurieta, explique le professeur Oscar Godoy, est en mesure de garantir au président Frei la fidélité de l'institution militaire, mais pas le respect à la discipline dans toutes les unités de l'armée. L'ombre de Pinochet est encore trop grande pour lui... »

Jean-Jacques Sévilla

cratie (centre gauche), l'armée chilienne serait entrée en « rébellion psychologique ».

Aux antipodes de la « grande muette », elle ne cesse, en tout cas, de donner de la voix. « Garantie » de la Constitution promulguée sous son égide, « elle se comporte dans les faits comme un parti politique, dotée d'organes plus ou moins informels, et même représentée au Parlement par quatre sénateurs désignés », analyse le professeur Oscar Godoy, de l'institut de sciences politiques de l'Université catholique de Santiago.

LIBERTÉ SURVEILLÉE

Huit ans après le départ du général président Pinochet, à l'issue de dix-sept années d'une dictature particulièrement traumatisante, le « verrouillage » de la transition démocratique réapparaît au grand jour. Devenu otage de la raison d'Etat à l'occasion du feuilleton judiciaire déclenché par le juge Garzon, le président démocrate-chrétien Eduardo Frei ne s'offusque même pas des menaces d'insurrection proférées par les multiples



porte-parole de « l'indignation de la famille militaire ».

Constitutionnellement, le président chilien n'est le chef des armées qu'en temps de guerre et il n'a pas pouvoir de limoger les commandants en chef des quatre armées (incluant les carabiniers au statut voisin de celui de la gendarmerie française). Ballottée entre vellétés de justice et réalisme politique, la démocratie chilienne s'accorde de plus en plus péniblement de sa liberté surveillée. « L'armée a droit de veto sur toutes les questions relevant de la sécurité nationale. C'est elle qui détient le véritable pouvoir », souligne Emilio Meneses, spécialiste des affaires militaires et collaborateur du Centre d'études publiques, un institut privé de recherche socio-économique.

« Au Chili, poursuit-il, l'identification actuelle de l'armée à son chef est

d'autant plus forte que les états-majors cultivent par tradition une mentalité d'assiégés. » De fait, formée à l'école prussienne, l'armée chilienne s'est distinguée à la fin du siècle dernier par un expansionnisme dont les séquelles restent sources potentielles de conflits. Aujourd'hui encore, le concept de bon voisinage est loin de lui être familier.

Soudée par un environnement historiquement hostile, « l'armée chilienne est guidée par le précepte: "Si tu veux la paix, prépare la guerre" », précise Emilio Meneses. Son « chef émérite » a su lui donner les moyens de sa politique: les 150 000 « hommes d'armes » (dont 50 000 carabiniers) absorbent 2,5 % du produit intérieur brut, la plus forte dotation budgétaire, avec Cuba, de toute l'Amérique latine. Soucieux de leur assurer une rente solide avant d'abandonner la pré-

D'importants contrats d'armes

Les remous diplomatiques de l'« affaire Pinochet » ont fait remonter à la surface l'importance des commandes de matériels militaires passées à l'Espagne et à la Grande-Bretagne, cibles d'éventuelles représailles. Selon la presse chilienne, les négociations menées par l'armée chilienne avec l'industrie de défense britannique portent notamment sur l'acquisition de quatre frégates « d'occasion » de lutte anti-sous-marin, de chasseurs bombardiers anglo-suédois JAS-39 Gripen, des systèmes lance-roquettes Rayo et un satellite d'observation, pour un montant approchant 200 millions de dollars (185 millions d'euros).

Pour leur part, les Espagnols s'approprient, en association avec une société française, à mettre en chantier deux sous-marins Scorpene (à 500 millions de dollars pièce). Avec le rétablissement officiel de la démocratie, le client chilien est devenu si respectable que le président Bill Clinton a donné son feu vert à la vente à Santiago de chasseurs F-16 Falcon, modèles en concurrence avec le JAS-39 Gripen et le Mirage 2000-5.

Le président bolivien, Hugo Banzer, rattrapé par l'opération Condor

LIMA

de notre correspondante régionale

Pendant les années de la dictature (1971-1978), l'ex-putschiste bolivien, Hugo Banzer a été impliqué avec ses homologues du Chili et de l'Argentine, les généraux Augusto Pinochet et Jorge Videla, dans l'opération Condor de répression des militants de gauche en Amérique latine. Le secrétaire général de l'Assemblée permanente des droits de l'homme de Bolivie (APDHB), Sergio Llorenty, a remis le 16 février de nouveaux documents au juge espagnol Baltasar Garzon, à l'origine de l'arrestation du général Pinochet à Londres. Il lui avait déjà remis un premier dossier en novembre 1998.

Ni l'APDHB, ni les parents des « détenus disparus », ni la Centrale ouvrière, la COB, ne sont décidés à passer l'éponge sur ces années de la répression en Bolivie. Ils exigent que soit rouvert le procès entamé, en 1979, par le député socialiste Marcelo Quiroga Santa Cruz, assassiné un an plus tard. « L'opération Condor ? Je n'ai rien su de son existence », assure Hugo Banzer, revenu au pouvoir démo-

cratiquement le 6 août 1997. L'ancien dirigeant syndicaliste de la COB, Simon Reyes, constate que « le président Banzer plaide non coupable, assurant qu'à l'époque, les Etats-Unis et l'Union soviétique s'affrontaient dans le cadre de la guerre froide, mais que les morts étaient les nôtres, comme si cet argument exemptait de toutes responsabilités les auteurs intellectuels ou matériels de ces atrocités ».

« COORDINATION »

Pourtant, le bilan de l'opération Condor est lourd pour la Bolivie. Des dizaines de militants de gauche latino-américains, exilés dans le pays ont été enlevés et livrés aux autorités chiliennes ou argentines. Vingt-cinq syndicalistes boliviens ont été internés dans une île au sud du Chili en juin 1976. Et l'ancien président Juan José Torres (1970-1971), renversé par le putsch du colonel Banzer, fut assassiné à Buenos Aires.

Le président Banzer jouit de l'appui inconditionnel d'une très ample majorité du Congrès. Même le fils de l'ex-général Juan José Torres, le député Jorge Torres, du Mou-

vement de la gauche révolutionnaire (MIR), se montre réservé. « Nous n'ignorons pas, explique-t-il, la coordination entre les dictateurs qui a conduit à l'assassinat de mon père. Mais la famille Torres n'est ni juge, ni procureur. Nous vivons en démocratie, et nous ne voulons pas que cette affaire soit utilisée par un parti politique d'opposition pour faire chanceler le gouvernement. »

Oscar Eid, le numéro 2 du MIR, le mouvement de gauche créé en réponse à la dictature dirigée par Hugo Banzer et son allié depuis 1989, explique, pragmatique, que « l'époque était à la confrontation et à la polarisation »; aujourd'hui, le contexte est tout autre. « Hugo Banzer a affronté les urnes, explique-t-il. Et si ce monstre est maintenant du côté de la démocratie, je suis avec lui. » Il confirme ce que le coordonnateur du MIR, Samuel Doria Medina, avait assuré, en octobre 1998: « En 1989, le MIR a décidé de franchir les fleuves de sang qui le séparaient du parti dirigé par Hugo Banzer. Il ne fera pas marche arrière. Nous sommes les alliés du général qui est un démocrate, et nous voulons

qu'il fasse une bonne présidence. » Cet avis est également partagé par l'ex-dirigeant syndical, Oscar Salas, aujourd'hui député à l'Assemblée pour la souveraineté des peuples (ASP), qui fut déporté à l'époque, et pendant huit mois, dans une île chilienne. « Je n'ai en rien oublié, dit-il, les années de répression. Et je n'appartiens pas à cette coalition gouvernementale même si notre alliance avec le MIR en donne l'apparence. Mais franchement, la comparaison entre Pinochet et Banzer est forcée. »

Bien qu'il appartienne à l'opposition, Juan del Granado, député pour le Mouvement Bolivia libre (MBL) et président pendant quatre ans de la commission des droits de l'homme du Parlement, estime, lui aussi, que le moment est bien mal choisi pour entamer un nouveau procès contre le général Banzer, même si la dictature est responsable de la mort de deux cents personnes, de la disparition de cent cinquante autres et de l'exil de plus de deux mille prisonniers.

Nicole Bonnet

Les Etats-Unis s'engagent dans la destruction de leur plutonium militaire

C'EST UN PAS essentiel dans la lutte contre la prolifération nucléaire et le démantèlement des armes russes et américaines qui a été franchi, lundi 22 mars, par le Department of Energy (DOE) américain. Dans un contrat signé ce jour, il confie à un consortium d'entreprises américaines et françaises la mission de concevoir et de construire aux Etats-Unis une usine de transformation de plutonium militaire en combustible MOX (mélange de plutonium, environ 10 %, et d'uranium), puis de consommer ce MOX dans des réacteurs nucléaires civils situés sur la Côte est des Etats-Unis.

L'ingénierie de l'usine est confiée à une entreprise de Boston, Stone & Webster, assistée de Cogema et Framatome, qui fabriquent chaque année 160 tonnes de MOX à Marcoule, et de Belgonucléaire, qui en fabrique 40 tonnes à Dessel (Belgique). Le combustible sera consommé dans six réacteurs des compagnies Duke Energy et Virginia Power, avec l'assistance d'EDF qui expérimente cette pratique

dans dix-sept réacteurs français. La réalisation de ce contrat s'étalera sur dix-sept ans et consommera 33 tonnes de plutonium militaire. Le coût global de l'opération est estimé par le DOE à quelque 2,2 milliards de dollars (2,03 milliards d'euros), démantèlement de l'usine compris. Mais le contrat signé lundi 22 mars n'engage qu'une première tranche de 130 millions de dollars (120 millions d'euros) portant sur l'étude de l'usine d'ici à 2002.

Le contrat confié au consortium Duke-Cogema-Stone & Webster (DCS) a une valeur beaucoup plus diplomatique qu'économique – même s'il est reçu comme une excellente nouvelle par les entreprises concernées. Il s'agit essentiellement d'envoyer un signal fort à la Russie, en lui montrant que les Etats-Unis s'engagent dans la destruction d'une partie de leur plutonium militaire. Mais le lancement concret de la construction de l'usine MOX ne se produira que si, d'ici là, la Russie fait elle-même un pas important.

Le contrat américain concrétise en effet une longue et complexe négociation pour détruire de façon symétrique les stocks de matières nucléaires militaires des deux pays. Lancée en janvier 1994 lors de la rencontre des présidents Clinton et Eltsine, cette idée de destruction symétrique a été validée en 1996, les experts adoptant la technique de transformation du plutonium en MOX. Il s'agissait là d'une concession majeure des Etats-Unis: ils rompaient avec la politique adoptée par le président Carter en 1976 de refus d'usage civil du plutonium.

SYMÉTRIE AVEC LA RUSSIE

Les événements se sont accélérés depuis l'été 1998. Le 1^{er} septembre, lors de la rencontre Clinton-Eltsine à Moscou, les deux pays s'engageaient à retirer chacun 50 tonnes de plutonium de leurs arsenaux. D'après le dernier inventaire de l'institut suédois Sipri, la Russie détenait en 1994 entre 110 et 150 tonnes de plutonium militaire, les Etats-Unis en 1996 environ 100 tonnes. A l'automne, le Sénat

américain votait la disponibilité de 200 millions de dollars destinés à réduire le stock de plutonium russe.

Cette réduction devrait s'opérer dans le fil de la coopération engagée depuis 1992 par l'Allemagne, la France et la Russie dans le programme AIDA-MOX. Il s'agit de réaliser une chaîne industrielle similaire à celle que le DOE a engagée lundi: conversion du plutonium en MOX pour utilisation dans des réacteurs russes. Les partenaires discutent avec les Etats-Unis qui pourraient rejoindre AIDA-MOX lors du prochain G 8, en juin.

Les Etats-Unis demanderont cependant un apport financier aux Européens, que ceux-ci ne sont pour l'instant pas prêts à fournir. D'autant que divers problèmes politiques restent en suspens: les Grünen allemands accepteraient-ils, au nom de la non-prolifération, de soutenir une technique qu'ils abhorrent? Et les Occidentaux peuvent-ils aller de l'avant alors qu'ils n'arrivent toujours pas à obtenir la fermeture de Kras-

noïarsk 26, un réacteur qui fabrique du... plutonium militaire? En revanche, malgré l'annulation de sa visite à Washington par M. Primakov à cause du Kosovo – annulant de ce fait la signature d'un accord sur une autre matière nucléaire, l'uranium hautement enrichi –, il est peu probable que la Russie bloque durablement le processus: son intérêt financier dans ce qui est d'abord pour elle un moyen de dynamiser son industrie nucléaire est trop grand.

Quoi qu'il en soit, cette démarche globale de destruction du plutonium militaire est une bonne nouvelle pour l'industrie du retraitement, particulièrement française, qui voit un nouveau marché s'ouvrir alors que les commandes civiles s'étiolent. Il y a là une logique pleine d'ironie: né, en vérité, d'impératifs militaires bien plus que commerciaux, le retraitement des combustibles nucléaires gagnerait sa pérennité de la destruction des stocks militaires...

Hervé Kempf

L'OCDE déplore la faible mobilité des salariés européens

BIEN QUE le lancement de l'euro soit devenu une réalité depuis trois mois, on ne sait toujours pas quelles en seront les conséquences à long terme sur les économies et les sociétés européennes. Une analyse en profondeur des changements susceptibles d'affecter les pays de l'Union économique et monétaire a été présentée, mercredi 24 mars, par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

L'un des enjeux principaux de l'euro, selon l'OCDE, est de « renforcer la capacité d'adaptation de l'économie aux chocs », pour accroître l'emploi et accélérer la productivité de l'économie. Ces nouvelles capacités d'adaptation supposent des réformes en profondeur dont l'enjeu est éminemment politique. L'OCDE constate que les unions monétaires qui ont réussi dans l'histoire ont toutes été accompagnées d'une union politique, synonyme d'intégration poussée dans tous les domaines.

« Une intégration économique étroite (...) réduit la vulnérabilité à des chocs asymétriques », écrit l'OCDE. Par le terme de « choc asymétrique », les économistes désignent tous les phénomènes qui réduisent temporairement les revenus d'un pays ou d'une région (par exemple une sécheresse ou une baisse soudaine des exportations) ou modifient en profondeur la structure de l'économie (par exemple la réunification allemande ou une révolution technologique).

L'OBSTACLE DE LA LANGUE

Comment l'Europe doit-elle répondre aux « chocs » qui risquent d'affecter tel ou tel de ses pays membres? L'intégration prend plusieurs formes possibles: interdépendance commerciale (elle a pratiquement doublé depuis 1970 en Europe), intégration financière et rapprochement des marchés de capitaux... La possibilité d'une stabilisation budgétaire au niveau européen, avec l'idée d'une augmentation des transferts des pays riches vers les pays pauvres, n'a pas le vent en poupe (comme le prouvent les difficiles négociations autour de l'Agenda 2000). En outre, avec près de 1,3 % du PIB européen, les dépenses de l'Union sont très réduites et ne peuvent pas jouer un rôle stabilisateur, note l'étude de l'OCDE.

En définitive, c'est surtout la mobilité des salariés qui fait défaut aux pays européens. Celle-ci est souhaitable bien qu'elle risque de déboucher sur des pratiques de « dumping social », écrit l'OCDE. « Il n'y a que 5,5 millions de ressortissants de l'UE, sur un total de 370 millions, qui résident dans un autre Etat membre, soit 1,5 % de la population... En Europe, l'ajustement s'opère dans une large mesure par le changement d'activité et le chômage ». La mobilité est plus grande aux Etats-Unis, en Canada ou en Australie. Aux Etats-Unis, plus de 2,5 % de la population en âge de travailler et un peu moins de 5 % des chômeurs changent d'Etat de résidence chaque année.

En Europe, les obstacles sont multiples et commencent par la diversité des langues et des cultures. Mais il existe aussi des obstacles d'ordre institutionnel. Exemple: un chômeur qui va dans un autre pays d'Europe pour chercher du travail risque de perdre ses droits à prestations. Autre élément perturbateur, selon l'OCDE: l'existence d'un salaire minimal, qui réduit la mobilité des salariés. Les frais qu'entraînent l'achat ou la vente d'un bien immobilier sont bien plus importants en Europe qu'aux Etats-Unis.

L'OCDE met le doigt sur un autre type de mobilité souhaitable: le passage d'un emploi à l'autre, qui permet une adaptation permanente aux évolutions de l'économie. La durée moyenne d'occupation d'un emploi est de 3,4 ans aux Etats-Unis, tandis qu'elle est de 7,3 ans en Europe continentale (et de plus de 10 ans en Allemagne).

Lucas Delattre

La mise en « congé » de Roland Dumas est accueillie comme le prélude à son retrait

Dominique Strauss-Kahn évoque un « premier pas » vers une démission

La décision de Roland Dumas de prendre du recul avec la présidence du Conseil constitutionnel a été accueillie, mardi 23 mars, comme une

initiative qui était devenue nécessaire. Tandis que plusieurs responsables de droite demande désormais sa démission, le ministre de l'écono-

mie et des finances, Dominique Strauss-Kahn, a assuré, mercredi, qu'il s'agit d'un « *premier pas vers le retrait* » de M. Dumas.

peine plus proluxe : « *si M. Dumas a pris cette décision, il l'a fait en conscience, en estimant que ce retrait de la présidence était souhaitable pour le bon fonctionnement dans la sérénité du Conseil constitutionnel* », a-t-elle noté. Gardienne des principes judiciaires, elle a ajouté : « *Les procédures judiciaires suivent leur cours et tant qu'elles ne sont pas conclues, il est évidemment présumé innocent.* »

« **C'EST UN PEU TARD** »

Dégagés de ces prudences institutionnelles ou partisans, les responsables politiques ont abondamment commenté, mardi, la décision du président du Conseil constitutionnel. Ils se répartissent en deux catégories : ceux qui sont satisfaits, et ceux qui ne le sont pas du tout. Parmi les premiers, les dirigeants du parti socialiste, visiblement soulagés de ce retrait de François Mitterrand. « *C'était une décision nécessaire (...)qui, peut-être, aurait dûe être prise depuis plus longtemps encore, (...)dès que l'affaire est née* », a jugé François Hollande, premier secrétaire du PS. Une attitude « *sage et attendue* », selon Jean-Marc Ayrault, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, même si « *certains vont penser que c'est un peu tard* ». Ceci, a-t-il ajouté, va « *lui permettre de se défendre et d'éviter que plane un doute sur les*

décisions de la juridiction qui juge de la constitutionnalité des lois. » Réuni plus tard dans la soirée, le bureau national du PS n'a pas jugé bon d'évoquer davantage cette affaire.

Georges Sarre, président délégué du Mouvement des citoyens, a vu dans ce geste « *une manière élégante de démissionner. Une page est tournée* » a-t-il dit, tandis que Jean-Michel Baylet, président du Parti radical de gauche, a jugé qu'il « *honorait son auteur.* » Dans l'opposition, Patrick Devedjian (RPR, Hauts-de-Seine), a ressenti le choix de M. Dumas comme une« *une demi-mesure mais c'est beaucoup mieux* ». François Bayrou, président de l'UDF, a estimé pour sa part qu'« *il n'y avait pas d'autre solution possible* ».

Au rang des mécontents, en revanche, se trouve Philippe Douste-Blazy, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale. Il a jugé « *insatisfaisante* » la décision de Roland Dumas, assurant que « *sa forme, son annonce, et les termes employés ne répondent pas à l'exigence de la situation*

qu'imposent l'éthique républicaine, le bon fonctionnement de l'institution et le respect de la Constitution » qui ne prévoit « *ni le cas de mise en congé de la présidence du Conseil constitutionnel, ni la notion d'intérim* ». Philippe de Villers, président du Mouvement pour la France, a qualifié la situation de « *grotesque* », tandis qu'Alain Krivine (LCR), en accord avec Arlette Laguiller (LO), a assuré que ce « *demi-départ forcé ne règle rien.* » Pour le compte du Front national

pour l'unité française, Jean-Marie Le Pen a estimé, lui, que M. Dumas « *doit démissionner* ». Silencieux face au tohu-bohu, l'intéressé s'est rendu à 18 h 30, mardi, à l'Institut François-Mitterrand, fondation qu'il a créée, pour présider un conseil d'administration prévu de longue date. Rien n'a filtré de cette assemblée, composée de fidèles de l'ancien chef de l'Etat, dont Michel Charasse, Mazarine Pingeot, André Rousselet, Jean-Louis Bianco ou Jean Kahn.

Jean-Michel Apathie

M. Millon veut séduire les déçus de la politique

Après un tour de France, l'ancien ministre se dit décidé à conduire une liste aux élections européennes

APRÈS le jugement sorti du procès du sang contaminé, après la démission collective de la Commission de Bruxelles, Charles Millon a trouvé avec la mise en congé de Roland Dumas une troisième occasion de dénoncer « *le règne de l'irresponsabilité* » des politiques. C'est un thème qui plaît beaucoup chez « *les déçus de la politique* », et notamment chez « *les orphelins de la vraie droite* ».

Un millier de personnes avaient payé leur place, mardi 23 mars, pour entendre l'ancien président du conseil régional Rhône-Alpes au cours d'un « *banquet de l'unité de la droite* » organisé dans un grand hôtel parisien.

EN RODAGE

Au terme du tour de France qu'il vient d'accomplir, le président de La Droite s'est persuadé qu'il répond à une attente et se dit décidé à conduire une liste aux élections européennes du 13 juin, pour « *une Europe de droite, une Europe au service des nations* », qui n'est pas très éloignée de celle de Philippe de Villiers, pour peu

que celui-ci abandonne ses « *thèmes nostalgiques* » contre les traités de Maastricht et d'Amsterdam. Un directeur de campagne, l'ancien député des Ardennes Philippe Mathot (ex-DL), a déjà été nommé, mais il reste 20 millions de francs à trouver.

A Lyon, lundi, comme à Paris, mardi, le député de l'Ain a rodé ses thèmes de campagne. L'ayant mesuré sur le terrain, il entend bien cultiver le décalage entre les discours tenus à Paris, sur la parité, le cumul des mandats, le PACS, et les préoccupations exprimées partout ailleurs sur la sécurité, l'emploi, l'éducation.

En raison de « *la cohabitation de complaisance, il n'est pas question d'aborder les sujets qui fâchent* ». Au moins M. Millon demande-t-il au président de la République qu'« *il s'oppose* [dans le choix du futur président de la Commission de Bruxelles] *à la désignation d'un personnage qui relèverait de la social-démocratie* ».

Jean-Louis Saux

Le communiqué de Roland Dumas

Voici le texte du communiqué de Roland Dumas annonçant, mardi 23 mars, qu'il se met en congé de la présidence du Conseil constitutionnel : « *J'ai décidé, pour un temps, de ne pas exercer ma fonction de président du Conseil constitutionnel. Trois raisons, qui me placent en situation d'empêchement, m'ont conduit à prendre cette décision : mettre l'institution à l'abri des amalgames trop faciles et trop nombreux qui ont existé, et existent encore ; poursuivre en toute liberté mon combat pour la recherche et la découverte de la vérité, en prenant notamment les initiatives procédurales qui vont s'imposer ; retrouver mes forces mises à mal par les coups reçus pendant les dix-huit mois qu'a duré la campagne de calomnies qui visait à m'abattre, en dépit de la présomption d'innocence à laquelle chaque individu a droit. (...) Quand les procédures judiciaires seront terminées, je reprendrai ma place à la tête du Conseil constitutionnel. Pendant cette période, que j'espère courte, M. Yves Guéna (...) me remplacera dans la plénitude des fonctions en qualité de président par intérim.* »

Paris : un écologiste demande que M. Chirac soit entendu comme témoin

SANS ATTENDRE la décision du Conseil d'Etat, qui doit statuer, vendredi 26 mars, sur la possibilité pour un contribuable parisien de se substituer à la Ville en se constituant partie civile dans l'affaire des emplois fictifs de la Mairie de Paris, le militant écologiste Pierre-Alain Brossault demande, par l'entremise de son avocat M^e François Divier, aux juges d'instruction de Paris et de Nanterre saisis de ce dossier, Xavière Siméoni et Patrick Desmure, d'entendre Jacques Chirac comme témoin. Dans une lettre qui sera déposée auprès des deux magistrats jeudi 25 mars, après visa du bâtonnier de Paris, M. Brossault s'appuie sur le réquisitoire supplétif du procureur Yves Bot pour demander cette audition du chef de l'Etat.

Les larges extraits du réquisitoire, publiés par *Le Canard enchaîné* du 24 mars, indiquent qu'aux yeux du procureur, le délit de prise illégale d'intérêt existe, concernant la cas de Madeleine Farard, secrétaire rémunérée par la Ville de Paris alors qu'elle travaillait au siège du RPR. Le procureur tient un raisonnement par analogie fondé sur le cas d'Alain Juppé, « *mis en examen au chef de prise illégale d'intérêt* » dans ce dossier : « *Attendu que l'acte matériel ainsi qualifié consiste pour M. Alain Juppé à avoir permis que l'association [RPR] dont il était à l'époque des faits secrétaire général, puis président, bénéficie du concours, à temps plein ou partiel, de fonctionnaires de la Ville de Paris, ville dont il était en même temps l'adjoint chargé des finances.* » « *Attendu que le mécanisme ci-dessus exposé paraît se retrouver exactement décrit dans le deuxième paragraphe de la*

lettre », signée par M. Chirac à propos de l'avancement de M^{me} Farard, et qu'il est confirmé par des dépositions recueillies sur procès-verbal par les enquêteurs, « *notamment celle de M. Rigault, directeur administratif et financier du RPR* », le procureur en conclut que « *ces faits, qui appellent (...) des vérifications, pourraient constituer une infraction non prescrite* ».

La suite du réquisitoire, consacrée au cas particulier du président de la République pour des faits commis « *en dehors de l'exercice de ses fonctions* », s'appuie sur « *la décision du 22 janvier 1999 du Conseil constitutionnel* ». « *L'examen du problème posé renvoie immédiatement au principe fondamental de la séparation des pouvoirs* » rappelle d'emblée le procureur. Les impératifs de la procédure « *interféreraient obligatoirement sur l'exercice de fonctions présidentielles* », note-t-il, avant de souligner que « *l'application de la procédure pénale de droit commun à un président de la République, au cours de l'exercice de ses fonctions, reviendrait à instituer (...) un mode de contrôle du pouvoir exécutif par l'autorité judiciaire, et ce, quelle que soit la date des faits examinés* ». M. Bot conclut que : « *Les principes en cause sont d'une telle importance que, s'il existait encore un doute, il ne saurait être dissipé, dans le silence relatif des textes, par l'engagement "à toutes fins" d'une initiative prétorienne [c'est-à-dire relevant de la seule liberté du juge] que la nature des fonctions du Parquet ne pourrait justifier et que l'éthique du magistrat ne saurait cautionner* ».

Pascale Sauvage

14 / LE MONDE / JEUDI 25 MARS 1999

DISPARITIONS

Vadim Kozovoï

L'ami de René Char et de Henri Michaux

VADIM KOZOVOÏ, poète, traducteur, exégète des poètes et un des plus subtils passeurs entre les cultures russe et française, est mort lundi 22 mars.

Il était né à Kharkov, en Ukraine, en 1937, avait fait ses études à l'Université de Moscou, à la faculté d'histoire, mais avait été arrêté avant de les achever, pour sa participation au groupe d'opposition utopique de Krasnopevtsev; condamné au camp, il contracta une tuberculose et eut pour le restant de sa vie une santé délabrée. Au camp, il fit la rencontre d'Irina Emelianova, la fille d'Olga Ivinskaïa. Après leurs libérations respectives, ils se marièrent. Leur appartement de Moscou devint un foyer de dissidence où l'on rencontrait le philosophe Mirab Mamardachvili, le poète tchouvache Gennadi Aïgui, ou encore un jeune archiviste bientôt condamné pour sa participation à la *Chronique des événements courants*, Gabriel Suferfin.

DÉFI À L'ESTHÉTIQUE SOCIALISTE

Au début des années 70, Kozovoï était déjà devenu un connaisseur exceptionnel de la poésie française, traduisant Lautréamont, Mallarmé, les écrits sur l'art de Paul Valéry. Il publia des traductions de René Char ou de Henri Michaux dans un recueil dont le responsable était Efim Etkind. Chaque publication était un événement, on s'arrachait les exemplaires. Après Char et avec Michaux, il commença une correspondance et noua une amitié qui ne se démentit jamais en ce qui concerne Michaux, qui prit fin avant la mort de Char. Parfois, les traductions de Kozovoï trouvaient refuge dans des publications excentrées comme la *Géorgie littéraire* où, en 1980, il fit paraître des traductions des *Illuminations* de Rimbaud. C'était autant de sensations et de défis à l'esthétique pompière du réalisme socialiste d'Etat.

En 1981, Vadim Kozovoï obtint l'autorisation de venir en France pour y faire soigner son fils aîné. Il logea à la Cité des Arts et partit à la conquête de Paris. Son amitié avec Michel Deguy et Jacques Dupin commença et fut couronnée par la traduction que ces deux poètes firent de son deuxième recueil de poésie, *Hors de la colline*. Honneur suprême, Henri Michaux fit de superbes illustrations à l'encre de Chine pour cette traduc-

tion : Kozovoï entraït dans l'édition française par la porte d'honneur. Il se lia avec Branko Lazitch et les anciens d'*Est-Ouest*. Ses analyses politiques de la situation en Russie étaient inspirées par la lucidité vigilante léguée par Boris Souvarine à tout le groupe. Parfois, *Le Monde* lui ouvrait une page entière.

Mais son travail fondamental resta, jusqu'au dernier jour, le travail de réflexion sur le mot poétique. Son ouvrage essentiel est dans ce domaine *Le poète dans la catastrophe* qu'il publia en russe : méditation sur le poète, l'histoire, et le lecteur de poésie. Le poète, en l'occurrence, c'est Boris Pasternak. Le poète sans qualité, le poète malléable face à l'histoire et son joug – ce thème se rejoue d'époque en époque ; il faut et la bataille de Valmy et le jeune poète Goethe pour que se fasse la conjonction de l'histoire et de la poésie. Une partie du livre est inspirée par la correspondance inédite entre Pasternak et le musicologue Souvtchinski, un ancien « Eurasien » qui, en lisant le texte russe du *Docteur Jivago*, s'exclamaït : « *Voici le sixième livre du Pentateuque !* » Lorsque la mort le surprit, Vadim Kozovoï travaillait à un livre sur Souvtchinski lui-même.

Dès 1989, Kozovoï retourna en Russie, qui s'affranchissait du totalitarisme, et il découvrit peu à peu de jeunes lecteurs de sa poésie. Trois recueils poétiques de Kozovoï ont été réunis en un livre à Moscou en 1991 : *Sursis d'orage*, *Hors de la colline* et *Le nominal*. Parus tout d'abord respectivement à L'Age d'homme, puis à Syntaxis, la maison d'édition familiale des Siniavski, ces trois recueils font alterner poèmes en vers accentuels libres et courts segments de prose sertis dans une structure de conte énigmatique à la Michaux. Si l'influence de l'auteur de *Plume* et d'*Ailleurs* est évidente, elle n'est pas la seule : Rémizov est aussi présent.

Incantatoire, moqueuse, la poésie en pointillé magique de Kozovoï trace des parcours d'initiation ironique, donne parole aux objets et cerne d'abrupte proverbialité d'étranges fragments de loi et d'infractions à la syntaxe. « *N'as-tu pas vu où est passée ma boîte ?* », dit l'allumette égarée, la poésie égarée.

Georges Nivat

— Catherine Bois, François et Emmanuelle Bois, leurs enfants, Matthieu et Raphaël, M. Pierre Bois, ses enfants et son petit-fils, M. et M^{me} Etienne Bois et leurs enfants, La famille Perrigault, M^{me} Josette Bois-Judéaux, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Claude BOIS, officier de marine de réserve, ancien capitaine au long cours,

survenu, le 21 mars 1999, dans sa soixante-septième année, muni des sacrements de l'Église.

La cérémonie religieuse sera célébrée, le vendredi 26 mars, à 14 h 30, en l'église Saint-Maurice de Bécon, 218, rue Armand-Silvestre, à Courbevoie (Hauts-de-Seine).

Cet avis tient lieu de faire-part. 13, avenue Pasteur, 92400 Courbevoie.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

<p>Associations communiquez vos Assemblées générales tous les jours dans le Carnet</p> <p>Tarif à la ligne 120 F TTC / 18,29 €</p> <p>☎ 01.42.17.39.80 Fax : 01.42.17.21.36</p>
<p>La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 25 mars, à 9 h 30, en l'église Saint-Louis des Invalides, à Paris.</p> <p>(<i>Le Monde</i> du 23 mars.)</p>

JAIME SABINES, un des plus grands poètes de langue espagnole, est mort, vendredi 19 mars, dans sa maison de Ciudad de Mexico (Mexique), victime d'un cancer généralisé. Il avait soixante-douze ans. Contrairement aux vœux du président de la République mexicaine, le corps de Jaime Sabines n'a pas été exposé dans le Palais des beaux-arts, comme ce fut le cas pour Frida Kahlo, Octavio Paz et Rufino Tamayo. Le poète s'y était opposé dans ses dernières volontés. « *Les couronnes me font rire, les fleurs, les pleurs, les baisers éparpillés. C'est une blague. Pourquoi l'a-t-on enterré ? Pourquoi ne l'a-t-on pas laissé dehors jusqu'à ce qu'il sèche, jusqu'à ce que les os nous parlent de sa mort ?* »

Prix national des lettres en 1983, Jaime Sabines était une légende vivante, le poète vraiment populaire du Mexique, celui qui fit descendre la poésie de l'Olympe pour la semer dans la rue. Il était né en 1926 dans l'Etat de Chiapas. Son père, émigré libanais, redoutable major de l'armée révolutionnaire de Carranza, n'avait qu'une seule faiblesse : lire à son fils, tous les soirs, un conte des *Mille* et *Une Nuits*. Encore enfant, Jaime Sabines obtient le premier prix d'un concours littéraire avec un texte (*Fugas*)... rédigé par son frère. Ainsi naît une vocation. Après des études inachevées de médecine, il se consacre à la philosophie. Ses premiers écrits témoignent de l'influence de Neruda, de Garcia Lorca et de Rafael Alberti.

DÉCLAMATIONS SCOLAIRES

Revenu bientôt à sa terre natale, il ouvre une boutique à Tuxtla Gutiérrez, capitale du Chiapas. « *Je suis un poète, et néanmoins, chaque matin, je dois lever quatre salétés de rideaux de fer et balayer devant ma porte les ordures qui ont été jetées dans la rue. Je suis un poète et je vends des tissus et des robes, n'importe quoi. J'ai rejoint cette bande de voleurs patentés que sont les commerçants.* » Oui, mais il devient Sabines.

A vingt-quatre ans, il publie *Horizontal* (1950), son premier livre. Le grand poète Carlos Pellicer lui propose de rédiger la préface de ce recueil. Sabines refuse : il ne veut pas entrer dans la littérature avec des béquilles. Puis les chefs-d'œuvre s'enchaînent : *La Senal*,

<p>— Michel Bronstein a la tristesse d'annoncer le décès brutal de sa mère,</p> <p>Blanche BRONSTEIN-VINAVER, survenu, le 21 mars 1999, à (presque) quatre-vingt-quinze ans.</p> <p>Sa famille et ses nombreux amis se réuniront, le samedi 27 mars, à 11 heures, au crématorium du Père-Lachaise.</p> <p><i>Blanche aimait les fleurs en bouquets.</i></p> <p>4, rue des Eaux, 75016 Paris.</p>
<p>— Dominique Morel, Yves Manela, Roger Morel. Les familles Tessier et Poulain, font part du décès de</p> <p>M^{me} Christiane CHOTARD,</p> <p>le 22 mars 1999, dans sa soixante-quinzième année.</p> <p>On se réunira pour un dernier hommage le 26 mars, à 11 h 15, au cimetière, 13, rue du Cimetière, à Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis).</p> <p>Cet avis tient lieu de faire-part.</p>

— Le général d'armée (CR) Emmanuel Hublot, Béatrice Hublot, Dominique et Marie-Jeanne Cyrot, Rémi et Chérifa Hublot, Christine Hublot Liger, Norbert et Véronique Paquel, Hubert et Claire Schwartz, Michel et Marie-Alix Bresson, ses enfants.

Ses vingt-six petits-enfants et sept arrière-petits-enfants, M^{me} Jean-Michel Bazin, M^{me} Jean Maldidier, ses sœur et belle-sœur, font part du décès de

M^{me} Emmanuel HUBLOT, née **Anne-Marie GAUTROT**,

survenu le 22 mars 1999.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 26 mars, à 9 heures, en la chapelle de l'École militaire, suivie de l'inhumation à Ramerupt (Aube).

Ni fleurs ni couronnes.

5, place du Président-Mithouard, 75007 Paris.

nous a quittés le 10 mars 1999, dans sa quatre-vingt-douzième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

Sa mémoire sera perpétuée par le prix Jacques-Nass pour l'excellence en économie politique, qui sera décerné chaque année aux jeunes chercheurs en économie et management à l'université hébraïque de Jérusalem.

Le consulat général d'Israël à Paris.

Anniversaires de décès

— Il y a dix ans,

Nina BEHAR

survenu le dimanche 21 mars 1999, à Paris.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 25 mars, à 9 h 30, en l'église Saint-Louis des Invalides, à Paris.

(*Le Monde* du 23 mars.)

CARNET

Jaime Sabines

Le grand poète populaire du Mexique

Adan y Eva, Algo sobre la muerte del mayor Sabines, Tarumba (édité en France par Myriam Solar dans une traduction de Jean Clarence Lambert, Paris 1997). Une poésie apparemment facile, faite de métaphores avec des éléments du quotidien, qui ne craint ni les répétitions ni les déclamations scolaires : « *Les amoureux jouent à attraper l'eau, à tatouer la fumée, à ne pas partir, ils jouent au long, au triste jeu de l'amour.* » Les béquilles, en revanche, peuvent être utiles pour faire de la politique. Entre 1976 et 1979, voilà Sabines député du parti gouvernemental au Chiapas. En 1988, le même PRI le fait élire député de Mexico. L'opposition de gauche commençait alors à s'organiser et bientôt éclate l'insurrection zapatiste, que Sabines condamne.

Cela lui vaut la rupture avec quelques compagnons des lettres. Ils ne se réconcilieront qu'autour de son lit de mort. Le PRI, le président Zedillo accompagné de la première dame, quelques notables de l'opposition étaient là aussi. Quatre gardes du corps interdisaient l'entrée aux journalistes et au petit peuple, qui connaît ses poèmes par cœur. Il devait bien s'amuser, Sabines, au fond de lui-même : « *Quelle sauvagerie coutume que celle d'enterrer les morts ! De les tuer, de les annihiler, de les effacer de la surface de la terre ! On les manipule traîtreusement, on leur dénie la possibilité de revivre. J'attends toujours que les morts se lèvent, qu'ils brisent le cercueil, et qu'ils disent gaiement : pourquoi tu pleures ?* »

<p><i>Ramon Chao</i></p>
<p>■ GRATIE GÉLINAS, comédien, auteur et metteur en scène canadien d'expression française est mort mardi 16 mars, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans. Né en 1909 à Saint-Tite, dans la région des Trois Rivières, il est considéré comme le précurseur du théâtre québécois contemporain. Après avoir commencé sa carrière en créant des revues, il s'est attelé à une forme beaucoup plus ambiguë, en écrivant des pièces qui critiquaient le conservatisme politique et religieux de la société canadienne-française des années 50 (<i>Tit-Cog</i>, 1948, <i>Bouillie</i> et <i>les Justes</i>, 1959). En 1958, il a créé la Comédie-Canadienne, une scène qui joua un rôle déterminant en se</p>

Georges Delbard

Une vie au service du bon et du beau

L'HORTICULTEUR Georges Delbard est mort, samedi 20 mars, à Malicorne (Allier). Il était âgé de quatre-vingt-douze ans.

Né le 20 mai 1906, dans une famille paysanne de Malicorne, Georges Delbard greffe ses premiers rosiers tiges quand il n'est qu'un enfant. Son certificat d'études en poche, il entre en 1922 aux forges de Commentry comme employé de bureau. Pendant son temps libre, il continue de cultiver son jardin secret et remporte un premier prix, lors d'une présentation, pour des potées de chrysanthèmes. Il est alors âgé de dix-huit ans et part apprendre professionnellement le métier de jardinier chez Truffaut, à Versailles. Etudes terminées, Georges Delbard s'installe à son compte dans une minuscule boutique du 16, quai de la Mégisserie, à Paris. En 1935, il édite son premier catalogue de vente par correspondance et commence à s'intéresser de près à la création de nouvelles variétés fruitières et à la production d'arbres.

Après la Libération, Georges Delbard écrit et publie *Les Beaux Fruits de France*, magnifique ouvrage qui sera réédité dans une version mise à jour en 1994. Cette bible et les travaux de Georges Delbard ne tardent pas à lui valoir le respect et l'admiration de ses collègues français et étrangers. Ils apportent leurs propres variétés à Malicorne, dans la ferme où cet homme entreprenant et inspiré avait passé son enfance. Cette ferme devient ainsi la base du premier conservatoire français des espèces fruitières. C'est en puisant dans le formidable patri-

fondant sur l'idée d'un « *théâtre national et populaire* », et en donnant leur chance aux jeunes auteurs. Œuvrant dans un mode satirique plutôt bon enfant, il a mis en scène des gens ordinaires en prise avec le pouvoir, des « *petits* » face aux « *grands* ». Il a ainsi ouvert la voie à la dramaturgie contemporaine, mais il n'a pas suivi la radicalisation nationaliste des années 70, qui a été le creuset de nouvelles formes théâtrales. Il a par ailleurs beaucoup agi en faveur du cinéma, en fondant dans les années 40 une société de production et en occupant les fonctions de président de la Société de l'industrie cinématographique de 1969 à 1978.

<p>Denis</p> <p>aimait Miles Davis, Woody Allen, John Casavetes, Wim Wenders, Manuel Vasquez Montalban...</p> <p>Il nous quittait le 24 mars 1993.</p> <p>Ceux qui l'aiment se souviennent.</p> <p>Evelyne et Louis Degemont, 60, cours Franklin-Roosevelt, 69006 Lyon.</p>
<p>— Marie-Laure et Olivier Las Vergnas rappellent le souvenir de leur père,</p> <p>Raymond LAS VERGNAS,</p> <p>décédé le 25 mars 1994, et y associent celui de leur mère,</p> <p>Anne-Marie LAS VERGNAS, en littérature Anne-Marie SOULAC, décédée le 25 août 1983.</p>

<p>— Nous avons la grande tristesse de rappeler que, le 25 mars 1998,</p> <p>François MANENTI</p> <p>quittait les siens.</p> <p>Il laisse le souvenir de sa lumineuse présence.</p> <p><i>« Tout se consumera et renâtra tant que le fond de mon âme retiendra la gerbe verte de l'espoir. »</i></p> <p>Manifestation du souvenir</p> <p>— Les amis de RAPH' LEDERMAN vous prient de se joindre à eux, 12, rue Pavée, Paris-4^e, le 29 mars 1999, à 19 heures, devant la galerie où pendant vingt ans il a défendu ses idées.</p> <p>Conférences</p> <p>— « Présence et sens du corps dans la peinture hollandaise du XVII^e ». A partir du 8 avril. Rens./inscrip. : 01-43-53-24-32.</p>

moine génétique vivant conservé à Malicorne que Georges Delbard et ses collaborateurs créeront quelques-uns des fleurons de leur catalogue, pêcheurs, pruniers, abricotiers, poiriers et, grande spécialité maison, les pommiers. Qui n'a jamais croqué une Delbard Jubilé dans la splendeur de sa maturation ne sait pas ce qu'est un grand cru de pomme ! Car contrairement à une idée répandue, toutes les anciennes variétés ne sont pas excellentes et les nouvelles les dépassent bien souvent.

Bien éloigné des modes de production de certains de ses collègues étrangers, Georges Delbard avait choisi d'installer ses pépinières dans un coin de l'Allier au climat rude, aux saisons marquées de façon que ses arbres, ses arbustes soient solides et puissent s'adapter sans difficultés dans la majorité des jardins.

« SERVIR L'HORTICULTURE »

Après les arbres fruitiers, mais sans jamais les abandonner, Georges Delbard s'est intéressé aux roses, l'une des grandes spécialités françaises depuis le début du XIX^e siècle. Nouvelles réussites. Centenaire de Lourdes, un rosier buisson rose-argenté, solide, parfumé, au feuillage opulent deviendra rapidement l'un des grands classiques des jardins du monde entier. Des dizaines d'autres suivront, petits et grands, à la grande allure classique, au port sauvageon et charmant, souvent parfumés – telle cette Chartreuse de Parme qui sera primée dans tous les concours. Pour créer un peu plus de deux cents variétés, Georges Delbard et ses collaborateurs auront réalisé plus de 40 000 hybridations par an. C'est dire la sélection impitoyable, le temps qu'il faut avant qu'une rose quitte le jardin expérimental pour celui de l'amateur ou du professionnel de la fleur coupée.

Grand voyageur, Georges Delbard a été consulté par de nombreux pays (Brésil, Canada, Etats-Unis, URSS, Maghreb, Iran) pour la culture en grand de vergers. Entreprenant, curieux, en avance sur son temps, Georges Delbard a passé sa vie au service du bon et du beau. C'est, sans doute, ce qui lui faisait dire : « *Le grand bonheur de ma vie aura été de servir l'horticulture et d'en être bien récompensé.* »

<p><i>Alain Lompech</i></p>
<p>Communications diverses</p> <p>Le Mouvement Juif Libéral de France (MJLF) organise sa soirée interreligieuse Juifs, Chrétiens, Musulmans annuelle le jeudi 25 mars 1999, à 20 h 30, dans sa synagogue, 11, rue Gaston-de-Cailavet, 75015 PARIS.</p> <p>Thème : « Parents-éducateurs : notre responsabilité vis-à-vis de nos enfants ».</p> <p>Prises de parole, prières et chants des représentants des quatre religions.</p> <p>Entrée libre.</p>

<p>Thèses</p> <p>— M^{me} Myriam Smadja a soutenu avec succès, le samedi 20 mars 1999, une thèse de doctorat intitulée : La lance et le serpent, rituels initiatiques du Dikuntri et du Diftuani chez les Tammariba du Togo devant un jury composé de M. Michel Cartry, directeur d'études à l'EPHE, section des sciences religieuses, directeur de thèse : M. Edmond Bernus, directeur de recherches émérite à l'IRD (ex-ORSTOM) ; M^{me} Suzanne Lallemand, directeur de recherches au CNRS ; M. Jean Malaurie, directeur de recherches émérite au CNRS et directeur d'études à l'EHESS.</p> <p>Elle a été déclarée digne du titre de docteur de l'École pratique des hautes études, sciences des religions, avec la mention Très Honorable avec félicitations.</p>
--

<p>En Concorde les croisières aériennes</p> <p>- LA PENTECOTE A TERRE NEUVE 30 900 FF CROISIERE DES ICEBERGS • Option 5-PIERRE ET MOUËLON, du 22 au 24 Mai 1999.</p> <p>- D'ISLANDE EN IRLANDE 34 500 FF TRIPLE VOL SUPERSONIQUE, du 26 au 28 Juin 1999.</p> <p>- L'EST AMERICAIN 54 800 FF PHILADELPHIE • WASHINGTON • NEWYORK, Départs le 11 Juillet et le 8 Août 1999.</p> <p>-BERMÚDES ILES VIERGES S DOMINGUE 78 500 FF 16 Jours, du 14 au 29 Août 1999</p> <p>Agences de Voyages de GALLIC AVIATION : 158, rue de la Pompe • 75016 Paris Tel : 01 45 53 27 50 • Fax : 01 45 53 22 20</p>

RÉGIONS

LE MONDE / JEUDI 25 MARS 1999

La spécialisation d'Orly, menace pour l'économie du sud de l'Ile-de-France ?

Toutes tendances confondues, les élus de l'Essonne et du Val-de-Marne, appuyés par le conseil régional, refusent le projet du ministre des transports. De son côté, Jean-Claude Gaysot estime que la relance d'un « aéroport en déclin » aura des conséquences positives sur l'activité économique

PAS UNE SEMAINE, ou presque, sans manifestation contre la « spécialisation » d'Orly. Elus et responsables économiques du sud de l'Ile-de-France restent mobilisés contre le projet du ministre des transports, qui a l'intention de réserver le trafic de l'aéroport d'Orly aux vols domestiques et aux liaisons internationales de moins de 5 000 kilomètres. La décision devrait être confirmée fin mars ou début avril. « *Aucune raison d'intérêt général, bien au contraire, ne justifie le dispositif présenté par Jean-Claude Gaysot* », explique par exemple Thierry Mandon, premier vice-président (PS) du conseil général de l'Essonne, l'un des pourfendeurs du projet.

Après la fusion d'Air Inter et d'Air France, suivie du transfert du siège de la compagnie vers Roissy, les collectivités locales de l'Essonne et du Val-de-Marne avaient déjà enregistré la perte de plusieurs dizaines de millions de francs de taxe professionnelle. C'est maintenant une part non négligeable des 67 000 emplois liés au pôle d'Orly qu'ils estiment menacée : là où un avion gros porteur génère une centaine d'emplois, un moyen-courrier n'en nécessite plus que vingt. Alors que la mobilisation reste importante pour le maintien des emplois liés à la seule activité aéroportuaire (*Le Monde* du 31 juillet 1998), c'est un tout autre débat qui s'est ouvert ces dernières semaines sur les conséquences économiques pour le sud de la région d'une « spécialisation » d'Orly.

Les édiles du Val-de-Marne et de l'Essonne dénoncent les menaces

qui pèsent, selon eux, sur le développement d'une partie de l'Ile-de-France. « *Air France espère pouvoir couper les ailes aux compagnies qui trouvaient à Orly des correspondances avec l'Amérique du Nord*, rage Michel Berson, le président (PS) du conseil général de l'Essonne. *Ce qui signifie que le développement d'une compagnie nationale peut s'opposer à l'équilibre de toute une région !* » Depuis plusieurs mois, le ministre des transports souhaite cette « spécialisation » qui doit, à l'en croire, relancer l'activité de l'aéroport d'Orly, en donnant satisfaction « à des demandes jusqu'ici insatisfaites vers l'Europe » et en rapatriant des vols à destination des DOM-TOM.

« MOTEUR DU DÉVELOPPEMENT »

M. Gaysot a également mis au point une série de dix-neuf mesures d'accompagnement, en affirmant qu'« *on ne peut pas laisser cet aéroport poursuivre son déclin* ». Exemple : « *American Airlines était la seule compagnie à desservir les Etats-Unis à partir d'Orly, et elle vient de demander son transfert vers Roissy, parce que nous ne pouvions pas lui donner de créneaux supplémentaires pour une liaison vers Los Angeles*, dit-on au ministère des transports. *Aucun élu n'est favorable à l'augmentation du nombre de vols, c'est bien la preuve que la situation de l'aéroport est bloquée. Nous attendons donc d'autres propositions pour voir si nous pouvons revenir sur notre projet.* » Michel Germa, président (PC) du conseil général du Val-de-Marne regrette, à ce propos, de ne pas avoir été entendu : « *Nous proposons de ré-*

cupérer des créneaux pour les liaisons internationales, en accélérant le calendrier d'interdiction des vols des plus bruyants et en obligeant les compagnies qui font tourner des navettes sur certaines destinations à mieux remplir leurs avions. »

Le conseil général de l'Essonne, qui est géré par la gauche depuis quelques mois seulement, est monté en première ligne. « *Nous avons toujours été le moteur du développement économique du sud de l'Ile-de-France*, rappelle son président. *Avec Orly, tout le département s'identifiait à l'aéronautique, symbole de modernité. C'est à Viry-Châtillon qu'a été construit le premier aéroport du monde. Blériot est parti de Mondésir pour sa traversée de la Manche. Arianespace est à Evry, la Snecma à Corbeil. Nous avons même le Musée de l'aviation à Cerny...* »

Daniel Arbey, président de la commission aménagement du territoire à la chambre de commerce et d'industrie de l'Essonne, estime, de son côté, qu'Orly est un « *atout essentiel pour le technopôle qui s'étend du plateau de Saclay à la ville nouvelle d'Evry* ». De fait, les

centres de recherche installés autour du CEA d'Orsay ont attiré dans la région un grand nombre d'entreprises de haute technologie, comme IBM ou Hewlett-Packard. « *Tout transfert des liaisons internationales actuellement à Orly serait un handicap pour les entreprises qui tirent une partie de leur activité de la présence de l'aéroport*, ajoute M. Arbey. *D'autant que les liaisons avec Roissy ne sont pas assurées, et que l'aérogare d'Orly attend toujours une desserte directe vers Paris.* » Robert Trimbach, maire (RPR) de Gif-sur-Yvette et président du district des quatorze communes du secteur, estime que « *la recherche étant maintenant internationale, nous risquons de perdre un de nos atouts majeurs.* »

Le projet de M. Gaysot intervient alors que le département de l'Essonne a enregistré plusieurs années de très net ralentissement de son activité économique : les bases de la taxe professionnelle, qui avaient progressé de 10 % chaque année jusqu'en 1990, n'augmentent plus que de 1 % par exercice. « *C'est vrai que nous n'obtenons ici qu'un taux de chômage de 8,4 %, très inférieur aux*

moyennes régionales et nationales, indique M. Berson, *mais nous sommes également le département d'Ile-de-France qui a connu la plus forte augmentation de la précarité en 1996 et 1997. De nombreux incidents graves autour de cités difficiles montrent qu'il faut tout mettre en œuvre pour éviter les affrontements entre pôles de richesse et pôles de pauvreté.* »

DYNAMIQUE FRAGILE

Pour M. Mandon, deux scénarios sont aujourd'hui possibles pour l'avenir du sud de l'Ile-de-France. « *Nous pouvons relancer notre développement par la consolidation de nos atouts, dont Orly fait partie, et avec le renforcement des infrastructures, de transports publics particulièrement. Ce renforcement devra alors être inscrit au prochain contrat Etat-région, ce qui ne constituerait en fait qu'un rattrapage par rapport au 1^{er} plan.* » Cette dynamique territoriale, soutenue à la fois par le développement du plateau de Saclay et par le projet de Genopole à Evry, est fragile, soulignent les élus : « *L'économie locale repose sur de très grosses entreprises qui peuvent remettre en question leur*

implantation dans le département », estime M. Mandon.

Le Val-de-Marne fait front commun avec l'Essonne. « *Nous ne sommes pas indifférents à l'avenir d'Air France*, explique Christian Favier, vice-président (PC) du conseil général. *Mais le maintien des liaisons internationales est le seul moyen d'atteindre notre objectif de doubler les 9 000 emplois de la zone d'activités de la SILIC, sur la commune de Rungis, où se trouvent déjà 360 entreprises.* »

Le conseil régional d'Ile-de-France a écouté les arguments de tous les élus. Jean-Paul Huchon, président socialiste de l'assemblée, a écrit à Jean-Cyril Spinetta, le président d'Air France, pour lui demander de faire en sorte qu'« *Orly reste un aéroport international* ». Jocelyne Riou, vice-présidente (PCF) du conseil régional chargée de l'aménagement du territoire, s'est adressée, elle aussi, à son camarade de parti Jean-Claude Gaysot. Elle lui demande « *de bien mesurer les conséquences de toute décision en termes d'équilibre de la région* ».

Christophe de Chenay

American Airlines déménagera à Roissy en octobre

American Airlines, dont la base parisienne est aujourd'hui Orly-Sud, devrait déménager à Roissy en octobre, a indiqué Tom Horton, vice-président Europe de la compagnie, lors d'un passage à Paris, début mars. « *Nous sommes parvenus à un accord tacite avec les autorités aéroportuaires françaises (ADP) et l'aviation civile, avait-il déclaré. Mais il reste encore quelques détails à régler, comme celui des créneaux horaires. Nous attendons par ailleurs l'annonce officielle que le gouvernement français nous a promise sur la spécialisation d'Orly.* »

Ce déménagement devrait conduire à l'arrêt des vols en coopération avec Air Liberté, filiale de British Airways. Pour compenser la perte des passagers de province pour les Etats-Unis empruntant le réseau d'Air Liberté - qui restera basée à Orly -, American Airlines table sur un partenariat avec la SNCF, comme pour United Airlines et Lufthansa, afin de drainer des passagers du TGV à Roissy.

Marc Rochet, PDG d'Air Liberté, et Jacques Maillot, PDG de Corsair, compagnie aussi touchée par le projet de spécialisation, avaient manifesté, le 9 mars, devant le ministère des transports avec une délégation composée d'élus d'Orly et de la région.

Vers l'arrêt de l'épandage des eaux usées sur les terres agricoles de Pierrelaye-Bessancourt

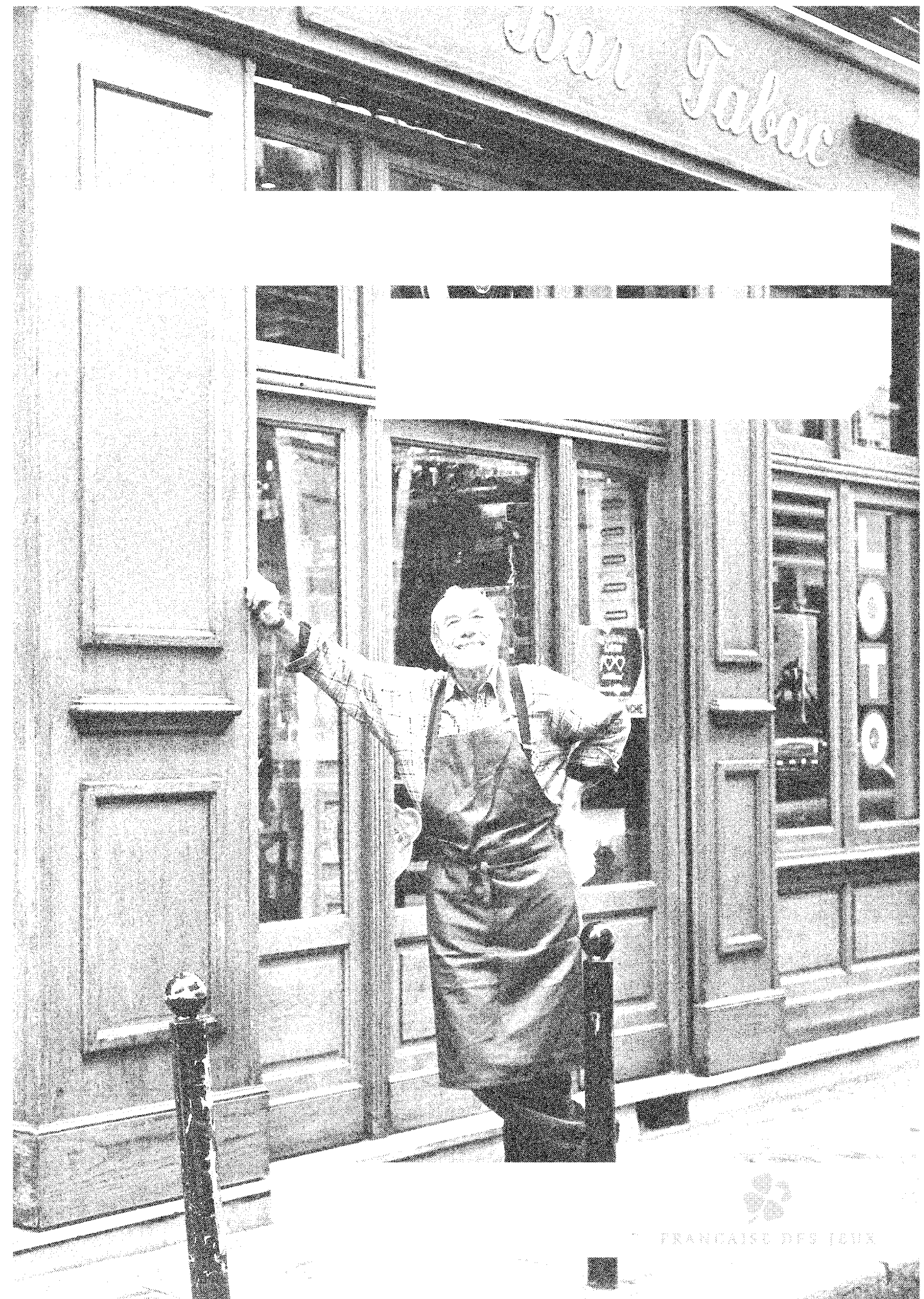
LE SYNDICAT interdépartemental pour l'assainissement de l'agglomération parisienne (Siaap) a annoncé, mardi 23 mars, être « *en état de proposer des solutions de substitution* » en cas d'interdiction de l'épandage des eaux usées sur les terres agricoles de Pierrelaye-Bessancourt (Val-d'Oise). Il propose « *l'augmentation possible des volumes traités à l'usine d'épuration de Colombes et l'acheminement des eaux brutes vers des terrains non agricoles* ». Jean-Pierre Lacroix et Michel Thénault, préfets du Val-d'Oise et des Yvelines, avaient rencontré récemment les maraîchers concernés par la double pollution microbiologique et par métaux lourds de ces plaines pour leur annoncer les recommandations que le Conseil supérieur d'hygiène publique de France (CSHPF) formulera lors de sa réunion du 13 avril, à savoir : « *Arrêt de l'épandage des eaux brutes sur les sols à vocation agricole et interdiction totale ou partielle de toute exploitation maraîchère et peut-être agricole sur ce vaste territoire.* »

Les deux préfets ont ainsi choisi d'informer les maraîchers sans attendre l'avis du CSHPF, et avant que ne s'achève la période des plantations. Car, s'il est approuvé par les pouvoirs publics, cet avis risque d'aboutir au mieux à une reconversion des cultures, au pire à l'arrêt de toute activité. Jean-Claude Guehenec, président de l'Union des syndicats des fruits et légumes d'Ile-de-France, a indiqué que les maraîchers réclameraient dans ce cas des indemnités. - (Corresp.)

DEPÊCHES

■ **ILE-DE-FRANCE** : après le recours à la procédure dite du « *49-3 régional* » (*Le Monde* du 16 mars), le budget 1999 de la région a été considéré comme adopté, lundi 22 mars. Ce budget de 14,7 milliards de francs (2,25 milliards d'euros) est marqué par une fiscalité régionale en baisse de 6 %, mais l'abattement spécial de 15 % de la taxe d'habitation pour les ménages les plus modestes devra faire l'objet d'une nouvelle délibération.

■ **PARIS** : 88 % des habitants de la capitale, contre 12 %, sont favorables à une réduction de la circulation automobile dans Paris, selon un sondage Sofres commandé par la Mairie de Paris. Cette enquête montre également que 78 % des personnes interrogées approuvent le réaménagement de la place de la Concorde souhaité par le maire, Jean Tiberi (RPR).



Les combats de Robin des banques

J'ai mis soixante-cinq ans à me faire un nom et je n'ai plus qu'un surnom ! » L'air malicieux contredit le ton faussement chagrin. Côté popularité, le Québécois Yves Michaud n'a pas de souci à se faire, et il le sait. Dans le train qui file sur la plaine enneigée de Montréal à Toronto, tous les passagers ont reconnu le petit homme volubile dont la photo apparaît régulièrement dans les journaux. Plusieurs l'ont salué d'un « Bonsoir ! » ou d'un « Bravo ! ».

Pour l'heure, l'ancien député de Montréal reproche au chef de train la médiocrité du plateau-repas et, surtout, celle du vin. Auteur d'un livre sur *La Folie du vin*, il est intarissable sur le sujet. Il sera toujours temps, ce soir, de retrouver la croisade qui l'oppose, depuis trois ans, au gratin des banquiers canadiens. Une cause qui lui a valu la notoriété et ce surnom de Robin des banques dont il n'est pas peu fier. Pour lui qui a tant bataillé contre la domination anglophone, quelle douce revanche de remettre ça sous les traits d'un héros cher à l'adversaire !

Rien ne prédisposait Yves Michaud à rompre des lances avec les barons de la finance. Après soixante-cinq ans d'une vie consacrée tour à tour au journalisme, à la politique et à la diplomatie, et dans tous les cas à la cause de l'indépendance du Québec, il préparait sa retraite lorsqu'une faillite a changé le cours des choses. Deux mille petits actionnaires, qui avaient confié leur épargne à une société fiduciaire, parmi lesquels se trouvait M^{me} Michaud, virent leurs économies partir en fumée. Ils n'avaient rien vu venir et se trouvaient livrés à eux-mêmes. Il n'en fallait pas plus pour qu'Yves Michaud intervienne.

A l'époque, l'ancien délégué du Québec à Paris ignore tout des affaires bancaires. Mais il apprend vite et fait bientôt le constat suivant : « *Au Canada, sept banques se partagent le marché et ne rendent de comptes à personne. Leur arrogance confine au mépris et les petits actionnaires sont sans défense, sans voix et sans contrôle réel sur les affaires les concernant.* » Une situation que symbolise le quartier de Bay Street, dans le centre de Toronto. Là, dans un carré magique formé par quelques blocs, cent trente administrateurs représentant les cinq grandes banques anglophones siègent aux conseils d'administration de mille cinq cent quarante-quatre sociétés. Toute la richesse du Canada, ou presque, est dans les mains de cet « Old Boy's Club » aux intérêts étroitement imbriqués. « *C'est la règle des copains d'abord, ironise le Québécois. Je te nomme à mon conseil, et tu votes mon salaire ; tu me nommes à ton conseil, et je vote ton salaire.* »

Sous la pression de Wall Street et de la globalisation des marchés financiers, le système canadien a commencé à évoluer. La loi oblige désormais les sociétés faisant appel à l'épargne publique à révéler les cinq plus hauts salaires de l'entreprise. Mais cela n'empêche pas les banquiers d'engranger des fortunes. Yves Michaud cite le cas d'André Bérard, directeur de la Banque nationale, une moyenne puissance. En 1995, année médiocre pour son établissement, ses revenus se décomposaient comme suit, en dollars canadiens (1 euro vaut 1,66 dollar canadien) : salaire 487 910 dollars ; prime 454 900 ; autre rémunération 27 616 ; bonification à long terme 368 870. Soit un total de 1 339 336 dollars, auxquels s'ajoutaient une gratification de 90 000 actions à 9,50 dollars pièce et un prêt de 341 000 dollars consenti à la moitié du taux de base. Sans oublier un programme spécial d'allocation d'après-retraite lui permettant de se retirer, à soixante ans, « avec un magot d'environ 360 000 dollars par an ». « *Et ce n'est pas le plus gourmand !* », remarque son compatriote. En 1997, Al Flood, le grand patron de la Banque impériale canadienne de commerce, a touché près de 8 millions de dollars ; son bras droit, chargé des



Yves Michaud, un retraité québécois, fait depuis trois ans croisade contre l'arrogance, les salaires mirobolants et l'opacité de gestion des dirigeants des grandes banques. Les premières décisions de justice lui ont donné raison

fonds d'investissement, 10 millions.

Plus Yves Michaud progresse dans le maquis bancaire et plus il est choqué par l'accumulation « des salaires indécents, des abus, privilèges et avantages indus que se votent les dirigeants des banques en puisant dans les poches des actionnaires ». « *On est en plein star system. Comme pour les footballeurs et les joueurs de hockey, il n'y a plus de limite à la surenchère.* » D'après lui, la rémunération des dirigeants de banque représente « plus du double » de celle des compagnies aux performances comparables. Dans cet univers clos et feutré, tout est réglé d'avance. « *Les réunions, dit Michaud, sont des grand-messes mondaines* » où les dirigeants « entretiennent un culte stalinien de la personnalité ». Les avoirs des actionnaires sont gérés dans une opacité à peu près totale. La déréglementation des institutions financières, qui n'a pas été accompagnée des mesures de contrôle indispensables, n'a rien arrangé. « *Si nos banques sont si riches, ce n'est pas dû au génie des banquiers, mais à la protection de l'Etat et à une situation de quasi-monopole* », estime notre interlocuteur.

Yves Michaud, « citoyen ordinaire, craignant Dieu, la loi et les gendarmes », n'est pas du genre à baisser les bras. Il propose donc à trois banques dont il est actionnaire (Banque royale, Banque nationale et Banque Scotia) de sou-

mettre au vote de leur prochaine assemblée générale des propositions visant à améliorer la transparence et la gestion de l'entreprise. Rien de révolutionnaire. S'inspirant de plusieurs rapports officiels, il suggère de limiter le revenu des dirigeants à vingt fois le salaire moyen des employés ; de séparer les postes de directeur et de président du conseil d'administration ; d'interdire aux fournisseurs importants de siéger à ce même conseil ; de mettre fin aux

« Michaud ne changera pas l'âme des banquiers, mais il a réveillé les gens du peuple et fait bouger les choses »

votes bloqués ou encore de faire cesser le financement « immoral » des partis politiques par les banques.

Tout cela paraît aller de soi. Mais c'est la première fois qu'un simple actionnaire se prévaut de son droit pour une telle démarche, reçue comme une provocation. Les banques la rejettent. Michaud s'en remet alors à la justice et se

retrouve, « par un jour gris de décembre », devant la Cour supérieure du Québec. « *Seul, sans avocat, n'ayant pas les moyens de payer les honoraires salés d'un brillant procureur, il m'a fallu éplucher la loi sur les banques pour défendre tant bien que mal mes propositions.* » Face au retraité téméraire, les banques alignent des témoins du barreau. De ceux, ironise-t-il, « qui carburant à 750 dollars l'heure et qui ont tout intérêt à faire traîner les choses ». Deux jours durant, il est soumis à « un procès d'intention-marathon visant à [le] discréditer en s'en prenant à [sa] personne plutôt qu'à discuter [ses] propositions ».

Pour faire bon poids, les avocats invoquent une disposition légale selon laquelle « la banque n'est pas tenue d'annexer la proposition s'il apparaît que celle-ci a pour objet principal soit de faire valoir (...) une réclamation personnelle (...), soit de servir des fins générales d'ordre économique, politique, racial, religieux, social ou analogue ». Yves Michaud n'en revient pas : « *Etre arrivé à mettre dans la loi une telle clause, contraire à la charte des droits et libertés, chapeau au lobby des banquiers !* » A l'heure des plaidoiries, le Québécois a beau appeler Victor Hugo et Ruy Blas à la rescousse – « *Bon appétit, messieurs ! Ô ministres intègres !* », c'est à Molière – « *Que diable allait-il faire dans cette galère !* » –

qu'il pense. Le 9 janvier 1997, pourtant, la juge Pierrette Rayle rend un verdict qui ordonne aux banques d'inclure les propositions du plaignant dans les circulaires de convocation des assemblées générales. C'est une première dans les annales judiciaires. Et, dans les milieux financiers, « un véritable tremblement de terre », se souvient Bernard Landry, le ministre de l'économie et des finances du Québec. Un séisme d'autant plus dévastateur qu'une seconde secousse, celle de la confirmation du jugement en appel, laisse la citadelle de Toronto KO debout.

Que dit M^{me} Rayle aux banquiers ? Il n'est pas acceptable « que l'on puisse soumettre un actionnaire à un procès d'intention avant de lui reconnaître le droit de faire proposition » ; que « l'actionnaire qui se manifeste ne doit pas être traité comme un adversaire » ; ou encore que « le législateur a voulu que l'assemblée annuelle soit celle des actionnaires et non celle des dirigeants et des administrateurs ». Non seulement les propositions sont jugées pertinentes, mais « le tribunal croit qu'une discussion sereine, civilisée sur les questions qu'elles soulèvent servira l'intérêt prochain et lointain des actionnaires et celui des banques ».

Yves Michaud a gagné. Il a fait reconnaître le droit des actionnaires à intervenir dans leurs propres affaires, à demander des comptes à « leurs » banquiers. Du

jour au lendemain, il est à la « une » des médias. Applaudi, caricaturé, honoré. Pas seulement au Québec. La portée de sa victoire va bien au-delà des querelles de chapelles, de langues et de provinces. Elle touche tous les Canadiens qui s'épuisent depuis des années à réclamer la transparence sur tous les tons et dans toutes les langues. N'en déplaie aux esprits chagrins, sa résonance est nationale. Une manchette du quotidien anglophone *The Gazette*, du 22 janvier, résumait bien la situation : « *Il n'est pas nécessaire d'aimer Yves Michaud pour applaudir sa croisade en faveur des actionnaires.* »

LES banquiers ne manquent pas de souligner qu'Yves Michaud a bénéficié d'un environnement favorable. « *Ses interventions, nous disait Charles-Henri Rousseau, président de la banque Laurentienne, se situent dans la foulée de celles chères aux activistes des grands fonds de placement américains, qui font en sorte que les actionnaires gardent leur droit de parole et leur droit de vote, même après avoir nommé les administrateurs, alors qu'auparavant, après avoir voté, ils avaient surtout le droit de se taire.* » Sans doute. Mais, au Canada, c'est bel et bien l'ancien député de Montréal qui, le premier, a ouvert une brèche dans un système complètement verrouillé.

Pour Bob Verdun, un journaliste de l'Ontario versé dans ces questions, « *Michaud a transformé la face de la banque au Canada, et ce n'est qu'un début.* ». L'économiste québécois Rosaire Morin est plus mesuré : « *Michaud, dit-il, ne changera pas l'âme des banquiers, mais il a réveillé les gens du peuple et fait bouger les choses.* » A la suite de son succès, l'ancien journaliste a mis sur pied l'Association de protection des épargnants et investisseurs du Québec (Apeiq), qui compte désormais un millier de membres. Avec le soutien des investisseurs institutionnels (caisses de retraites et fonds mutuels) et d'autres, il a obtenu certains changements. Ainsi, lors de son assemblée générale du 21 janvier, au Royal York Hotel, temple de l'aristocratie des affaires, la direction de la Banque impériale de commerce a fait accepter la proposition d'un code de procédure refusé l'année précédente à une large majorité.

D'autres propositions d'Yves Michaud ont été écartées. Mais la dynamique est lancée et le Québécois n'est plus seul. Même les banquiers se félicitent, aujourd'hui, de l'« effet Michaud ». L'un parle d'« une bouffée d'air qui a réveillé les conseils d'administration » ; un autre lui rend grâce d'avoir « ouvert le jeu » et « démocratisé le débat ». « *C'est un tribun qui met de la vie dans les assemblées* », renchérit un troisième. Bref, l'adversaire est couvert de fleurs, ce qui n'empêche pas de combattre certaines de ses propositions jugées inacceptables. Réduction des salaires en tête. « *Les salaires, nous disait Al Flood, sont fonction de la performance des banques. C'est la loi du marché. On entend dire que les banquiers gagnent beaucoup, mais ils font aussi gagner beaucoup d'argent aux actionnaires. Chacun y trouve son compte.* »

Sarcastique, Yves Michaud se demande si le revenu du grand patron de la Banque impériale reflétera les résultats désastreux enregistrés par sa banque en 1998...

En attendant, d'autres voient plus loin. Un nouvel activisme tente d'influencer les stratégies en moralisant les placements. De concilier actionnariat et bonne conscience. Là encore, le courant vient des Etats-Unis, où un nombre croissant de groupes religieux font entendre leur voix – la « voix de Dieu » – dans les assemblées d'actionnaires.

A Montréal, les sœurs du Saint-Nom-de-Jésus-Marie ne se contentent pas de soutenir Yves Michaud. Elles investissent aussi dans les « fonds éthiques ». Pour que chaque action soit une bonne action.

Roland-Pierre Paringaux
Dessin : Melinda Beck

Le tour de l'euro en 80 jours

LANCÉ avec tambours et trompettes, l'euro sombre jour après jour dans l'anonymat. Quatre-vingts jours après son avènement, la SBF-Bourse de Paris et *Le Monde* organisent un colloque autour de la monnaie unique.

L'euphorie de janvier a fait place, au mieux, à de l'indifférence et, au pis, à une certaine désillusion. La crainte américaine de voir soudain la domination sans partage du dollar remise en question, et même les doutes britanniques sur la pertinence du choix de ne pas participer, ont totalement disparu. L'« euro-optimisme » s'est dilué dans le ralentissement économique, dans la guerre larvée entre les gouvernements et la nouvelle Banque centrale, dans la politique agricole commune, dans l'« Agenda 2000 » et, pour finir, dans le naufrage de la Commission de Bruxelles.

De surcroît, cette monnaie unique appelée à devenir une rivale du billet vert n'a cessé, depuis le 4 janvier, de s'affaiblir au gré de la publication de statistiques reflétant l'étonnante vitalité de l'économie américaine et, par contraste, la faiblesse européenne, et surtout allemande.

En quatre-vingts jours, la monnaie européenne est revenue de 1,18 à 1,09 dollar. Elle a perdu 8 % de sa valeur, ou quarante-cinq centimes. L'absence, avant deux ans et demi, d'espèces sonnantes et trébuchantes et le coût élevé pour les particuliers des paiements en euros ont vite fait d'en faire une monnaie virtuelle pour le grand public, un gadget publicitaire pour les banques et la grande distribution. Le citoyen européen peut en venir à se demander si l'euro existe réellement.

Un constat qui réjouit les adversaires de l'Europe monétaire et leur donne des arguments à l'approche des élections pour le renouvellement du Parlement européen. Pourtant, la révolution de la monnaie unique est à l'œuvre... discrètement. Elle se traduit déjà par une toute nouvelle immunité contre les variations de change. Même si cela est peu perceptible, la monnaie unique joue un rôle de bouclier. L'Euroland est devenu, à l'image des Etats-Unis, très peu dépendant de son commerce extérieur : 85 % de ses échanges se font désormais dans la même monnaie entre les onze Etats membres – tout

comme 90 % des échanges du commerce américain s'effectuent à l'intérieur des Etats-Unis. Voilà pourquoi la succession de crises dans les pays émergents, parties d'Asie vers l'Europe de l'Est et l'Amérique latine, a finalement eu des effets limités sur les Etats-Unis et l'Union européenne. La conjoncture économique sur le Vieux Continent obéit, aujourd'hui plus qu'hier et moins que demain, à sa propre dynamique. En devenant une monnaie de réserve et de commerce international alternative au dollar, l'euro va amplifier cette évolution. Il lui faut seulement du temps.

LE RISQUE D'UNE MAUVAISE IMAGE

La devise européenne commence d'ores et déjà à concurrencer le dollar en matière d'avoires de changes des banques centrales, notamment asiatiques. En tant que monnaie de portefeuille et de placement financier, son succès est indéniable. Les émissions d'obligations en euros par des entreprises et des Etats non européens se succèdent. La création en cours d'une Bourse paneuropéenne ne peut qu'accélérer l'afflux de capitaux sur les marchés financiers du Vieux Continent. Les spécialistes en sont convaincus : l'euro jouera à terme un rôle majeur sur la scène monétaire et financière internationale aux côtés du dollar et peut-être du yen, mais il faudra être patient. Plus d'un demi-siècle après la fin de la prépondérance de la livre sterling, la devise britannique continue à être utilisée pour les cotations de certaines matières premières !

L'existence de l'euro transparaît aussi dans les annonces à répétition d'OPA, de contre-OPA, d'alliances et de fusions entre groupes financiers, industriels et de service. Si la BNP veut mettre la main de gré ou de force sur la Société générale et Paribas ; si la privatisation du Crédit lyonnais attise les convoitises ; si quatre des plus grandes banques italiennes ont annoncé, dimanche 21 mars, qu'elles allaient se rapprocher deux à deux ; si Allianz a acheté au prix fort les AGF ; si l'allemand Hoechst et le français Rhône-Poulenc accélèrent leur fusion ; si Total a pris le contrôle du groupe belge Petrofina ; si Alstom et le suédois ABB s'allient dans l'énergie ; enfin, si le groupe Pinault et LVMH se déchirent pour mettre la main sur Gucci, la monnaie unique y est pour quelque chose. Elle expose directement les entreprises à la concurrence. Elle supprime les marchés protégés et renforce le pouvoir de sanction des actionnaires et des marchés financiers. Enfin, elle change de fait la dimension du marché « domestique » des entreprises européennes.

Là réside sans doute la plus grande menace pour la monnaie unique : être perçue comme le vecteur par excellence de la mondialisation, du libéralisme et comme un ennemi de l'emploi. Ne pas inscrire, et vite, l'euro dans la construction d'une Europe sociale reviendrait à rendre définitivement impopulaire un formidable outil d'indépendance et de dynamisme mettant en danger son véritable avènement en 2002.

Eric Leser

★ Colloque « L'Euro, jour J + 80 », organisé par la SBF-Bourse de Paris et *Le Monde*, avec la participation de Wim Duisenberg, président de la Banque centrale européenne, d'Yves-Thibault de Silguy, commissaire européen, et de Jean-Claude Trichet, gouverneur de la Banque de France. Jeudi 25 mars, de 9 heures à 18 h 30, Palais de la Bourse, 75002 Paris.

veut retirer les cinq cents Gi's chargés du maintien de la paix en Haïti. En clair, la doctrine du « zéro morts » s'accommode mal d'une mission de police mondiale.

Tous les sondages l'indiquent : l'opinion américaine, comme Henry Kissinger, juge malsain que l'Amérique joue en « solo » sur la scène mondiale ; elle privilégie le « leadership partagé » ; elle ne se complaît aucunement dans une situation, sans précédent historique, qui fait des Etats-Unis l'unique véritable puissance globale. C'est précisément parce que le débat public évolue ainsi en Amérique que commencent à y être pris au sérieux les efforts des Européens en matière de défense. Il y a concomitance d'intérêts, de part et d'autre de l'Atlantique : l'affirmation de l'Union européenne dans le domaine de la défense vient à la rencontre de ce que souhaite l'Amérique – une partie de l'Amérique.

« CONVERSION DE SAINT-MALO »

Cela ne se fait pas sans mal. Si un Robert Zoellick, ancien responsable du département d'Etat sous George Bush père et qui pourrait bien y revenir, à la plus haute place, sous George Bush fils, se félicite de la constitution d'un pilier européen au sein de l'OTAN, des voix divergentes se font aussi entendre. A Washington, la « conversion de Saint-Malo » – en référence au sommet franco-britannique réuni dans cette ville, début décembre 1998, et qui a marqué le ralliement de Londres au projet de défense européenne – a surpris et, quelquefois, déplu. Il y a des nostalgiques de la guerre froide et de l'« alignement » d'une Europe aux ordres. Ceux-là, démocrates ou républicains, jugent,

comme tel ancien directeur de la CIA, que les Européens torpilleraient l'OTAN en se dotant de leur propre dispositif de reconnaissance satellitaire – le projet Kohl-Mitterrand, longtemps enterré à Bonn, que souhaiterait reprendre l'équipe Schröder.

Mais les véritables intentions des Européens en matière de défense seront jugées à l'aune de leurs budgets militaires. Or les mieux disposés des Américains à l'égard de l'Europe de la défense constatent, ici, une dangereuse évolution. Bob Zoellick observe : « Pour les Européens qui se plaignent de la domination politique et militaire des Etats-Unis [au sein de l'Alliance atlantique], la réponse adéquate est de développer une capacité militaire effective et la volonté politique de l'utiliser ; malheureusement, le fossé ne cesse de se creuser entre les capacités militaires des Européens et des Américains. » Ceux-ci, comme l'indique le prochain projet de budget de l'administration Clinton, augmentent leurs dépenses militaires ; ceux-là ne cessent de les amputer – raison de plus, disait un diplomate européen, pour les mettre en commun...

Il n'empêche : grâce au sommet de Saint-Malo et au rôle prépondérant pris par les forces des pays de l'Union dans l'affaire du Kosovo, l'humeur a changé à Washington. « Les Européens commencent à devenir sérieux », titrait récemment *Newsweek*. Le chemin parcouru est important. En 1991 encore, alors que l'administration Bush tirait à sa fin, Washington était contre l'établissement d'un pilier européen au sein de l'OTAN. C'était aussi l'époque où les « experts » annonçaient un réalignement des

forces économiques mondiales aux dépens de l'Europe : les Etats-Unis, assuré-ont, allaient délaisser le Vieux Continent pour privilégier les relations avec la seule zone de croissance forte de l'époque, l'Asie. Il n'en a rien été. Ces dernières années ont, au contraire, vu un accroissement ininterrompu des échanges – commerciaux et financiers – entre l'Europe et les Etats-Unis.

Indépendamment de ce que pouvaient vouloir les gouvernements, le lien transatlantique commercial et financier n'a cessé de se renforcer : échanges et investissements en augmentation, participations croisées de part et d'autre de l'Atlantique. « Le XXI^e siècle sera-t-il le siècle de l'Atlantique ? », interrogeait *Business Week*, à la « une », en février ? L'hebdomadaire américain observait que le « XXI^e siècle était supposé être celui de l'Asie » mais que « les Etats-Unis et l'Europe étaient en fait en train de converger pour former une nouvelle économie atlantique au poids déterminant pour la croissance mondiale ».

Dans cette perspective, l'euro est moins perçu comme une potentielle monnaie de réserve concurrente – qui obligera un jour les Etats-Unis à financer eux-mêmes leurs déficits – que comme le véhicule des réformes de structure qui feront de l'Europe une zone à forte croissance dans les années à venir. Bref, là comme dans le domaine de la défense, et paradoxalement à l'heure de sa toute-puissance, c'est un besoin d'Europe qu'exprime aujourd'hui l'Amérique – enfin, une certaine Amérique.

Alain Frachon

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Tél. : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

Un tournant historique

DÉPUIS le conflit du golfe Arabo-Perse, la télévision a banalisé l'image de la guerre. A tort. Celle qui s'annonce dans les Balkans, au Kosovo, n'a rien de banal. Cette crise façonnera le profil de l'Europe du XXI^e siècle, la manière dont y seront réglés les différends, le poids qu'y jouera l'OTAN, les relations qu'elle entretiendra avec la Russie, ce qui sera collectivement toléré et ce qui ne le sera pas. C'est dire que les Occidentaux ont pris une lourde responsabilité en faisant annoncer, mardi soir 23 mars, par la voix de son secrétaire général, l'Espagnol Javier Solana, que l'OTAN allait entamer une campagne de bombardements contre la République fédérale de Yougoslavie (RFY).

Pour la première fois en cinquante ans d'existence – anniversaire qui sera célébré le 4 avril –, l'OTAN entre en guerre contre un pays souverain. Elle le fait sans autorisation explicite de l'ONU. Organisation en principe chargée de la seule défense de ses membres, l'OTAN s'appête à agir contre un pays qui ne la menace pas, pas plus qu'il ne menace ou n'a envahi l'un de ses voisins. La situation n'est, en cela, ni comparable à l'Irak, qui avait agressé le Koweït, ni à la Bosnie où c'est le gouvernement de Sarajevo qui avait, souverainement, appelé à l'aide. Autant d'éléments qui conduisent à bien mesurer l'événement en cours au regard de l'Histoire du continent : il est exceptionnel et exceptionnellement grave.

Mais l'OTAN – en clair, l'Europe et les Etats-Unis – a de bonnes, de très bonnes raisons, pour

prendre d'aussi gros risques. Au Kosovo – cette province septentrionale de la RFY où la population est à 90 % d'origine albanaise –, le drame humanitaire est déjà immense. En dix mois de répression de la guérilla indépendantiste, les forces serbes ont tué quelque 2 000 personnes, capturé des centaines d'hommes dont on est toujours sans nouvelles, brûlé et pillé des dizaines de villages, enfin chassé plus de 200 000 Kosovars dans les pays alentour.

Le président de la RFY, Slobodan Milosevic, refuse l'honnête solution qui lui a été proposée à Rambouillet. M. Milosevic étant ce qu'il est – l'homme qui parrainera l'épuration ethnique et les atrocités de masse perpétrées en Bosnie –, plus l'OTAN attendra, plus le conflit au Kosovo sera lourd de massacres et plus la déstabilisation régionale sera exacerbée. Tolérer, ne rien faire aujourd'hui, c'est se condamner à devoir intervenir plus massivement encore plus tard. Pour avoir trop attendu en Bosnie, les Occidentaux savent qu'ils ont payé un prix plus cher, pour ne pas parler de ce qu'ont vécu les Bosniaques.

Les bombardements auront pour finalité de faire fléchir M. Milosevic et de casser l'offensive serbe contre les Kosovars. Le succès n'est pas garanti. Les raids peuvent servir de prétexte à M. Milosevic pour accroître son offensive. Ils peuvent engager les Occidentaux dans un processus les conduisant à terme à une intervention au sol contre une armée serbe qui n'a rien d'une milice sous-entraînée. Mais les risques sont à la hauteur de l'enjeu : éviter le retour de la barbarie en Europe.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint
Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomet
Directeur artistique : Dominique Roynette
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment
Rédacteurs en chef :
Alain Frachon, Erik Izraelewicz (*Editoriaux et analyses*) ; Laurent Greilsamer (*Suppléments et cahiers spéciaux*) ; Michel Kajman (*Débats*) ; Eric Le Boucher (*International*) ; Patrick Jarreau (*France*) ; Franck Nouchi (*Société*) ; Claire Blandin (*Entreprises*) ; Jacques Buob (*Aujourd'hui*) ; Josyane Savigneau (*Culture*) ; Christian Massol (*Secrétariat de rédaction*)
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Médiateur : Robert Solé
Directeur exécutif : Eric Pialoux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet ; partenariats audiovisuels : Bertrand Le Gendre
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)
Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 985 000 F. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du Monde, Fonds commun de placement des personnels du Monde, Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Léna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Les Six Jours de Paris

LES SIX JOURS de Paris 1949 ont commencé hier soir au vélodrome d'Hiver. Nous n'insisterons pas sur la « rumeur océane » où se mêlent les coups de klaxon, le grelotement de la cloche et le ronflement des boyaux sur le plancher. Nous ne reviendrons pas sur le spectacle coloré des « *écureuils* » casqués de cuir, jambes folles sur leurs cycles miroitants. Nous constaterons seulement que la foule de Paris, amoureuse des jeux de la pédale, cette foule populaire, composée de titis, d'ouvriers, de mininettes, même de ménagères, attend avec autant d'impatience chaque année les ides de mars pour galoper à Grenelle.

Il fut déversé, dès la première heure, une telle sauce de réclames, barattée par le haut-parleur, que l'ambiance dégagée aussitôt une fragrance mercantile du plus abrupt effet. Il est évidemment difficile de ne pas taxer de commerce

ce théâtre cycliste. On a assez daubé sur les « combines » du classement, le « chiqué » des primes, les neutralisations intéressées du « train bleu ». Mais le commerce qui nous attache encore, nous, c'est celui de ces associations à deux, vieillées six jours par des soigneurs, dopés par des excitants, lézardées par l'énervement ou trempées par l'encouragement mutuel.

En fin de compte, il reste un pesant d'efforts louables : car il y a les tours de piste à moudre, les « chasses » à soutenir, les sprints où se placer. La vélocité, le coup d'oeil, la science du train, l'énergie à perdre haleine, la résistance à l'hallucination de l'insomnie et du « tournis », voilà tout de même des valeurs sportives.

Olivier Merlin
(25 mars 1949.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC
ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-08-78-30
Index et microfilms du Monde : 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

« Le couple » par Gérard Marty



...« Et alors ! le plaisir d'appartenir à différents hommes avec de belles fesses rondes et fermes, sous le regard complice et excité de mon mari, au lit aussi la génésité vaut mieux que l'égoïsme ! »
Brigitte et Jean-Nicolas..

L'Amérique et le besoin d'Europe

Suite de la première page

Un expert parle : « Pour les Etats-Unis, il n'est pas sain de demeurer le seul pouvoir impérial », dit Henry Kissinger. On l'avait connu moins soucieux d'équilibrer la puissance de son pays. Sa remarque et son opposition à une intervention américaine au Kosovo reflètent ce que pensent nombre de responsables à Washington : l'absence de contre-pouvoir actuel – au sens où l'URSS a pu l'être – ne doit pas conduire les Etats-Unis à un hyper-interventionnisme planétaire. Les hésitations sur le Kosovo illustrent une humeur de défiance à l'encontre d'une politique qui, au nom du rôle « indispensable » imparti aux Etats-Unis, les amènerait à faire la police du globe.

Le jour même où étaient ajournées, faute d'accord serbe, les négociations de Paris sur le Kosovo, le doyen des commentateurs politiques américains, David Broder, écrivait dans le *Washington Post* : « Les Américains ne peuvent pas maintenir la paix là où elle n'existe pas. » La semaine précédente, une résolution opposée à l'envoi de forces américaines au Kosovo avait été défaite de six voix à la Chambre des représentants. Au Sénat, sur les bancs démocrates et républicains, on interroge : en quoi la sécurité des Etats-Unis est-elle en jeu au Kosovo ? Parce que la situation y est chaotique, l'armée

Une salle de concert digne du XXI^e siècle

par Pierre Boulez

DEPUIS qu'apparaît la perspective de la construction d'une grande salle de concert parisienne et que le parc de La Villette et la Cité de la musique sont mentionnés comme lieu possible de son emplacement, j'ai pu lire des commentaires de cet ordre : « Boulez aura sa salle », « La salle de Boulez ».

Ces slogans évoquent plutôt un jouet personnel, dû à ma pétulance, ou une faveur individuelle accordée à mon obstination. Je ne vais pour autant pas nier mon engagement pour le passé comme pour le futur de la Cité de la musique. Mais, puisqu'il en est ainsi, autant donner directement mon avis. Peut-être ferai-je comprendre que la construction d'une salle va bien au-

jourd'hui. Il faut voir comment ont évolué les grands musées internationaux pour constater que la vie musicale n'a pas encore su, en général, faire face à tous les changements de notre société. La pratique courante se rattache encore en grande partie à celle du XIX^e siècle ; si des exceptions marquantes commencent à se faire jour, elles doivent secouer l'inertie et la passivité ambiantes.

Il faut créer des satellites répondant à des besoins différenciés, aussi bien ceux des adultes que des enfants, ceux d'un public entraîné, éduqué et assuré que d'un public nouveau, curieux, incertain. Cet enjeu nécessite la constitution d'une banque de données suffisamment vaste, d'une médiathèque solidement organisée comportant livres,

Conservatoire, la Grande Halle, la salle modulable et le musée fonctionnent bien. Y adjoindre une grande salle ne ferait, d'ailleurs, que rétablir le projet initial dans son intégrité. Beaucoup doutaient, au départ, de cet emplacement, le croyant trop excentré. Grâce à une programmation de haut niveau dans sa diversité, le public est venu nombreux. Une nouvelle couche de public a été atteinte grâce aux nombreuses activités entourant les concerts. Mais la salle actuelle étant limitée à 1 000 places, de nombreux artistes internationaux qui demandent à s'y produire ne le peuvent...

Nous avons une Cité « unijambiste ». Etendre l'activité à une grande salle correspond à une nécessité urgente. Elle exigera un orchestre en résidence : l'Orchestre de Paris est exactement à même de remplir ce rôle ; très bientôt, il n'aura plus aucun domicile fixe, condition pourtant indispensable à la bonne marche et à la qualité d'une formation instrumentale.

On y recevra aussi des orchestres invités qui s'inséreront dans la cohérence d'un plan général et ne seront plus parqués dans un garage indifférent. Enfin, des projets exceptionnels seront réalisables, dont la dimension est ingérable dans le contexte actuel.

Il conviendra d'inventer une sorte de couloir de la communication qui représenterait pour le présent, et avec des techniques per-

formantes, ce qu'est le musée pour le patrimoine. Une médiathèque-banque de données serait la contrepartie idéale de ce musée dans le couple statique/dynamique.

S'ajoutant à cet ensemble, la Grande Halle serait un lieu d'accueil sur le modèle si populaire des « Proms » à Londres. Au mois d'août, Paris n'a rien à offrir, pas plus aux visiteurs qu'aux Parisiens. Le succès du festival Paris quartier d'été prouve que le public est potentiellement là.

Ne serait-il pas envisageable, en outre, d'établir une relation permanente entre le Musée de la musique et le Musée des sciences ? Ce dernier prendrait en charge tout ce qui concerne les rapports entre le son et la musique. Mieux équipé à cet effet, il pourrait déployer son activité sur l'acoustique, l'électronique, les techniques d'enregistrement, de diffusion radiophonique, ce qui inciterait à des échanges réguliers et générerait un certain flux de visiteurs d'une maison à l'autre.

Puisqu'on a créé l'appellation « Cité de la musique », autant la justifier pleinement dans les faits, ce qui constituerait, d'ailleurs, un véritable modèle. L'Etat, la Ville et la Région comprendront-ils la nécessité de collaborer à la réalisation d'un projet destiné à marquer le début du XXI^e siècle ?

Pierre Boulez est compositeur et chef d'orchestre.

Ecrivain contre éditeur !

par Morgan Sportès

JADIS, ce qui faisait le grand d'une maison d'édition, c'étaient ses écrivains. Qu'était-ce que Gallimard ? C'étaient Proust, Gide, Claudel, Drieu la Rochelle et beaucoup d'autres. On assiste aujourd'hui à un phénomène assez symptomatique, expression directe de l'état actuel de la société marchande : c'est l'éditeur, c'est-à-dire la « marque », c'est-à-dire le contenant, qui définit le contenu.

Ainsi, par on ne sait trop quelle secrète alchimie, des maisons comme Minuit, POL, l'Olivier, fuyant tout éclectisme, toute liberté, en arrivent-elles à engendrer une espèce d'écrivain-type, de produit-type, correspondant à leur « logo ». Ne voit-on pas des metteurs en scène afficher leur nom en aussi grosses lettres que les artistes authentiques qu'ils ne devraient que servir, qu'ils s'appellent Wagner, Molière ou Shakespeare ? Ainsi M. Olivier Cohen, dans votre page « Débats » du 19 mars, prétend-il nous apprendre, non sans une secrète arrogance, fort bien travestie, ce que c'est que la littérature aujourd'hui. Il prône le minimalisme « résigné », apolitique, auquel ne comprendraient rien les « néo-conservateurs grincheux » amateurs de « fleurs de rhétorique », ni les derniers tenants de la « littérature engagée », qui serait « morte avec l'Union soviétique ». Cela relève d'un double contresens. D'abord sur le terme « rhétorique » et ensuite sur

le terme « engagement ». Ecrire simple, comme le meilleur Hemingway, celui de *Paris est une fête*, par exemple, ça n'est pas – loin de là – « sous-écrire », comme il le dit, mais tout simplement utiliser une rhétorique de la simplicité, faite d'un vocabulaire volontairement pauvre, de répétitions et autres pseudo-maladresses subtilement élaborées. Il y a autant de rhétorique dans le *Vieil Homme et la mer* que dans la baroque *Lolita* du flamboyant Nabokov (cela pour citer des auteurs étrangers, car Olivier Cohen ne cite aucun romancier français, à part le défunt Perec). L'écart rhétorique qui sépare un Hemingway d'un Nabokov, c'est celui qui sépare, disons, la litote de l'hyperbole. Voudrait-on nous faire croire que l'hyperbole serait « réactionnaire » et la litote « progressiste » ?

Pour ce qui est de l'engagement, nous tombons littéralement dans le comique. N'y aurait-il de « littérature engagée » que celle qui aurait soutenu l'URSS : Sartre, Nizan, Roland Rolland, Barbusse and Co. M. Cohen pense-t-il que la chute du mur de Berlin signe la fin de l'Histoire ? Faut-il être tombé dans ce piège de la société du spectacle qui a opposé au capitalisme des régimes policiers archaïques (URSS, Cuba, Chine) pour être un écrivain « engagé » ? Qu'étaient Pierre Bayle ? Spinoza ? Voltaire ? Orwell ? Debord ? Castoriadis ?

L'état actuel de la société marchande, qui s'empare des ultimes domaines qui lui échappaient encore peu ou prou, comme la culture par exemple (et la littérature donc !), ne nécessiterait-il donc pas qu'on brise, même désespérément, même donquichottesquement, quelques dernières lances ?

La sous-littérature minimaliste que semble prôner M. Cohen, que nous dit-elle ? Ce qui est est. On ne peut changer le monde, laissons-le nous changer ! Elle tourne dans le cercle misérable de son être, prédefini par la loi marchande. Or ce que de tout son être éprouve, en cette fin de siècle, un artiste quelque peu authentique, c'est sa profonde (politique, esthétique, métaphysique !) opposition au monde dominant et à la falsification de tout ce qu'il produit : pour le maintien, envers et contre tout, de son monde à lui, son espace intérieur, son « espace littéraire », son langage.

La misère de la classe moyenne, menacée par le chômage, stressée, appauvrie culturellement, a pu se reconnaître dans le minimalisme actuellement de mode, qui n'est qu'une nouvelle forme de populisme adapté à ses goûts. Du Eugène Dabit pour petits cadres !

La résistance se situe ailleurs. Et sans doute se situe-t-elle aussi dans les conflits qui, de façon croissante, dresseront les nouveaux Orson Welles, les nouveaux Céline, les nouveaux Proust contre leurs producteurs, éditeurs et autres agents, asservis à la logique désarmante planétaire de l'industrie culturelle.

On n'en est pas encore tout à fait là en Europe. Mais innombrables sont les signes annoncia-

Morgan Sportès est romancier.

Instant de grâce, de déception ou de colère, l'événement unique qu'est le concert peut-il se limiter à une sorte de consommation d'un produit qu'on ne trouve frais que sur place ?

delà de ma personne. A Paris, les concerts d'orchestre se donnent essentiellement au Théâtre du Châtelet, au Théâtre des Champs-Élysées et à la Salle Pleyel. Les deux théâtres ont des inconvénients multiples. L'exploitation difficile du fait de l'alternance de représentations scéniques et de concerts alourdit le budget ; l'utilisation du théâtre comme lieu de répétition reste aléatoire. Les conditions acoustiques et visuelles sont loin d'être idéales, ainsi que la topographie du plateau.

La Salle Pleyel, inaugurée en 1927, reste donc la seule véritable salle de concert à Paris. Malgré les modifications apportées assez récemment, l'acoustique y reste bien médiocre. En outre, les espaces d'accueil et l'environnement urbain reflètent ce qu'on attendait d'une salle à cette époque. La relation de Pleyel avec la rue du Faubourg-Saint-Honoré est sans échange, sans flux.

Quant aux salles de répétition, aux foyers pour les musiciens en résidence ou en visite, je ne vois pas comment les améliorer, voire les créer. Les transformations effectuées récemment à Chicago prouvent les suppléments d'espace nécessaires. Et à New York, Carnegie Hall est sur le point d'ajouter une troisième salle à son complexe pour répondre aux besoins sans cesse grandissants auxquels sa direction doit faire face.

Instant de grâce, de déception ou de colère, l'événement unique qu'est le concert peut-il se limiter à une sorte de consommation d'un produit qu'on ne trouve frais que sur place ? Les horaires et les habitudes de nos salles de concert ressemblent fort aux us et coutumes de nos restaurants ! (Je ne me réfère évidemment pas à la restauration continue !) On ouvre, on reçoit un certain nombre de clients et on ferme. On n'hésite néanmoins pas à gémir sur la diminution de la fréquentation des concerts. Mais on ne fait rien, ou peu de choses, pour s'adapter aux conditions d'au-

partitions, bandes audio et vidéo, cassettes, CD, CD-ROM et connexion Internet.

Un environnement propice à la réception et l'appréciation des œuvres doit favoriser également des contacts directs réguliers avec, en quelque sorte, des initiateurs, au nombre desquels il faut principalement compter interprètes et compositeurs, mais aussi musicologues, historiens de la musique ou simples présentateurs. Ce lien, qui peut bénéficier de l'apport du multimédia et des réseaux, est susceptible de s'établir à différents niveaux, du plus élémentaire au plus spécialisé.

L'expérience de la bibliothèque du Centre Pompidou le prouve amplement : il y a, d'une part, l'intimidation par rapport au savoir et, d'autre part, l'apport de l'interactivité dans la rencontre du savoir. On ne désire plus recevoir une leçon, fût-elle réellement magistrale, on veut découvrir par soi-même.

Pour une salle isolée, sans ramifications, d'autres lieux pourraient se présenter à l'esprit. On a cité la Gaîté-Lyrique et Chaillot. Si le premier se révèle inadéquat par l'insuffisance de ses surfaces et l'impossibilité, en dehors d'une salle à jauge limitée, d'y créer les divers services mentionnés ci-dessus, le second a de multiples inconvénients. Les travaux seraient au moins aussi coûteux que de construire une nouvelle salle, surtout si l'on veut transformer l'actuelle Salle Gémier en espace de répétitions. L'exploitation devrait, en outre, faire appel à une équipe entièrement nouvelle dépendant d'une stratégie à inventer de toutes pièces. Du point de vue de la cohésion artistique, on aurait créé un nouveau lieu séparé, où la communication avec le public serait liée au seul rendez-vous du concert, aucun environnement culturel n'étant réalisable.

La Cité de la musique présente tous les avantages : qualité et disponibilité des espaces, équipements déjà existants, expérience accumulée sur le site. Car le

Garde à vue, encore un effort !

par Dominique de la Garanderie

PARMI les mesures examinées par le Parlement sur le renforcement de la présomption d'innocence, la modification concernant la présence de l'avocat pendant la garde à vue est des plus importantes : il ne faut pas être timoré.

On sait que la garde à vue marque, très souvent, l'ouverture des procédures pénales. On peut même dire qu'elle concerne leur majorité (les instructions préalables n'en représentent que 7 %). Elle est, surtout, l'un des moyens propres au système inquisitoire de recueillir des preuves pour des enquêteurs prompts à obtenir des aveux.

En 1993, la présence de l'avocat à la vingtième heure de garde à vue avait été admise de justesse. Elle était de nature, nous disait-on, à favoriser les malfaiteurs au détriment de la répression et de l'ordre public. Le bilan est positif. Les gardes à vue dont la durée est supérieure à dix-neuf heures sont devenues plus rares, et les policiers conviennent de l'intérêt de cette intervention, où la loyauté des avocats n'est jamais prise en défaut.

Quel est ce lien qui nous attache à notre passé au point d'ignorer la puissance de l'évolution déjà aboutie dans les pays de la Communauté ? Faut-il rappeler que la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, dans son ar-

ticle 5-3, précise que « toute personne interpellée doit aussitôt être conduite devant l'autorité judiciaire compétente » et que, selon l'article 6-3 du même texte, elle a le droit de disposer du temps et des facilités nécessaires à sa défense, à l'assistance d'un défenseur, à faire interroger ou à interroger les témoins à charge et à décharge.

Chez nos voisins, en Europe, il y a longtemps que l'avocat est présent dès les premières heures du procès pénal

Si le système français ne prévoit pas que l'intéressé soit immédiatement conduit devant un juge, il est alors particulièrement nécessaire, pour faire respecter les engagements internationaux de notre pays, de prévoir l'assistance de l'avocat dès le début de la garde à vue et tout au long de celle-ci – il s'agit du minimum –, et d'exiger que sa présence ne soit pas symbolique.

Chez nos voisins, en Europe, il y

a longtemps que l'avocat est présent dès les premières heures du procès pénal. En Espagne, en Angleterre, en Allemagne, l'intervention de l'avocat est immédiate, des permanences sont organisées, la confidentialité des entretiens entre le défenseur et son client est assurée dans les locaux de police.

Pourquoi serions-nous, dans ce domaine, la lanterne rouge de l'Union européenne, alors que les problèmes rencontrés sont les mêmes et que les chiffres des gardes à vue, ou de ce qui en tient lieu, sont partout approchants ?

Il semble cependant qu'une prise de conscience ait lieu aujourd'hui en France ; la démonstration a été faite : l'avocat n'est plus « l'empêcheur de garder à vue », il n'est plus désigné comme le complice potentiel des voyous ; le texte déposé par le gouvernement contient des avancées significatives dans le sens des libertés publiques et des droits de la défense.

Il faut aujourd'hui aller plus loin. Il y a eu, en 1997, 314 371 gardes à vue. Les chiffres de 1998 ne sont pas encore connus mais il y a peu de raisons pour qu'ils aient diminué. Il faut restaurer l'égalité des armes dans un Etat de droit. Allons, encore un effort !

Dominique de la Garanderie est bâtonnier de l'ordre des avocats de Paris.

Avec Avis, offrez-vous le rêve américain.

La journée de location en Floride, 200 F* tout compris !

Pour que le rêve américain ne se transforme pas en cauchemar, les prix de location Avis aux Etats-Unis sont vraiment tout compris. Ils incluent le kilométrage illimité, le rachat de franchise vous libérant de la responsabilité financière pour tout dommage causé au véhicule loué, l'assurance complémentaire responsabilité civile avec une protection jusqu'à 1 million de dollars US, les taxes locales, les surcharges régionales et d'aéroport. Vous voyez, avec Avis, pas de mauvaise surprise possible sur la facture, vous savez d'avance ce que vous allez payer à Miami, New York, Los Angeles... Tous les loueurs ne peuvent pas en dire autant. Mais qu'attendez-vous pour partir avec Avis ? Contactez votre agence de voyages ou le centre de réservation Avis au 0802 05 05 05 (0,79 F/mn TTC).

*Offre valable jusqu'au 14 juillet 1999, au-delà nous consulter, pour une voiture de catégorie X pour une location de 7 jours en Floride.



ENTREPRISES

LE MONDE / JEUDI 25 MARS 1999

FINANCE La Société générale (SG) et Paribas multiplient les arguments pour démontrer la supériorité économique et financière d'un mariage à deux plutôt qu'à trois avec la

BNP. ● LES DIRIGEANTS de SG et de Paribas se lancent aussi, comme l'avait fait auparavant la BNP, dans des promesses de rentabilité à long terme pour séduire les analystes fi-

nanciers et les investisseurs institutionnels. ● ILS VEULENT démontrer que le projet SG-Paribas est moins hypothétique que celui de la BNP puisqu'il sera mis en œuvre par deux

équipes de direction déjà unies. ● LA RIPOSTE agace la BNP, qui reproche aux équipes de Paribas de travailler étroitement avec celles de la Générale, alors qu'elles sont sous le coup

d'une offre concurrente. ● LE COMITÉ des établissements de crédit devrait se réunir dans les prochains jours pour se prononcer sur les deux offres publiques d'échange de la BNP.

La Société générale et Paribas multiplient les promesses à leurs actionnaires

Les deux banques, menacées par les offres publiques d'échange de la BNP, veulent convaincre les investisseurs de la supériorité d'un mariage à deux consenti sur un rapprochement à trois imposé. Le Comité des établissements de crédit devrait se réunir dans les prochains jours

DEPUIS le 10 mars, le lendemain du dépôt de l'offre publique d'échange (OPE) de la BNP sur la Société générale (SG) et Paribas, l'ancien siège de la Compagnie bancaire, avenue Kléber à Paris, à deux pas de la place de l'Etoile, est une ruche. Les travaux, qui avaient été engagés pour préparer l'immeuble à devenir le futur siège de SG-Paribas, prêts à fusionner, ont été accélérés pour accueillir le quartier général des banquiers d'affaires conseillers des deux groupes assaillis (Morgan Stanley, Rothschild & C^e et Merrill Lynch) et les équipes chargées de la communication. Les présidents des deux banques, Daniel Bouton pour la Société générale, André Lévy-Lang pour Paribas, y retrouvent chaque soir leurs états-majors. Signe que, depuis l'offre de fusion à trois que leur a faite la BNP, ils ont décidé de résister à deux.

Pour être encore plus clairs, les présidents des deux banques ont décidé de réunir les analystes financiers, mercredi 24 mars, dans la matinée et d'enchaîner sur une conférence de presse. Parallèlement, ils publient sur Internet une série de documents. A l'ordre du

jour : faire le point sur l'avancement du projet SG-Paribas. « Depuis le 1^{er} février, indique un communiqué des deux banques, les travaux d'approfondissement menés en commun, au sein de nombreux groupes de travail, permettent de préciser les résultats attendus du rapprochement. » Plus encore, ils ont permis de définir des objectifs plus ambitieux « auxquels l'ensemble du comité exécutif de SG-Paribas s'engage ». Ce comité exécutif est censé regrouper, à l'issue de l'OPE de la Société générale sur Paribas, une quinzaine de membres, c'est-à-dire tout l'état-major des deux banques, dont sont solidaires Marc Viénot, le prédécesseur de M. Bouton, et Michel François-Poncet, le président du conseil de surveillance de Paribas.

AJUSTEMENT DES RISQUES

Le premier point positif porté à l'attention des marchés boursiers est le potentiel plus important d'économies et de recettes attendues de la fusion : SG-Paribas annonce désormais « 650 millions d'euros de surcroît de résultat net en 2001, contre une première estimation de 500 millions d'euros ». Les



deux banques adressent également un signal aux investisseurs en leur indiquant qu'ils ont compris qu'ils trouvaient leur profil trop risqué et sont prêts à ajuster le tir : « Dès 2001, annoncent-ils, 60 % des fonds propres seront alloués aux activités de banque et de services financiers

de détail et à la gestion d'actifs » que les analystes considèrent comme moins risqués que les services et crédits aux grandes entreprises et les activités sur les marchés de capitaux. Les portefeuilles de participations (12 milliards d'euros) et d'immobilier seront signifi-

cativement réduits avant la fin 1999. Seront d'abord allégées les participations minoritaires dans des sociétés cotées.

Troisième point, le comité exécutif promet « une rentabilité après impôt des capitaux investis de 18 % dès 2001 », et plus de 15 % à l'horizon 2000. Dans son projet « SBP », la BNP annonce qu'elle peut porter le résultat brut d'exploitation du nouvel ensemble à 16 % en 2002. Enfin, le communiqué annonce « 6 milliards d'euros de fonds propres excédentaires d'ici à 2001, disponibles pour les actionnaires » pour un éventuel rachat d'actions. Comme l'a fait la BNP, SG-Paribas se lance dans les promesses à l'anglo-saxonne, calibrées pour séduire les analystes financiers et les investisseurs institutionnels.

INÉGALITÉ D'INFORMATION

Ce jargon financier vise à démontrer qu'à court terme le projet de la Générale est aussi intéressant que celui de la BNP, voire davantage. Et surtout qu'il est moins hypothétique, puisqu'il sera mis en œuvre par deux équipes de direction déjà unies et vient d'être validé par des dizaines de groupes de

travail qui l'étudient depuis sept semaines.

La riposte agace la BNP à double titre. Sur la forme tout d'abord. La banque présidée par Michel Pébereau reproche aux équipes de Paribas de travailler étroitement avec celles de la Société générale, alors qu'elles sont sous le coup d'une offre concurrente. « Nous sommes interloqués que, nonobstant notre offre, ils continuent à construire leur projet. Il devrait y avoir une égalité d'information entre compétiteurs, c'est-à-dire entre la Société générale et la BNP. Ce ne semble pas être le cas. Cela crée un doute sur les conditions juridiques dans lesquelles la Société générale pourrait faire une surenchère par exemple », s'insurge un juriste proche de la BNP. Sur le fond, poursuit-on boulevard des Italiens, « les querelles de chiffres à quatre ans peuvent prouver tout et n'importe quoi. Il ne faut pas perdre de vue la question centrale : la re-composition du paysage bancaire français ». Et de rappeler l'assise d'autres banques européennes mesurées par leur part de marché en dépôts bancaires, comme Fortis (32 %) ou KBC (20 %) en Belgique, BSCH en Espagne (23 %), NatWest et Barclays outre-Manche (près de 25 %), Crédit agricole en France (22 %), SBP aurait 15 %.

SG-Paribas affirme, de son côté, avoir déjà près de 25 % de parts de marché en crédit à la consommation avec le seul Cetelem, ou dans les transactions boursières sur Internet. La Générale, qui a gagné plus de parts de marché que la BNP en crédit immobilier ou dépôts, insiste sur la dynamique, d'autant qu'elle affiche en France un résultat brut d'exploitation et un chiffre d'affaires par salarié supérieur à la BNP. SG-Paribas estime, en outre, être bien placée pour exporter son modèle. Un point qui tient très à cœur aux filiales de Paribas, comme Cetelem ou Cortal, lesquelles redoutent les effets d'une fusion immédiate à trois.

Cécile Prudhomme

Sophie Fay

Les gérants de sicav adoptent une attitude prudente

EN LANÇANT des offres publiques d'échange (OPE) sur la Société générale et sur Paribas, Michel Pébereau, le président de la BNP, a posé les marchés financiers en position d'arbitre. Il a donc entrepris une vaste opération de séduction auprès des analystes financiers et des gestionnaires de fonds, plusieurs centaines de sicav étant présentes au capital des trois banques. Si les premiers ont, dans un premier temps, accueilli positivement le projet de la BNP, les gérants de sicav et de fonds communs de placement se montrent plus prudents.

Avant de déclarer leurs intentions, les gérants de sicav préfèrent attendre de voir si une proposition plus intéressante ne pourrait pas se manifester et, surtout, de connaître les cours de Bourse à la clôture de l'offre, qui ne sera déterminée qu'une fois rendus les avis des autorités de marché.

Depuis le début de la période d'OPE de la BNP, les cours des titres ont fortement varié. Entre le mardi 9 mars et le mardi 23 mars, le titre de la Société générale est remonté de 145,50 euros à 171 euros et celui de Paribas est passé de 85,95 euros à 100,9 euros. Durant la même période, l'action BNP est restée stable, passant de 77,40 euros à 77,95 euros. Aujourd'hui, la prime offerte aux actionnaires de Paribas pour apporter leurs titres à la BNP n'est plus que de 0,28 % comparée aux conditions qui leur étaient précédemment proposées par la Société générale, alors que cette prime était de 17 % sur la base des cours du mardi 9 mars.

Malgré l'attentisme des gérants de sicav, les volumes échangés sur les trois titres ont fortement augmenté. « Depuis un mois, le volume d'activité sur l'action BNP par

exemple est en moyenne de 930 000 titres par jour, indique un courtier. Le lendemain de l'annonce, il s'est échangé 3,6 millions d'actions, 1,2 million de titres, lundi 15 mars, et 1,35 million mardi 16 mars ».

Les arbitragistes, dont l'objectif est de réaliser des bénéfices en profitant des anomalies du marché, sont à l'origine de cette activité. Ces investisseurs avaient en effet, lors de l'annonce du rapprochement entre la Société générale et Paribas, acheté des titres Paribas à bas prix et vendu des actions Société générale, espérant engranger une plus-value en apportant à l'offre d'échange leurs titres Paribas. Or, avec le lancement de l'offensive de la BNP sur ses deux concurrents, cette stratégie n'a plus présenté d'intérêt puisque l'offre de la Générale sur Paribas n'a plus eu cours. Les arbitragistes ont donc joué le rapprochement

entre Paribas et la BNP, qui leur semble plus probable, en remplaçant les titres Société générale par ceux de la BNP.

Certains observateurs, enfin, croient déceler des mouvements suspects en début et en fin de séance sur les trois titres concernés, qu'ils attribuent, sans preuve, au comportement des banques engagées dans l'affaire et à des tentatives de manipulations de cours. Toutefois, les gérants de sicav de la BNP, de la Société générale et de Paribas affirment n'avoir reçu aucune consigne de la part de leur direction pour intervenir sur les titres des trois banques, au nom de la fameuse « muraille de Chine », censée séparer l'activité de gestion des banques des autres métiers de l'établissement.

Les pressions se font de plus en plus fortes sur le Comité des établissements de crédit

LES BANQUES ne sont pas des entreprises comme les autres : elles sont les garantes de l'épargne des ménages et du bon financement de l'économie. Les autorités monétaires, dans tous les pays, ont donc un droit de regard particulier sur l'évolution de ces groupes, qui n'a pas d'équivalent dans les autres secteurs de l'économie.

La responsabilité qui pèse sur les épaules du gouverneur de la Banque de France, Jean-Claude Trichet, est donc lourde. C'est lui qui préside le Comité des établissements de crédit et entreprises d'investissement (CECEI), dont le directeur du Trésor, Jean Lemierre, est membre de droit. Y siègent onze membres, dont un représentant des organisations syndicales, en l'occurrence Alain Bonnet, salarié du Crédit du Nord et militant CFDT. Le CECEI doit examiner, vendredi 26 mars ou en début de semaine prochaine, la double offre publique d'échange (OPE) déposée par la BNP sur Paribas et la Société générale. Ce n'est qu'avec son feu vert que l'OPE pourra être ouverte.

TROIS POSSIBILITÉS

Pour instruire le dossier, le gouverneur a reçu, au cours du week-end, les présidents des trois banques, Michel Pébereau pour la BNP, Daniel Bouton pour la Société générale et André Lévy-lang pour Paribas. Le secrétariat général du CECEI réunit toutes les informations nécessaires à la décision du comité, travaillant avec la Commission bancaire, chargée de la surveillance des établissements, et en étroite liaison avec la direction du

Trésor et le ministre de l'économie. Le Comité a trois voies possibles. Il peut donner très rapidement son feu vert, sans tergiverser, pour que l'opération avance le plus vite possible et déstabilise le moins longtemps le secteur bancaire français. Ce faisant, il laisserait les marchés totalement libres de décider de la future configuration du secteur bancaire français. Mais en se montrant déterminé à aller très vite, le Comité peut aussi faire pression sur les trois protagonistes et les pousser à s'entendre. A ceci près, que pour l'heure, MM. Bouton et Lévy-Lang n'y semblent absolument pas résolus.

La deuxième possibilité serait que le CECEI ne donne pas son feu vert à la BNP immédiatement, mais prenne le temps d'une étude longue. Les avocats de la Société générale et de Paribas, en particulier le cabinet Sullivan & Cromwell, avancent des arguments en ce sens. Ils estiment que telle qu'elle est formulée et compte tenu de son caractère non concerté, voire inamicale, l'offre de la BNP est un élément d'incertitude pour le système bancaire français. Ils rappellent que la Réserve fédérale américaine, qui prendrait des mois pour donner son agrément, a déjà eu l'occasion de souligner, dans le cas d'une offre inamicale, que « l'absence d'accord... est susceptible d'introduire un élément d'incertitude dans l'analyse ». Les offres hostiles en matière bancaire sont rares et sont partout peu appréciées par les autorités. Pour preuve, en Italie, le groupe IMI-San Paolo, prêt à lancer une opération inamicale sur la

Banca di Roma, a trouvé, sous la pression du gouverneur de la banque d'Italie, un terrain d'entente avec sa cible. Les juristes de SG-Paribas constatent aussi que telle qu'elle est formulée l'offre de la BNP peut déboucher sur 22 types d'organisations différentes (la fusion des trois banques, un tandem SG-BNP, un tandem BNP-Paribas ou de savants mélanges). Le CECEI devrait donc étudier tous ces cas de figures, qui ont des impacts comptables et organisationnels différents.

Pour autant, y a-t-il là motif à repousser l'opération ? La grille d'analyse du CECEI, qui veille « au bon fonctionnement du système bancaire », repose sur des critères assez précis : bon niveau des fonds propres, qualité des apporteurs de capitaux et de l'actionnariat ou encore honorabilité des dirigeants, que l'on peut difficilement opposer à l'offre BNP. Le CECEI apprécie aussi que le nouvel ensemble dispose des moyens humains et techniques convenables et notamment de systèmes d'information et de contrôle interne. Sur cette base, M. Bonnet estime, comme il l'a indiqué aux Echos, que « la nouvelle configuration » induite par la BNP « ne satisfait pas aux critères d'appréciation du CECEI, car elle ouvre une ère de désordres multiples ». Mais pour se ranger derrière un tel avis, il faudrait au CECEI beaucoup d'arguments. La BNP ne manquerait pas d'engager un recours devant le Conseil d'Etat contre une décision négative.

S. F.

Le carrefour aux trois banques

LILLE de notre correspondant régional. La Madeleine, dans la banlieue de Lille, est le seul endroit de la région où l'on puisse trouver à la

REPORTAGE

Réactions lilloises des trois acteurs, voisins géographiquement

fois la Société générale, la BNP et Paribas. Tout simplement parce que cette petite ville, traversée par l'immense et richissime boulevard qui conduit à Roubaix, est le siège du centre régional d'affaires de Paribas. La banque y occupe un immeuble discret et emploie une soixantaine de personnes. Pas d'enseigne trop voyante. On entre là comme chez un notaire. Les deux autres établissements, la BNP et la Société générale, sont installés tout près de là, dans la rue du Général-de-Gaulle, l'artère commerçante du centre-ville. Un autre monde, moins douillet, où il n'y a pas besoin d'Hygiaphone pour vous faire comprendre que, passé le seuil, vous êtes un peu quémendeur, un peu obligé.

Mais, partout, la réponse est la même : cette « affaire » nous dépasse complètement ; voyez notre direction nationale ; interrogez notre direction régionale... Pour savoir ce qu'on en pense à Lille, il vaut mieux aller du côté d'Euralille, le lieu le plus proche de Paris, là où la tour du Crédit lyonnais essaie de faire un peu d'ombre à celles de la BNP et d'Axa.

« Nous avons été obligés de demander aux gens de ne plus aller en

permanence à la salle des marchés pour surveiller les cotations », dit Louis-Dominique Demange, directeur régional de la BNP. Il parle d'« un enthousiasme qui fait plaisir à voir, mais n'a rien d'une fierté agressive. Notre culture d'entreprise, c'est d'abord le respect des engagements et des gens. Les engagements de Michel Pébereau au moment de la privatisation ont été tenus, sans aucun licenciement, et nous avons réalisé en quatre ans ce qui était prévu en cinq. C'est pour cela que le personnel de la BNP est complètement serein. Quand nous disons que nous voulons simplement fédérer, il sait que c'est vrai. Je comprends qu'à la Générale ils soient plus inquiets parce qu'il y a déjà eu chez eux un plan de licenciements ; mais il faut quand même bien voir qu'ils travaillent depuis deux ans avec le Crédit du Nord ».

« UNE PAGAILLE PAS POSSIBLE »

Pas question de dire, donc, pour Louis-Dominique Demange, que le projet est irréaliste et dangereux. Le nouveau « ticket » donnerait au groupe 25 % du marché. Un peu plus que le Crédit agricole. Paribas resterait le spécialiste de la gestion de fortunes et des grandes sociétés tandis que la Générale, qui est équivalente à la BNP dans le Nord-Pas-de-Calais, garderait son secteur traditionnel, grandes sociétés et clientèle polyvalente. La BNP s'est, en revanche, bien implantée dans le secteur des petites et moyennes entreprises et dans le secteur agricole et fait jeu égal pour le grand public. « Ce que nous proposons, c'est une compétition, pas une concurrence, plaide le directeur régional de la BNP. Prenez l'exemple de la Banque de Bre-

tagne, que nous avons absorbée. Cela donne deux banques qui travaillent en parallèle pour le même groupe. Cela surprend les gens, mais cela se fait. La Générale travaille depuis deux ans avec le Crédit du Nord, qui avait un réseau bien plus dense qu'elle dans la région. Je ne crois pas que cela se passe mal. Je ne crois pas que notre projet soit irréaliste. Il est au contraire stimulant. »

Enthousiasme modulé au niveau des agences de la BNP où, si l'on s'affirme confiants, on craint quand même quelques regroupements. En revanche, à la Société générale, les inquiétudes sont beaucoup plus marquées. En dehors des directeurs régionaux, qui se croisent au sein de l'Association française des banques (AFB), ou de quelques contacts sur des dossiers communs, on ne se connaît guère d'une banque à l'autre. Avec Paribas, le mariage semblait aller de soi. Avec la BNP, c'est une autre histoire.

« Le problème est viscéral, et tout l'encadrement y est opposé, souligne un des responsables régionaux de la Générale. Il est clair que la BNP nous fiche une pagaille pas possible. Parler d'une offre publique d'achat inamicale, c'est bien, mais c'est plus fort que ça. D'abord, ils veulent nous avoir à bon compte. Sur le plan de la concurrence, on ne peut pas vivre sous la même enseigne, c'est impossible. Avec Paribas, nous sommes complémentaires et nous savons que notre alliance sera très porteuse. Avec la BNP, on s'entrechoque partout. Je ne sais pas comment on peut imaginer de nous faire travailler ensemble. »

Pierre Cherruau

Les pays exportateurs de pétrole s'entendent sur une nouvelle réduction de leur production

Cet accord, applicable dès le 1^{er} avril, vise à faire remonter les cours du baril

A l'issue d'une réunion éclair à Vienne, en Autriche, les onze pays de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et quatre autres

Etats producteurs ont décidé, mardi 23 mars, de réduire, dès le 1^{er} avril et pour une durée d'un an, leur production de 2,1 millions de barils par

jour. Les marchés, qui avait anticipé cette décision, n'ont guère réagi. Ils attendent la concrétisation de ce nouvel accord.

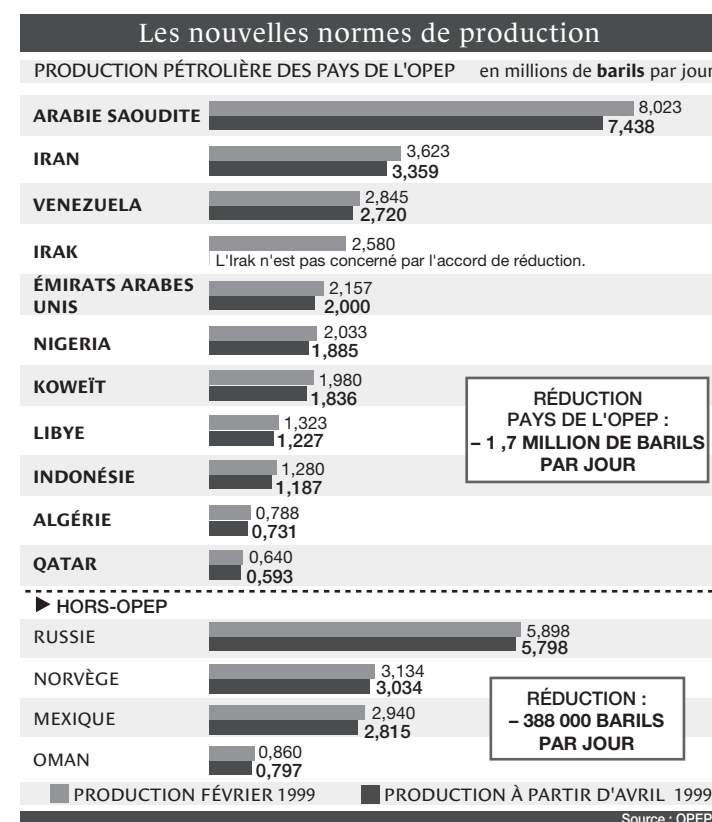
AU TERME d'une réunion éclair à Vienne, en Autriche, les onze pays de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) ont entériné, mardi 23 mars, le nouveau programme de réduction de leur production, dont les grandes lignes avaient été arrêtées une semaine auparavant à La Haye, aux Pays-Bas (*Le Monde* du 15 mars). Les principaux Etats vont réduire dès le 1^{er} avril, pour une durée d'un an, leur débit de plus de 2,1 millions de barils par jour (mbj). L'essentiel de l'effort (1,7 mbj) sera assuré par les membres du cartel.

« Cet accord a été adopté à l'unanimité », a précisé le président de l'OPEP, Youcef Youssi, ministre algérien du pétrole. « Il a été possible grâce à l'esprit de solidarité de tous. Tous les pays sont prêts à faire des sacrifices individuels pour le bien général », a-t-il poursuivi. Nous verrons bientôt une stabilité du marché avec des prix acceptables. »

REACTION PARADOXALE

La réaction des marchés a été paradoxale. Alors que les prix du baril s'étaient fortement appréciés depuis une dizaine de jours dans la perspective de cet accord, les cours se sont très légèrement dépréciés. Les investisseurs attendent maintenant de savoir si les engagements seront tenus. A Londres, le cours du Brent, qualité de référence de la mer du Nord, s'affichait mardi soir à 13,75 dollars, contre 13,88 dollars la veille. A New York, le light sweet crude cédait 23 cents, à 15,51 dollars. Depuis le 8 mars, les prix s'étaient appréciés de 16,7 %.

Cet accord s'ajoute aux deux précédents, signés depuis un an, qui ont déjà réduit la production



quotidienne mondiale de 2,6 millions de barils, sans effet sur les cours. Contrairement aux espoirs, cette diminution n'avait pas permis de redresser les cours. Le prix du baril avait même poursuivi sa chute, tombant autour des 10 dollars, en raison à la fois de l'indiscipline de certains membres de l'OPEP et du ralentissement de la demande mondiale, affectée par la crise asiatique. L'excès de production a conduit à la constitution de stocks très élevés, difficiles à résor-

ber. Cette dégradation a profondément affecté les revenus des Etats pétroliers, les obligeant cette fois à préparer un plan plus ambitieux. A l'initiative de l'Arabie saoudite, premier producteur mondial, soutenue par le Venezuela, l'Algérie et l'Irak, les ministres ont préparé cette rencontre depuis plusieurs semaines en y associant leur homologue mexicain, non membre du cartel. Ces cinq représentants sont parvenus à un accord de principe le 12 mars, visant à réduire de

plus de 2 millions de barils par jour la production à compter du 1^{er} avril. Il ne restait plus qu'à répartir les efforts, mesure d'autant plus aisée que les Saoudiens, après s'être réconciliés avec les Iraniens, ont montré l'exemple.

Tout était donc quasiment réglé une semaine avant la réunion officielle, y compris les baisses de production des Etats non membres de l'OPEP, comme le sultanat d'Oman, le Mexique, la Norvège et la Russie. Signe de cette volonté de coopération, les ministres délégués de l'énergie mexicain, Jorge Chavez, et russe, Anatoli Ianovski, ainsi que l'ambassadeur d'Oman en Autriche, ont assisté en observateurs à la conférence de l'OPEP, mardi.

A l'issue de la réunion, le secrétaire général de l'organisation, le nigérian Rilwanu Lukman, a assuré que « les pays respecteraient scrupuleusement leurs engagements », sans tricher. L'OPEP « doit tenir compte des leçons du passé », a affirmé le tout nouveau ministre vénézuélien de l'énergie, Ali Rodriguez-Araque. Son homologue libyen, Abdallah Salem El-Badri, espère une remontée des cours « à 17 dollars le baril fin 1999 ». Bien que non concerné par les efforts de réduction, en raison des engagements « pétrole contre nourriture » définis par l'ONU, le ministre irakien, Amer Mohammed Rasheed, a mis en cause les Saoudiens : « Nous pensons que l'Arabie saoudite, qui a récupéré une grande partie de la production irakienne après la guerre du Golfe, aurait dû assumer la totalité de ces réductions. »

Dominique Gallois

Fimalac lance une OPA sur Strafor Facom

Cette opération surprise intervient alors que le groupe d'outillage n'a pas achevé sa mutation

A LA SURPRISE générale, Fimalac part à l'assaut de Strafor Facom. Le conglomérat de Marc Ladreit de Lacharrière a annoncé, mercredi 24 mars, le lancement d'une offre publique d'achat sur la totalité du capital de la société d'outillage. Il propose aux actionnaires un prix de 80 euros (524,77 francs) par action, soit une prime de 20 % par rapport au dernier cours. L'opération, au total s'élève à 5,5 milliards de francs.

Fimalac, qui dispose d'une trésorerie d'environ 3 milliards de francs, depuis la vente de la société foncière Sefimeg à Artemis, la holding personnelle de François Pinault, du groupe de presse Valmonde à Oliver Dassault et de la Sofres à des Britanniques, était à la recherche depuis quelque temps d'investissements de croissance. Ces dernières semaines, il a acquis 5,2 % du capital de Strafor Facom sur le marché. « C'est une société qui correspond à ce que nous recherchons. Elle a une base solide en France mais elle est très peu présente à l'étranger, à l'exception de l'Italie. Nous pouvons l'aider à s'internationaliser et le transformer en un leader mondial dans l'outillage », explique un porte-parole du groupe.

Fimalac a soigneusement choisi la date de son assaut. Son offre intervient au moment où Strafor Facom, en pleine mutation, est le plus fragile. Il vient d'abandonner, comme il l'avait annoncé en février, son activité meubles à son partenaire américain Steelcase, perdant ainsi sa meilleure protection contre les attaques hostiles. Mais il n'a pas encore achevé son redéploiement vers la distribution spécialisée pour l'automobile. Un pacte d'intention a été signé avec

les propriétaires d'Autodistribution, qui devaient apporter leurs activités dans la distribution et devenir, par le biais d'une augmentation de capital réservée, le premier actionnaire du groupe avec une participation de 20 %. L'assemblée générale n'a pas approuvé encore cette opération. Strafor Facom se retrouve riche d'une trésorerie d'environ 1,2 milliard de francs à la suite de la vente de son activité meubles mais sans actionnariat stable.

LE CHOIX DES ACTIONNAIRES

L'OPA de Fimalac risque de remettre en cause ce projet de développement. Les actionnaires d'Autodistribution, qui avaient accepté d'apporter leur société parce que la fusion leur donnait des perspectives de croissance tout en gardant une influence sur son avenir, pourraient renoncer à l'accord. Fimalac semble envisager cette hypothèse avec sérénité. « Le choix appartient aux actionnaires d'Autodistribution. Quel que soit leur choix, cela ne mettra pas en cause l'intérêt de Fimalac pour Strafor Facom », explique-t-on dans le groupe.

Le PDG de Strafor Facom, Paul-Marie Chavanne, qui a succédé à Henri Lachmann il y a neuf mois à peine, peut-il trouver des partenaires pour l'aider à défendre le groupe et sa stratégie et contrer l'assaut de Fimalac ?

Un conseil d'administration était réuni, mercredi matin, pour approuver les comptes de l'exercice 1998. La direction y a appris l'OPA de Fimalac. L'ordre du jour a été changé pour étudier les moyens de riposter.

Martine Orange

En Angleterre, même si votre anglais est parfait, il vous faudra accepter de ne pas tout comprendre.



Pour découvrir toutes les richesses de l'Angleterre,

on n'a rien inventé de mieux que la voiture. Et si vous n'aimez pas attendre, ça tombe bien. En effet, en choisissant la navette d'Eurotunnel, la traversée ne dure que 35 minutes. Et avec jusqu'à 4 départs par heure de Calais-Coquelles à Folkestone, il y a toujours une navette prête à partir. Renseignements et réservations auprès de votre agence de voyages ou www.eurotunnel.com

EURO TUNNEL

SI VOUS CHERCHEZ UNE AUTRE PLANÈTE, C'EST JUSTE EN FACE.

Les fusions bancaires et l'OPA d'Olivetti soulignent la mutation du capitalisme italien

La toute-puissance de la banque d'affaires Mediobanca a vécu

Le capitalisme italien change de siècle. Les fusions, rapprochements et autres offres publiques bouleversent les liens traditionnels établis depuis

plus de quarante ans entre groupes financiers et industriels. La prédominance du capitalisme familial et de la banque d'affaires Mediobanca est re-

mise en cause. Face à l'arrivée de l'euro, l'ouverture des marchés, la pression des concurrents, le particularisme italien ne peut pas résister.

ROME

de notre correspondant

Finalement, il n'aura fallu qu'une longue réunion du conseil d'administration de la Banca commerciale italiana (Comit), jeudi 18 mars, et un communiqué laconique annonçant seulement que la cinquième banque avait désormais la voie libre pour chercher un partenaire autre que la Banca di Roma pour déclencher une onde de choc dans le monde bancaire de la Péninsule. Un résultat surprenant et démesuré par rapport à l'importance de l'événement.

En trois jours seulement, une nouvelle recomposition du paysage financier s'est opérée, promettant la naissance prochaine de deux colosses de taille européenne : Eurobanca, produit du mariage entre Comit et Unicredito, dixième géant du Vieux Continent, et San Paolo-IMI avec Banca di Roma, dont le nom de baptême n'est pas encore connu et qui sera placé juste devant sa rivale. Pourquoi ce big bang annonciateur d'autres explosions en cascade s'est-il produit aussi rapidement ?

La réponse est simple. Il s'agit en fait d'une libération, du débordement soudain d'une pression trop longtemps contenue qui ne demandait qu'à s'échapper. Et l'échec de la fusion tant annoncée entre la Comit et la Banca di Roma a été le signal. La démonstration que, dorénavant, la puissante banque d'affaires Mediobanca ne règne plus en maître incontesté sur le capitalisme italien. Que l'époque du *salotto buono* de la finance milanaise est désormais révolue. Que la prédominance de plus de quarante ans du capitalisme familial et de la superpuissance d'Enrico Cuccia, le vénérable président honoraire de Mediobanca, aujourd'hui âgé de quatre-vingt-douze ans, a pris fin. L'empire de ce petit homme voûté, qui depuis la via Filodrammatici a dominé la finance italienne et tissé les fils contrôlant les dynasties des grandes familles économiques, est en train de se lézarder. Pendant ce week-end de la grande mutation, ce banquier longtemps avisé a tenté encore une fois avec son fidèle

successeur Vincenzo Maranghi de renouer les fils distendus.

Trop tard. L'heure de la révolte a sonné. Il y avait déjà eu plusieurs signes avant-coureurs comme l'échec de la fusion entre le groupe des textiles Marzotto et le holding HDP ou encore la création du pôle Unicredito avec Credito italiano et les caisses d'épargne de Turin, Vérone et Trévise.

DES SIGNES PRÉMONITOIRES

Enrico Cuccia semble perdre la main. L'éviction en 1997 de Gerardo Braggiotti, aujourd'hui à la banque Lazard, n'a pas été appréciée. Son dauphin, Vincenzo Maranghi, est contesté. Autour de ce prince des affaires, le monde a changé. La mondialisation s'est accélérée. Les banques se sont regroupées. En Italie, elles se sont libéralisées et surtout privatisées. « *Il y a quinze ans, en tant que gouverneur de la banque d'Italie, j'ai invité le Credito italiano et la Comit à fusionner* », se souvient aujourd'hui Carlo Azeglio Ciampi, ministre du trésor. « *Rien ne s'est passé mais petit à petit les barrières ont été abolies de façon graduelle. Tout le monde savait que tôt ou tard elles tomberaient inévitablement* », ajoute-t-il en saluant « *cette initiative positive* ».

Avec la chute des barrières, l'arrivée de l'euro, l'ouverture des marchés, la pression des concurrents, le monopole confortable du savoir-faire à l'italienne jalousement pro-

tégé ne pouvait qu'éclater. Il y eut quelques signes prémonitoires au cours de ces dernières années comme la création de la banque Intesa, produit de la fusion entre Criprio et Banco Ambroveneto. Puis le mariage entre l'IMI (Istituto Mobiliare italiano) et San Paolo de Turin. Le grand jeu de domino a commencé.

La gigantesque OPA (offre publique d'achat) de 52,5 milliards d'euros lancée par Olivetti sur Telecom Italia illustre parfaitement la volatilité du système dans lequel désormais le nouveau capitalisme venu du nord-est veut aussi jouer un rôle. Fingruppo est le parfait exemple de cette nouvelle génération d'entrepreneurs hardis, ces PMI qui font la fortune des petits patrons et cherchent soit à faire fructifier leur argent, soit à asseoir un pouvoir. Ils contrôlent 39,1 % de Bell, le holding italo-luxembourgeois, actionnaire principal d'Olivetti, et sont donc le fer de lance de Roberto Colaninno, le patron de la firme d'Ivrea.

Si ce dernier s'est attaqué au géant de la téléphonie italienne, c'est parce qu'en dépit d'une privatisation réussie Telecom Italia n'est pas parvenu à constituer un noyau dur suffisamment étoffé et à éviter les remous d'une gestion chaotique. De ce fait, l'ancien monopole est devenu une proie et Mediobanca, une forteresse affaiblie qui, certes, défendra chèrement ses positions. *La Repubblica* annonce que

Les offres amicales d'Unicredito et de San Paolo

Les offres, présentées dimanche soir par Unicredito Italiano sur la Banca Commerciale Italiana (Comit) et par IMI-San Paolo sur la Banca di Roma, sont apparemment amicales. L'agence de notation Standard and Poor's (SP) a placé mardi 23 mars la notation long terme « A+ » d'Unicredito sous surveillance, avec implication négative et la notation long terme « A » de la Comit sous surveillance avec implication positive. SP a également mis sous surveillance avec implication négative IMI San Paolo. Cette note « *reflète la faible situation financière de Banca di Roma* ».

Les concentrations sont, pour beaucoup, loin d'être terminées. Banca Intesa étudie toute opportunité, notamment avec la Banca Nazionale del Lavoro (BNL). De même, la presse italienne évoque la possibilité d'une contre-OPA de Mediobanca. Cesare Romiti, ancien président de Fiat, estime dans *La Repubblica* de mercredi 24 mars que « *M. Cuccia n'a pas dit son dernier mot et que la partie est encore ouverte* ».

M. Colaninno, symbole d'une nouvelle génération d'actionnaires

MILAN

correspondance

Lorsqu'il annonce, voici près d'un mois, son projet d'offre publique d'achat (OPA) sur Telecom

PORTRAIT

A la tête d'Olivetti, il a imposé son style : méthodique, concret, avare d'interviews

Italia, le patron d'Olivetti, Roberto Colaninno, est déjà un homme fort apprécié de la communauté financière, mais il est pratiquement inconnu du grand public. Ce n'est ni l'héritier d'une grande famille comme Gianni Agnelli, ni un industriel extraverti comme Luciano Benetton, ni un bouillant « condottiere » comme Silvio Berlusconi. La grande presse italienne le découvre en septembre 1996, lorsque Carlo De Benedetti l'appelle à la tête d'Olivetti, alors en grave crise. M. Colaninno, 56 ans, a su redonner son lustre au groupe d'Ivrea et en a fait le deuxième

opérateur téléphonique italien. En lançant la plus grosse OPA jamais projetée en Europe, ce comptable de Mantoue, qui raconte n'aimer rien tant que les défis et ne s'amuser qu'en travaillant, a accompli son entrée fracassante sur la scène du capitalisme italien.

Jusqu'à son arrivée à Ivrea en 1996, Roberto Colaninno avait vécu et travaillé dans sa ville natale, Mantoue, en Lombardie. Tout jeune, il effectue des travaux de comptabilité en suivant, sans les conclure, ses études d'économie et de commerce. A 26 ans, il entre comme directeur administratif de la firme Fiaam, un petit équipementier automobile, dont il devient administrateur délégué trois ans plus tard. En 1981, il fonde son propre équipementier automobile, la Sogefi. Il porte cette société à un chiffre d'affaires de 3,4 milliards de francs, négocie des alliances internationales – dont une joint-venture industrielle et commerciale avec l'américain Allied Signal – et cède en parallèle le contrôle de Sogefi au groupe CIR de Carlo De Benedetti. C'est le début d'une entente durable entre les deux hommes, même si leurs relations aujourd'hui semblent beaucoup plus froides.

Lorsqu'il prend la tête d'Olivetti en septembre 1996, Roberto Colaninno se heurte au scepticisme général. Le plus important quotidien italien, le *Corriere della Sera*, se demande pourquoi « *il a accepté de se fourrer dans un tel guépier* ». Olivetti avait perdu près de 5 milliards de francs en 1995. Carlo De Benedetti avait dû en céder la gestion, tandis que la justice avait ouvert une enquête sur les comptes semestriels du groupe et que le titre plongeait en Bourse. Roberto Colaninno impose rapidement son style – concret, discret, avare d'in-

terviews – à mille lieues du flamboyant Carlo De Benedetti. Il a pour lui, comme il aime à le raconter, son caractère tranquille et ses nerfs solides. Ses collaborateurs doivent se lever tôt et partager son enthousiasme pour d'écrasantes quantités de travail.

Méthodique, il réalise point par point son programme, en commençant par la cession de la micro-informatique, principale source de pertes du groupe. Il vend ensuite à l'Américain Wang les services informatiques d'Olivetti, en échange d'une participation de 19 % au sein du groupe né de la fusion. Coup de génie, il conclut à l'automne 1997 un accord avec le groupe allemand Mannesmann pour gérer en commun les activités de télécommunications – Omnitel pour la téléphonie mobile, Infotradra pour la téléphonie classique. Dotées des moyens de se développer, ces deux sociétés ne tardent pas à aligner des résultats brillants.

ADEPTE DES « POUPEES Russes »

M. Colaninno ne rompt pas pour autant les ponts avec Mantoue : s'il a de moins en moins de temps pour la chasse et la pêche, il rejoint dès que possible sa femme et ses deux enfants. Et il continue à siéger au conseil d'administration de la principale banque locale, la Banca Agricola Mantovana.

En novembre 1998, lorsque M. Colaninno devient le principal actionnaire d'Olivetti, il est le chouchou des marchés financiers. Chez les courtiers, on vante la clarté de ses stratégies et la croissance exponentielle des activités téléphoniques. Olivetti a réalisé la meilleure performance boursière en 1998, avec une hausse de son cours de plus de 513 % !

On lui reprochera en revanche d'avoir adopté, pour son entrée au

capital d'Olivetti, le système fort peu transparent des « poupées russes » chères... à Carlo De Benedetti. M. Colaninno contrôle en effet à 15 % Fingruppo, qui contrôle à 39 % Bell, qui contrôle à plus de 12 % Olivetti... Le sens de l'opération est néanmoins très clair : l'époque De Benedetti est révolue, Olivetti a un nouveau patron.

M. Colaninno a su rassembler autour de lui un certain nombre d'entrepreneurs lombards, dont le pilier est Emilio Gnutti, 51 ans, propriétaire d'une société de leasing et du holding de participations Hopa. Dans le capital de Fingruppo, on note également Ettore Lonati (dont l'entreprise familiale produit des machines pour la fabrication de collants), Luciano Marinelli, de l'entreprise Metra (traitement de l'aluminium), Enrico Consoli de la firme Pulitori e affini (nettoyage et traitement de déchets). Plus récemment, le club des actionnaires de Bell s'est élargi à Alberto Falck (sidérurgie) et à Giuseppe Gazzoni Frascara, président du club de football de Bologne.

Alors que les grands noms du capitalisme italien avaient rechigné, en novembre 1997, à prendre une participation de 1 % dans Telecom Italia, ces petits industriels peu habitués aux feux de la rampe approuveront tous le lancement de l'OPA d'Olivetti sur la totalité du capital de l'opérateur téléphonique. La presse transalpine a déjà baptisé M. Colaninno et ses associés la « galaxie de la plaine du Pô ». Que leur OPA soit ou non couronnée de succès, ils sont aujourd'hui en mesure de faire de l'ombre à la « galaxie Mediobanca » qui a dominé pendant des décennies le capitalisme italien.

Marie-Noëlle Terrisse

Dior veut supprimer entre 300 et 400 emplois

L'annonce de ce plan social tombe mal, au moment où le groupe LVMH tente de prendre le contrôle de Gucci

CE N'EST PAS une surprise, mais c'est désormais officiel : Domenico De Sole, le PDG de Gucci, a déclaré à une télévision qu'il quitterait l'entreprise en cas de victoire de LVMH. M. De Sole manifeste ainsi sa nette préférence pour l'alliance qu'il a lui-même conclue avec le groupe Pinault-Printemps-Redoute. En attendant un hypothétique affrontement boursier, la guerre d'usure est commencée entre François Pinault et Bernard Arnault. Mardi 23 mars, la firme italienne faisait observer qu'elle n'avait toujours pas reçu de proposition formelle d'offre publique d'achat (OPA) de la part de LVMH. Aussitôt, ce dernier envoyait une lettre au conseil de surveillance de Gucci pour confirmer son souhait d'acquérir 100 % de son capital. « *Nous sommes heureux que LVMH ait accepté notre proposition de discuter, que nous avons adressée dimanche* », répondait-on mardi soir chez Gucci, non sans ironie.

4 % DU CAPITAL DE BOUYGUES

Selon le Code des fusions néerlandais, M. Arnault a sept jours, entre la notification de l'offre et l'annonce de son prix, pour peaufiner son attaque. Il reste sur son idée de faire deux offres : l'une, à 81 dollars par action, sur la totalité des 99 millions de titres Gucci, y compris les 39 millions émis pour PPR ; l'autre, à 85 dollars par action, ne porte que sur 60 millions d'actions, excluant les parts détenues par le groupe Pinault. Cette deuxième hypothèse, qui ne coûterait « que » 30 milliards de francs à LVMH, contre 48 milliards pour la première, a évidemment la préférence de M. Arnault, qui considère toujours l'entrée de PPR dans Gucci comme illégitime sinon illégale, malgré la décision du tribunal néerlandais qui l'a de facto entérinée

lundi. « *Ce n'était qu'une audience de référé, qui n'était pas compétente sur le fond. Une audience sur le fond est toujours prévue le 22 avril à Amsterdam* », affirment les avocats de LVMH.

Le même jour, deux événements sans rapport direct avec l'affaire Gucci ont accru un peu plus la tension. Le groupe Bouygues a annoncé que le Groupe Arnault, la holding personnelle de Bernard Arnault, avait acheté 4 % du capital de Bouygues (3,6 % des droits de vote). Le Groupe Arnault précise qu'il s'agit d'un simple « *placement financier (...)* entrepris depuis plusieurs semaines ». Mais dans le contexte du bras de fer Pinault-Arnault, il n'est pas exclu que cette « coïncidence » se transforme en nouvelle arme. Artémis est actionnaire de Bouygues à 15,5 % et allié à la famille Bouygues par un pacte. M. Arnault pourrait encore ramasser du capital pour se placer en position menaçante, comme il l'avait fait chez Diageo (le groupe britannique de spiritueux) pour le forcer à négocier avec lui.

Un autre événement tombe plutôt mal pour LVMH : l'annonce, au cours d'un comité d'entreprise de sa filiale Parfums Christian Dior, d'un plan de restructuration qui pourrait supprimer d'ici à 2002 entre 300 et 400 emplois, sur les 1 600 personnes employées à l'usine de Saint-Jean-de-Braye (Loiret), l'unique unité de fabrication des parfums Dior dans le monde. Ce site avait connu, le 10 décembre 1998, la première grève de son histoire. Gucci pourrait tirer argument de cette annonce pour souligner que LVMH a déjà suffisamment de problèmes à régler dans son propre groupe pour venir en plus s'ingérer dans les affaires de l'italien.

Pascal Galinier

Deux nouveaux concurrents pour France Télécom

DEUX NOUVEAUX OPÉRATEURS ont décidé de concurrencer France Télécom dans la téléphonie fixe à destination des particuliers. Kertel (groupe Pinault-Printemps-Redoute), qui dispose de son propre réseau et qui achète des minutes de communication à d'autres opérateurs, commercialise un boîtier, Kerbox, qui sélectionne automatiquement l'opérateur de télécommunication le plus avantageux sur les appels longue distance et internationaux. Pour sa part, Tele 2 espère conquérir un million d'abonnés en un an, en proposant un tarif unique de 44 centimes la minute pour les communications en France, à l'extérieur du département d'appel. Ce tarif est inférieur de moitié à ceux pratiqués par France Télécom et Cegetel en heures pleines. Le service de Tele 2 est accessible à partir du 24 mars, via le préfixe 4. Tele 2-France est la filiale du groupe de télécommunications SEC, contrôlé par le suédois Kinnevik. L'opérateur a investi 2 milliards de francs en France dans la construction de son infrastructure.

Dexia a amélioré ses profits

de 14,2 % en 1998

LE GROUPE DEXIA, leader du financement local en Europe, a publié, mardi 23 mars, un résultat net part du groupe en 1998 en hausse de 14,2 %, à 620 millions d'euros (4,07 milliards de francs). Sur trois ans, celui-ci a fait un bond de 42,9 %. Le produit net bancaire du groupe progresse également de 17,7 %, à 2,597 milliards d'euros, tant en raison d'une amélioration des revenus d'intérêt nets de 6,8 % que d'un accroissement de 51,9 % des autres revenus (commissions nettes en hausse de 36 %, amélioration des résultats d'opérations financières...). Grâce à ses résultats, le président de Dexia, Pierre Richard, espère convaincre les investisseurs qui continuent à boudier le titre en Bourse. « *Nous sommes une valeur de croissance régulière alors que nous sommes souvent compris comme une valeur cyclique* », a-t-il expliqué.

Accor et l'éducation nationale signent un partenariat sur la formation

CLAUDE ALLÈGRE, le ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie, et Jean-Marc Espalieux, président du directoire du groupe Accor, ont signé, mardi 23 mars, un accord de partenariat national. Ce dernier a pour but de développer conjointement des actions pour faciliter l'accès des jeunes à une qualification et développer des qualifications supérieures. Ce partenariat permettra au ministère d'établir « *une véritable continuité pédagogique entre la formation au lycée et la formation en entreprise* » et de favoriser l'insertion des jeunes « *par une information et une orientation adaptées aux réalités de l'entreprise* ». Pour Accor, qui avait déjà signé plus d'une dizaine de conventions régionales et académiques, cet accord permettra de « *recruter des personnels qualifiés adaptés à ses besoins et de mieux favoriser l'insertion des jeunes* ».

VALEURS FRANÇAISES

● Bouygues s'appréciait de 3,74 %, à 213,5 euros, mercredi 24 mars, à l'ouverture de la séance. Bernard Arnault a indiqué, mardi, qu'il détenait à titre personnel 4 % du capital du numéro un de la construction en Europe. ● Coflexip reculait de 1,6 %, à 61,3 euros, mercredi, en début de séance. Le groupe para-pétrolier a enregistré une hausse de 14,4 % de son résultat net consolidé, à 97 millions d'euros. ● Dexia progressait de 2,71 %, à 121 euros, mercredi, à l'ouverture de la séance. Le prêteur aux collectivités locales a annoncé que son bénéfice net avait progressé de 14,2 %, à 620 millions d'euros. ● Fimalac perdait 3,59 %, à 91,1 euros, mercredi matin. Le groupe Fimalac va lancer une offre publique d'achat sur le groupe d'outillage Strafor Facom au prix de 80 euros l'action, dividende au titre 98 attaché. La cotation de Strafor Facom était suspendue mercredi. ● Hermès cédaït 1,70 %, à 72 euros, mercredi, au début des cotations. Le troisième groupe de luxe français a vu ses profits augmenter de 10 %, à 585 millions de francs (89 millions d'euros). ● Renault reculait de 1,09 %, à 31,8 euros, mercredi en début de séance. Le constructeur automobile français Renault pourrait posséder à long terme 39,8 % de Nissan Diesel, soit la même part que Nissan Motor, affirme le quotidien Financial Times de mercredi.

RÈGLEMENT MENSUEL

MERCREDI 24 MARS Cours relevés à 10h 15 Liquidation : 24 mars Table with columns: France, Précédent en euros, Cours en euros, Cours en francs, % Var. veille, Paiement dernier coupon (1)

Table of stock prices for various companies including BIC, BIS, B.N.P., BOLLORE, BONGRAIN, BOUYGUES, CASINO GUICHARD, CASINO GUICHARD P, CASTORAMA DUBL, C.C.F., CEGID (LY), CERUS, CGIP, CHARGEURS, CHRISTIAN DALLOZ, CHRISTIAN DIOR, CIC-ACTIONS A, CEMENTS FRANCAIS, CLARINS, CLUB MEDITERRANEE, CNP ASSURANCES, COFLEXIP, COLAS, COMPTOIR ENTREP., CPR, CRED.FON.FRANCE, CFF (FERRAILLES), CREDIT LYONNAIS, CS SIGMAUX/CSSE, DAMART, DANONE, DASSAULT-AVIATIO, DASSAULT SYSTEME, DE DIETRICH, DEVALUXX, DEV.R.N.P-CAL LI, DEXIA FRANCE, DMC (DOLLFUS MI), DYNACTON, ECIA, EFFAGE, ELF AQUITAINE, ERAMET, ERIDANIA BEGHIN, ESSILOR INTL, ESSILOR INTLADP, ESSO, EURAFRANCE, EURADISNEY, EUROPE 1, EUROTUNNEL, FIMALAC SA, FINEXTL, FIVES-LILLE, FRANCE TELECOM, FRANGIERES BLS, GALERIES LAFAYET, GASCOCNE, GAUMONT, GAZ ET EAUX, GECINA, GEPHYSIQUE, GRANDVISION, GUYANON ACT, GPE VALFOND ACT, GR.ZANNIER (LY), GROUPE GTM, GROUPE PARTOUCHE, GUILBERT, GUYENNE GASCOGNE, HACHETTE FILME, HAVAS ADVERTISING, IMETAL, INMTELES DE FCE, INFOGRAMS ENTER, INGENICO, INTERBAIL, INTERTECHNIQUE, ISIS, JEAN LEFEBVRE, LEGRAND ADP, LEGRAND ACP, LABINAL, LAFARGE, LAGARDERE, LAPEYRE, LEBON (CIE), LEGRAND, LEGRAND ACP, LEGRIS INDUST, LOCINDUS, L'OREAL, LVMH MOET HEN, MARINE WENDEL, METALEURO, MICHELIN, MONTUPET SA, MOULINEX, NATEXIS, NEOPST, NORBERT DENTRES, NORBERT, NORDON, NORDON (NY), NRJ, OLIPAR, PARIBAS, PATHÉ, PECHINEY ACT ORD, PERNOD-RICARD, PEUGEOT, PINAULT-PRINT-RE, PLASTIC OMN (LY), PRIMAGAZ, PROMODES, PUBLICIS, RENAULT, ROYAL CANIN, RENAULT, RHODIA, RHONE-POULENC A, ROCHFORTAIS CO, ROCHETTE (LA), ROYAL CANIN, RUMERIALE (L), SADE (NY), SAGEM SA, SAINT-GOBAIN, SALVEPAR (NY), SANOFI, SANOPIQUET (NS), SCHNEIDER SA, SCOR, SEB, SEFIMEG CA, SEITA, SELECTIBANQUE, SFIM, SGE, SIDEL, SILIC CA, SIMCO, CGBI, CLAYEUX (LY), CNIM CA, COFITEM-COFI, CIE FIN-ST-H, C.A. PARIS 12, CAILLE & L, CALOIRE/H, C.A.MORBIHAN, C.A.DU NORD, C.A. OISE CC, C.A.PAS DE C, C.A.TOULOUSE, C.RAM CCI NV, C.RAM TOUR P, CROMETAL, DAPTA-MALLIN, DAUPHIN O.C.D., DAUPHIN O.T, DUC PAREL AU, EXPAND SA, L'ENTREPRISE, ETAM DEVELOP, EUROPEENNE, EUROPEAN EX, EXEL INDUSTRI, FACTOREM, FACTOREM NV, FAIVEUX, FINACOR, FINATIS(EXL), FININFO, FOCAL (GROUP), FRAIKIN FR, GEL 2000, GENERALE LOC, GEODIS, G.E.P. PASQUEL, GFI INDUSTRI, GFI INFORMAT, G.G. SPORT, FINANCIERE G, GRAND MARNIE, GUERBERT SA, HONORÉ PACIORE, CUY GUYOMAR H N, HERMES INTL, HYPARLO # (LY), I.C.C.#, IMMOB.BATIBA, INFO (NT.META), INFO REALITE, INT. COMPUTE, JET MULTIMED, LATECOERE S, L.D.C., LECTRA SYST, LEON BRUXELL, LOUIS DREFFUJ, LVI MEDICAL, M6-METROPOLE, MEDASYS DIGI, MANITOU, MANUTAN, MARC ORIAN, MARIONNAUD P., MATHATHERM, MCI COUTIER, MICHEL THIER, NAF-NAF, PENAUILLE PO, PHYTO-LIERAC, POCHEM, RADIOTECH, RALLYECATHI, REYNOLDS, RUBIS, SABATE SA, SEGUIN MOREA, SHILOK, SIPAREX (LY), SOCAMEL-RESC, SOPRA, SPORT ELEC S, STALLERGENES, STEF-TFE A, SUPERVOX (B), SYLEA, TFI, TOUPARGEL, TRANSICIEL, TRIGANO, VIEL SOFT ENT, VIBI ET CIE, VILMOR-CLAUS, VIRBAC

Table of international stock prices with columns: International, Précédent en euros, Cours en euros, Cours en francs, % Var. veille, Paiement dernier coupon (1)

Table of international stock prices with columns: International, Précédent en euros, Cours en euros, Cours en francs, % Var. veille, Paiement dernier coupon (1)

ABRÉVIATIONS B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes. SYMBOLES 1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché; ▲ contrat d'animation; * = offert; B = demandé; ↑ offre réduite; ↓ demande réduite; ♦ cours précédent. DERNIÈRE COLONNE RM (1): Lundi date mardi % variation 31/12; Mardi date mercredi: montant du coupon en euros; Mercredi date jeudi: paiement dernier coupon; Jeudi date vendredi: compensation; Vendredi date samedi: nominal.

NOUVEAU MARCHÉ

MARDI 23 MARS Une sélection. Cours relevés à 17h 35 Table with columns: Valeurs, Cours en euros, Cours en francs, % Var. veille

Advertisement for Volkswagen Bora. Text: 'Bora. Tous les prétextes sont bons'. Includes image of the car and VW logo. Below the car is a 'SECOND MARCHÉ' section with a table of stock prices for companies like ARKOPHARMA, ASSUR.BQ.POP, ASSYSTEM, BENETEAU CB, BISC, BOIRON, BOISSIET, BOZEL CHANO, BONDUELLE, BOURGEOIS, BRICE, BRICORAMA, BUC S.A., VALORUM, ADA, ALGECO, and APRIL S.A.#.

Table of stock prices for various companies including ARKOPHARMA, ASSUR.BQ.POP, ASSYSTEM, BENETEAU CB, BISC, BOIRON, BOISSIET, BOZEL CHANO, BONDUELLE, BOURGEOIS, BRICE, BRICORAMA, BUC S.A., VALORUM, ADA, ALGECO, and APRIL S.A.#.

SICAV FCP

Table of SICAV and FCP funds including AGIPI, ANTIQONE TRÉSORIE, NATIO COURT TERME, NATIO COURT TERME 2, NATIO EPARGNE, NATIO EP. CROISSANCE, NATIO EP. PATRIMOINE, NATIO EPARG. RETRAITE, NATIO EPARGNE TRÉSOR, NATIO EURO VALEURS, NATIO EURO OBLIG., NATIO EURO PERSPECT, NATIO IMMOBILIER, NATIO INTER, NATIO MONÉTAIRE C, NATIO MONÉTAIRE D, NATIO OBLIG. L, NATIO OBLIG. MT C, NATIO OBLIG. MT D, NATIO OPPORTUNITÉS, NATIO PLACEMENT C, NATIO PLACEMENT D, NATIO REVENUS, NATIO SÉCURITÉ, NATIO VALEURS, BANQUE POPULAIRE ASSET MANAGEMENT, MONEDEN, CDC Asset Management, LIVRET B. INV.D PEA, NORD SUD DÉVELOP. C.

Table of stock prices for various companies including NORD SUD DÉVELOP. D, MULTI-PROMOTEURS CCBP-CDC, PATRIMOINE RETRAITE C, PATRIMOINE RETRAITE D, Minitel, FONSIACV C, FONSIACV D, CAISSE D'ÉPARGNE, ÉCUR. ACT. FUT.D PEA, ÉCUR. CAPITALISATION C, ÉCUR. EXPANSION C, ÉCUR. GÉOVALEURS C, ÉCUR. INVESTIS. D PEA, ÉC. MONET.C/10 30/1/98, ÉC. MONET.D/10 30/1/98, ÉCUR. TRÉSORERIE C, ÉCUR. TRÉSORERIE D, ÉCUR. TRIMESTRIEL D, ÉPARCOURT-SICAV D, EURODYND, GÉOPTIM D, GÉOPTIM C, HORIZON C, PRÉVOYANCE ÉCUR. D, INDOCAM VAL. RESTR., INDOCAM VAL. RESTR. C, OPTALIS DYNAMIQ., OPTALIS ÉQUILIB. C, OPTALIS ÉQUILIB. D, OPTALIS EXPANSION C, OPTALIS EXPANSION D, OPTALIS SÉRÉNITÉ D, OPTALIS SÉRÉNITÉ C, PACTE SOL LOGEM., PACTE VERT T. MONDE., INDOCAM VAL. RESTR., INDOCAM VAL. RESTR. C, INDOCAM VAL. RESTR. D, INDOCAM VAL. RESTR. E, INDOCAM VAL. RESTR. F, INDOCAM VAL. RESTR. G, INDOCAM VAL. RESTR. H, INDOCAM VAL. RESTR. I, INDOCAM VAL. RESTR. J, INDOCAM VAL. RESTR. K, INDOCAM VAL. RESTR. L, INDOCAM VAL. RESTR. M, INDOCAM VAL. RESTR. N, INDOCAM VAL. RESTR. O, INDOCAM VAL. RESTR. P, INDOCAM VAL. RESTR. Q, INDOCAM VAL. RESTR. R, INDOCAM VAL. RESTR. S, INDOCAM VAL. RESTR. T, INDOCAM VAL. RESTR. U, INDOCAM VAL. RESTR. V, INDOCAM VAL. RESTR. W, INDOCAM VAL. RESTR. X, INDOCAM VAL. RESTR. Y, INDOCAM VAL. RESTR. Z, INDOCAM VAL. RESTR. AA, INDOCAM VAL. RESTR. AB, INDOCAM VAL. RESTR. AC, INDOCAM VAL. RESTR. AD, INDOCAM VAL. RESTR. AE, INDOCAM VAL. RESTR. AF, INDOCAM VAL. RESTR. AG, INDOCAM VAL. RESTR. AH, INDOCAM VAL. RESTR. AI, INDOCAM VAL. RESTR. AJ, INDOCAM VAL. RESTR. AK, INDOCAM VAL. RESTR. AL, INDOCAM VAL. RESTR. AM, INDOCAM VAL. RESTR. AN, INDOCAM VAL. RESTR. AO, INDOCAM VAL. RESTR. AP, INDOCAM VAL. RESTR. AQ, INDOCAM VAL. RESTR. AR, INDOCAM VAL. RESTR. AS, INDOCAM VAL. RESTR. AT, INDOCAM VAL. RESTR. AU, INDOCAM VAL. RESTR. AV, INDOCAM VAL. RESTR. AW, INDOCAM VAL. RESTR. AX, INDOCAM VAL. RESTR. AY, INDOCAM VAL. RESTR. AZ, INDOCAM VAL. RESTR. BA, INDOCAM VAL. RESTR. BB, INDOCAM VAL. RESTR. BC, INDOCAM VAL. RESTR. BD, INDOCAM VAL. RESTR. BE, INDOCAM VAL. RESTR. BF, INDOCAM VAL. RESTR. BG, INDOCAM VAL. RESTR. BH, INDOCAM VAL. RESTR. BI, INDOCAM VAL. RESTR. BJ, INDOCAM VAL. RESTR. BK, INDOCAM VAL. RESTR. BL, INDOCAM VAL. RESTR. BM, INDOCAM VAL. RESTR. BN, INDOCAM VAL. RESTR. BO, INDOCAM VAL. RESTR. BP, INDOCAM VAL. RESTR. BQ, INDOCAM VAL. RESTR. BR, INDOCAM VAL. RESTR. BS, INDOCAM VAL. RESTR. BT, INDOCAM VAL. RESTR. BU, INDOCAM VAL. RESTR. BV, INDOCAM VAL. RESTR. BW, INDOCAM VAL. RESTR. BX, INDOCAM VAL. RESTR. BY, INDOCAM VAL. RESTR. BZ, INDOCAM VAL. RESTR. CA, INDOCAM VAL. RESTR. CB, INDOCAM VAL. RESTR. CC, INDOCAM VAL. RESTR. CD, INDOCAM VAL. RESTR. CE, INDOCAM VAL. RESTR. CF, INDOCAM VAL. RESTR. CG, INDOCAM VAL. RESTR. CH, INDOCAM VAL. RESTR. CI, INDOCAM VAL. RESTR. CJ, INDOCAM VAL. RESTR. CK, INDOCAM VAL. RESTR. CL, INDOCAM VAL. RESTR. CM, INDOCAM VAL. RESTR. CN, INDOCAM VAL. RESTR. CO, INDOCAM VAL. RESTR. CP, INDOCAM VAL. RESTR. CQ, INDOCAM VAL. RESTR. CR, INDOCAM VAL. RESTR. CS, INDOCAM VAL. RESTR. CT, INDOCAM VAL. RESTR. CU, INDOCAM VAL. RESTR. CV, INDOCAM VAL. RESTR. CW, INDOCAM VAL. RESTR. CX, INDOCAM VAL. RESTR. CY, INDOCAM VAL. RESTR. CZ, INDOCAM VAL. RESTR. DA, INDOCAM VAL. RESTR. DB, INDOCAM VAL. RESTR. DC, INDOCAM VAL. RESTR. DD, INDOCAM VAL. RESTR. DE, INDOCAM VAL. RESTR. DF, INDOCAM VAL. RESTR. DG, INDOCAM VAL. RESTR. DH, INDOCAM VAL. RESTR. DI, INDOCAM VAL. RESTR. DJ, INDOCAM VAL. RESTR. DK, INDOCAM VAL. RESTR. DL, INDOCAM VAL. RESTR. DM, INDOCAM VAL. RESTR. DN, INDOCAM VAL. RESTR. DO, INDOCAM VAL. RESTR. DP, INDOCAM VAL. RESTR. DQ, INDOCAM VAL. RESTR. DR, INDOCAM VAL. RESTR. DS, INDOCAM VAL. RESTR. DT, INDOCAM VAL. RESTR. DU, INDOCAM VAL. RESTR. DV, INDOCAM VAL. RESTR. DW, INDOCAM VAL. RESTR. DX, INDOCAM VAL. RESTR. DY, INDOCAM VAL. RESTR. DZ, INDOCAM VAL. RESTR. EA, INDOCAM VAL. RESTR. EB, INDOCAM VAL. RESTR. EC, INDOCAM VAL. RESTR. ED, INDOCAM VAL. RESTR. EE, INDOCAM VAL. RESTR. EF, INDOCAM VAL. RESTR. EG, INDOCAM VAL. RESTR. EH, INDOCAM VAL. RESTR. EI, INDOCAM VAL. RESTR. EJ, INDOCAM VAL. RESTR. EK, INDOCAM VAL. RESTR. EL, INDOCAM VAL. RESTR. EM, INDOCAM VAL. RESTR. EN, INDOCAM VAL. RESTR. EO, INDOCAM VAL. RESTR. EP, INDOCAM VAL. RESTR. EQ, INDOCAM VAL. RESTR. ER, INDOCAM VAL. RESTR. ES, INDOCAM VAL. RESTR. ET, INDOCAM VAL. RESTR. EU, INDOCAM VAL. RESTR. EV, INDOCAM VAL. RESTR. EW, INDOCAM VAL. RESTR. EX, INDOCAM VAL. RESTR. EY, INDOCAM VAL. RESTR. EZ, INDOCAM VAL. RESTR. FA, INDOCAM VAL. RESTR. FB, INDOCAM VAL. RESTR. FC, INDOCAM VAL. RESTR. FD, INDOCAM VAL. RESTR. FE, INDOCAM VAL. RESTR. FF, INDOCAM VAL. RESTR. FG, INDOCAM VAL. RESTR. FH, INDOCAM VAL. RESTR. FI, INDOCAM VAL. RESTR. FJ, INDOCAM VAL. RESTR. FK, INDOCAM VAL. RESTR. FL, INDOCAM VAL. RESTR. FM, INDOCAM VAL. RESTR. FN, INDOCAM VAL. RESTR. FO, INDOCAM VAL. RESTR. FP, INDOCAM VAL. RESTR. FQ, INDOCAM VAL. RESTR. FR, INDOCAM VAL. RESTR. FS, INDOCAM VAL. RESTR. FT, INDOCAM VAL. RESTR. FU, INDOCAM VAL. RESTR. FV, INDOCAM VAL. RESTR. FW, INDOCAM VAL. RESTR. FX, INDOCAM VAL. RESTR. FY, INDOCAM VAL. RESTR. FZ, INDOCAM VAL. RESTR. GA, INDOCAM VAL. RESTR. GB, INDOCAM VAL. RESTR. GC, INDOCAM VAL. RESTR. GD, INDOCAM VAL. RESTR. GE, INDOCAM VAL. RESTR. GF, INDOCAM VAL. RESTR. GG, INDOCAM VAL. RESTR. GH, INDOCAM VAL. RESTR. GI, INDOCAM VAL. RESTR. GJ, INDOCAM VAL. RESTR. GK, INDOCAM VAL. RESTR. GL, INDOCAM VAL. RESTR. GM, INDOCAM VAL. RESTR. GN, INDOCAM VAL. RESTR. GO, INDOCAM VAL. RESTR. GP, INDOCAM VAL. RESTR. GQ, INDOCAM VAL. RESTR. GR, INDOCAM VAL. RESTR. GS, INDOCAM VAL. RESTR. GT, INDOCAM VAL. RESTR. GU, INDOCAM VAL. RESTR. GV, INDOCAM VAL. RESTR. GW, INDOCAM VAL. RESTR. GX, INDOCAM VAL. RESTR. GY, INDOCAM VAL. RESTR. GZ, INDOCAM VAL. RESTR. HA, INDOCAM VAL. RESTR. HB, INDOCAM VAL. RESTR. HC, INDOCAM VAL. RESTR. HD, INDOCAM VAL. RESTR. HE, INDOCAM VAL. RESTR. HF, INDOCAM VAL. RESTR. HG, INDOCAM VAL. RESTR. HH, INDOCAM VAL. RESTR. HI, INDOCAM VAL. RESTR. HJ, INDOCAM VAL. RESTR. HK, INDOCAM VAL. RESTR. HL, INDOCAM VAL. RESTR. HM, INDOCAM VAL. RESTR. HN, INDOCAM VAL. RESTR. HO, INDOCAM VAL. RESTR. HP, INDOCAM VAL. RESTR. HQ, INDOCAM VAL. RESTR. HR, INDOCAM VAL. RESTR. HS, INDOCAM VAL. RESTR. HT, INDOCAM VAL. RESTR. HU, INDOCAM VAL. RESTR. HV, INDOCAM VAL. RESTR. HW, INDOCAM VAL. RESTR. HX, INDOCAM VAL. RESTR. HY, INDOCAM VAL. RESTR. HZ, INDOCAM VAL. RESTR. IA, INDOCAM VAL. RESTR. IB, INDOCAM VAL. RESTR. IC, INDOCAM VAL. RESTR. ID, INDOCAM VAL. RESTR. IE, INDOCAM VAL. RESTR. IF, INDOCAM VAL. RESTR. IG, INDOCAM VAL. RESTR. IH, INDOCAM VAL. RESTR. II, INDOCAM VAL. RESTR. IJ, INDOCAM VAL. RESTR. IK, INDOCAM VAL. RESTR. IL, INDOCAM VAL. RESTR. IM, INDOCAM VAL. RESTR. IN, INDOCAM VAL. RESTR. IO, INDOCAM VAL. RESTR. IP, INDOCAM VAL. RESTR. IQ, INDOCAM VAL. RESTR. IR, INDOCAM VAL. RESTR. IS, INDOCAM VAL. RESTR. IT, INDOCAM VAL. RESTR. IU, INDOCAM VAL. RESTR. IV, INDOCAM VAL. RESTR. IW, INDOCAM VAL. RESTR. IX, INDOCAM VAL. RESTR. IY, INDOCAM VAL. RESTR. IZ, INDOCAM VAL. RESTR. JA, INDOCAM VAL. RESTR. JB, INDOCAM VAL. RESTR. JC, INDOCAM VAL. RESTR. JD, INDOCAM VAL. RESTR. JE, INDOCAM VAL. RESTR. JF, INDOCAM VAL. RESTR. JG, INDOCAM VAL. RESTR. JH, INDOCAM VAL. RESTR. JI, INDOCAM VAL. RESTR. JJ, INDOCAM VAL. RESTR. JK, INDOCAM VAL. RESTR. JL, INDOCAM VAL. RESTR. JM, INDOCAM VAL. RESTR. JN, INDOCAM VAL. RESTR. JO, INDOCAM VAL. RESTR. JP, INDOCAM VAL. RESTR. JQ, INDOCAM VAL. RESTR. JR, INDOCAM VAL. RESTR. JS, INDOCAM VAL. RESTR. JT, INDOCAM VAL. RESTR. JU, INDOCAM VAL. RESTR. JV, INDOCAM VAL. RESTR. JW, INDOCAM VAL. RESTR. JX, INDOCAM VAL. RESTR. JY, INDOCAM VAL. RESTR. JZ, INDOCAM VAL. RESTR. KA, INDOCAM VAL. RESTR. KB, INDOCAM VAL. RESTR. KC, INDOCAM VAL. RESTR. KD, INDOCAM VAL. RESTR. KE, INDOCAM VAL. RESTR. KF, INDOCAM VAL. RESTR. KG, INDOCAM VAL. RESTR. KH, INDOCAM VAL. RESTR. KI, INDOCAM VAL. RESTR. KJ, INDOCAM VAL. RESTR. KK, INDOCAM VAL. RESTR. KL, INDOCAM VAL. RESTR. KM, INDOCAM VAL. RESTR. KN, INDOCAM VAL. RESTR. KO, INDOCAM VAL. RESTR. KP, INDOCAM VAL. RESTR. KQ, INDOCAM VAL. RESTR. KR, INDOCAM VAL. RESTR. KS, INDOCAM VAL. RESTR. KT, INDOCAM VAL. RESTR. KU, INDOCAM VAL. RESTR. KV, INDOCAM VAL. RESTR. KW, INDOCAM VAL. RESTR. KX, INDOCAM VAL. RESTR. KY, INDOCAM VAL. RESTR. KZ, INDOCAM VAL. RESTR. LA, INDOCAM VAL. RESTR. LB, INDOCAM VAL. RESTR. LC, INDOCAM VAL. RESTR. LD, INDOCAM VAL. RESTR. LE, INDOCAM VAL. RESTR. LF, INDOCAM VAL. RESTR. LG, INDOCAM VAL. RESTR. LH, INDOCAM VAL. RESTR. LI, INDOCAM VAL. RESTR. LJ, INDOCAM VAL. RESTR. LK, INDOCAM VAL. RESTR. LL, INDOCAM VAL. RESTR. LM, INDOCAM VAL. RESTR. LN, INDOCAM VAL. RESTR. LO, INDOCAM VAL. RESTR. LP, INDOCAM VAL. RESTR. LQ, INDOCAM VAL. RESTR. LR, INDOCAM VAL. RESTR. LS, INDOCAM VAL. RESTR. LT, INDOCAM VAL. RESTR. LU, INDOCAM VAL. RESTR. LV, INDOCAM VAL. RESTR. LW, INDOCAM VAL. RESTR. LX, INDOCAM VAL. RESTR. LY, INDOCAM VAL. RESTR. LZ, INDOCAM VAL. RESTR. MA, INDOCAM VAL. RESTR. MB, INDOCAM VAL. RESTR. MC, INDOCAM VAL. RESTR. MD, INDOCAM VAL. RESTR. ME, INDOCAM VAL. RESTR. MF, INDOCAM VAL. RESTR. MG, INDOCAM VAL. RESTR. MH, INDOCAM VAL. RESTR. MI, INDOCAM VAL. RESTR. MJ, INDOCAM VAL. RESTR. MK, INDOCAM VAL. RESTR. ML, INDOCAM VAL. RESTR. MM, INDOCAM VAL. RESTR. MN, INDOCAM VAL. RESTR. MO, INDOCAM VAL. RESTR. MP, INDOCAM VAL. RESTR. MQ, INDOCAM VAL. RESTR. MR, INDOCAM VAL. RESTR. MS, INDOCAM VAL. RESTR. MT, INDOCAM VAL. RESTR. MU, INDOCAM VAL. RESTR. MV, INDOCAM VAL. RESTR. MW, INDOCAM VAL. RESTR. MX, INDOCAM VAL. RESTR. MY, INDOCAM VAL. RESTR. MZ, INDOCAM VAL. RESTR. NA, INDOCAM VAL. RESTR. NB, INDOCAM VAL. RESTR. NC, INDOCAM VAL. RESTR. ND, INDOCAM VAL. RESTR. NE, INDOCAM VAL. RESTR. NF, INDOCAM VAL. RESTR. NG, INDOCAM VAL. RESTR. NH, INDOCAM VAL. RESTR. NI, INDOCAM VAL. RESTR. NJ, INDOCAM VAL. RESTR. NK, INDOCAM VAL. RESTR. NL, INDOCAM VAL. RESTR. NM, INDOCAM VAL. RESTR. NN, INDOCAM VAL. RESTR. NO, INDOCAM VAL. RESTR. NP, INDOCAM VAL. RESTR. NQ, INDOCAM VAL. RESTR. NR, INDOCAM VAL. RESTR. NS, INDOCAM VAL. RESTR. NT, INDOCAM VAL. RESTR. NU, INDOCAM VAL. RESTR. NV, INDOCAM VAL. RESTR. NW, INDOCAM VAL. RESTR. NX, INDOCAM VAL. RESTR. NY, INDOCAM VAL. RESTR. NZ, INDOCAM VAL. RESTR. OA, INDOCAM VAL. RESTR. OB, INDOCAM VAL. RESTR. OC, INDOCAM VAL. RESTR. OD, INDOCAM VAL. RESTR. OE, INDOCAM VAL. RESTR. OF, INDOCAM VAL. RESTR. OG, INDOCAM VAL. RESTR. OH, INDOCAM VAL. RESTR. OI, INDOCAM VAL. RESTR. OJ, INDOCAM VAL. RESTR. OK, INDOCAM VAL. RESTR. OL, INDOCAM VAL. RESTR. OM, INDOCAM VAL. RESTR. ON, INDOCAM VAL. RESTR. OO, INDOCAM VAL. RESTR. OP, INDOCAM VAL. RESTR. OQ, INDOCAM VAL. RESTR. OR, INDOCAM VAL. RESTR. OS, INDOCAM VAL. RESTR. OT, INDOCAM VAL. RESTR. OU, INDOCAM VAL. RESTR. OV, INDOCAM VAL. RESTR. OW, INDOCAM VAL. RESTR. OX, INDOCAM VAL. RESTR. OY, INDOCAM VAL. RESTR. OZ, INDOCAM VAL. RESTR. PA, INDOCAM VAL. RESTR. PB, INDOCAM VAL. RESTR. PC, INDOCAM VAL. RESTR. PD, INDOCAM VAL. RESTR. PE, INDOCAM VAL. RESTR. PF, INDOCAM VAL. RESTR. PG, INDOCAM VAL. RESTR. PH, INDOCAM VAL. RESTR. PI, INDOCAM VAL. RESTR. PJ, INDOCAM VAL. RESTR. PK, INDOCAM VAL. RESTR. PL, INDOCAM VAL. RESTR. PM, INDOCAM VAL. RESTR. PN, INDOCAM VAL. RESTR. PO, INDOCAM VAL. RESTR. PP, INDOCAM VAL. RESTR. PQ, INDOCAM VAL. RESTR. QR, INDOCAM VAL. RESTR. QS, INDOCAM VAL. RESTR. QT, INDOCAM VAL. RESTR. QU, INDOCAM VAL. RESTR. QV, INDOCAM VAL. RESTR. QW, INDOCAM VAL. RESTR. QX, INDOCAM VAL. RESTR. QY, INDOCAM VAL. RESTR. QZ, INDOCAM VAL. RESTR. RA, INDOCAM VAL. RESTR. RB, INDOCAM VAL. RESTR. RC, INDOCAM VAL. RESTR. RD, INDOCAM VAL. RESTR. RE, INDOCAM VAL. RESTR. RF, INDOCAM VAL. RESTR. RG, INDOCAM VAL. RESTR. RH, INDOCAM VAL. RESTR. RI, INDOCAM VAL. RESTR. RJ, INDOCAM VAL. RESTR. RK, INDOCAM VAL. RESTR. RL, INDOCAM VAL. RESTR. RM, INDOCAM VAL. RESTR. RN, INDOCAM VAL. RESTR. RO, INDOCAM VAL. RESTR. RP, INDOCAM VAL. RESTR. RQ, INDOCAM VAL. RESTR. RR, INDOCAM VAL. RESTR. RS, INDOCAM VAL. RESTR. RT, INDOCAM VAL. RESTR. RU, INDOCAM VAL. RESTR. RV, INDOCAM VAL. RESTR. RW, INDOCAM VAL. RESTR. RX, INDOCAM VAL. RESTR. RY, INDOCAM VAL. RESTR. RZ, INDOCAM VAL. RESTR. SA, INDOCAM VAL. RESTR. SB, INDOCAM VAL. RESTR. SC, INDOCAM VAL. RESTR. SD, INDOCAM VAL. RESTR. SE, INDOCAM VAL. RESTR. SF, INDOCAM VAL. RESTR. SG, INDOCAM VAL. RESTR. SH, INDOCAM VAL. RESTR. SI, INDOCAM VAL. RESTR. SJ, INDOCAM VAL. RESTR. SK, INDOCAM VAL. RESTR. SL, INDOCAM VAL. RESTR. SM, INDOCAM VAL. RESTR. SN, INDOCAM VAL. RESTR. SO, INDOCAM VAL. RESTR. SP, INDOCAM VAL. RESTR. SQ, INDOCAM VAL. RESTR. SR, INDOCAM VAL. RESTR. SS, INDOCAM VAL. RESTR. ST, INDOCAM VAL. RESTR. SU, INDOCAM VAL. RESTR. SV, INDOCAM VAL. RESTR. SW, INDOCAM VAL. RESTR. SX, INDOCAM VAL. RESTR. SY, INDOCAM VAL. RESTR. SZ, INDOCAM VAL. RESTR. TA, INDOCAM VAL. RESTR. TB, INDOCAM VAL. RESTR. TC, INDOCAM VAL. RESTR. TD, INDOCAM VAL. RESTR. TE, INDOCAM VAL. RESTR. TF, INDOCAM VAL. RESTR. TG, INDOCAM VAL. RESTR. TH, INDOCAM VAL. RESTR. TI, INDOCAM VAL. RESTR. TJ, INDOCAM VAL. RESTR. TK, INDOCAM VAL. RESTR. TL, INDOCAM VAL. RESTR. TM, INDOCAM VAL. RESTR. TN, INDOCAM VAL. RESTR. TO, INDOCAM VAL. RESTR. TP, INDOCAM VAL. RESTR. TQ, INDOCAM VAL. RESTR. TR, INDOCAM VAL. RESTR. TS, INDOCAM VAL. RESTR. TT, INDOCAM VAL. RESTR. TU, INDOCAM VAL. RESTR. TV, INDOCAM VAL. RESTR. TW, INDOCAM VAL. RESTR. TX, INDOCAM VAL. RESTR. TY, INDOCAM VAL. RESTR. TZ, INDOCAM VAL. RESTR. UA, INDOCAM VAL. RESTR. UB, INDOCAM VAL. RESTR. UC, INDOCAM VAL. RESTR. UD, INDOCAM VAL. RESTR. UE, INDOCAM VAL. RESTR. UF, INDOCAM VAL. RESTR. UG, INDOCAM VAL. RESTR. UH, INDOCAM VAL. RESTR. UI, INDOCAM VAL. RESTR. UJ, INDOCAM VAL. RESTR. UK, INDOCAM VAL. RESTR. UL, INDOCAM VAL. RESTR. UM, INDOCAM VAL. RESTR. UN, INDOCAM VAL. RESTR. UO, INDOCAM VAL. RESTR. UP, INDOCAM VAL. RESTR. UQ, INDOCAM VAL. RESTR. UR, INDOCAM VAL. RESTR. US, INDOCAM VAL. RESTR. UT, INDOCAM VAL. RESTR. UY, INDOCAM VAL. RESTR. UZ, INDOCAM VAL. RESTR. VA, INDOCAM VAL. RESTR. VB, INDOCAM VAL. RESTR. VC, INDOCAM VAL. RESTR. VD, INDOCAM VAL. RESTR. VE, INDOCAM VAL. RESTR. VF, INDOCAM VAL. RESTR. VG, INDOCAM VAL. RESTR. VH, INDOCAM VAL. RESTR. VI, INDOCAM VAL. RESTR. VJ, INDOCAM VAL. RESTR. VK, INDOCAM VAL. RESTR. VL, INDOCAM VAL. RESTR. VM, INDOCAM VAL. RESTR. VN, INDOCAM VAL. RESTR. VO, INDOCAM VAL. RESTR. VP, INDOCAM VAL. RESTR. VQ, INDOCAM VAL. RESTR. VR, INDOCAM VAL. RESTR. VS, INDOCAM VAL. RESTR. VT, INDOCAM VAL. RESTR. VU, INDOCAM VAL. RESTR. VV, INDOCAM VAL. RESTR. VW, INDOCAM VAL. RESTR. VX, INDOCAM VAL. RESTR. VY, INDOCAM VAL. RESTR. VZ, INDOCAM VAL. RESTR. WA, INDOCAM VAL. RESTR. WB, INDOCAM VAL. RESTR. WC, INDOCAM VAL. RESTR. WD, INDOCAM VAL. RESTR. WE, INDOCAM VAL. RESTR. WF, INDOCAM VAL. RESTR. WG, INDOCAM VAL. RESTR. WH, INDOCAM VAL. RESTR. WI, INDOCAM VAL. RESTR. WJ, INDOCAM VAL. RESTR. WK, INDOCAM VAL. RESTR. WL, INDOCAM VAL. RESTR. WM, INDOCAM VAL. RESTR. WN, INDOCAM VAL. RESTR. WO, INDOCAM VAL. RESTR. WP, INDOCAM VAL. RESTR. WQ, INDOCAM VAL. RESTR. WR, INDOCAM VAL. RESTR. WS, INDOCAM VAL. RESTR. WT, INDOCAM VAL. RESTR. WY, INDOCAM VAL. RESTR. WZ, INDOCAM VAL. RESTR. XA, INDOCAM VAL. RESTR. XB, INDOCAM VAL. RESTR. XC, INDOCAM VAL. RESTR. XD, INDOCAM VAL. RESTR. XE, INDOCAM VAL. RESTR. XF, INDOCAM VAL. RESTR. XG, INDOCAM VAL. RESTR. XH, INDOCAM VAL. RESTR. XI, INDOCAM VAL. RESTR. XJ, INDOCAM VAL. RESTR. XK, INDOCAM VAL. RESTR. XL, INDOCAM VAL. RESTR. XM, INDOCAM VAL. RESTR. XN, INDOCAM VAL. RESTR. XO, INDOCAM VAL. RESTR. XP, INDOCAM VAL. RESTR. XQ, INDOCAM VAL. RESTR. XR, INDOCAM VAL. RESTR. XS, INDOCAM VAL. RESTR. XT, INDOCAM VAL. RESTR. XU, INDOCAM VAL. RESTR. XV, INDOCAM VAL. RESTR. XW, INDOCAM VAL. RESTR. XY, INDOCAM VAL. RESTR. XZ, INDOCAM VAL. RESTR. YA, INDOCAM VAL. RESTR. YB, INDOCAM VAL. RESTR. YC, INDOCAM VAL. RESTR. YD, INDOCAM VAL. RESTR. YE, INDOCAM VAL. RESTR. YF, INDOCAM VAL. RESTR. YG, INDOCAM VAL. RESTR. YH, INDOCAM VAL. RESTR. YI, INDOCAM VAL. RESTR. YJ, INDOCAM VAL. RESTR. YK, INDOCAM VAL. RESTR. YL, INDOCAM VAL. RESTR. YM, INDOCAM VAL. RESTR. YN, INDOCAM VAL. RESTR. YO, INDOCAM VAL. RESTR. YP, INDOCAM VAL. RESTR. YQ, INDOCAM VAL. RESTR. YR, INDOCAM VAL. RESTR. YS, INDOCAM VAL. RESTR. YT, INDOCAM VAL. RESTR. YU, INDOCAM VAL. RESTR. YV, INDOCAM VAL. RESTR. YW, INDOCAM VAL. RESTR. YX, INDOCAM VAL. RESTR. YZ, INDOCAM VAL. RESTR. ZA, INDOCAM VAL. RESTR. ZB, INDOCAM VAL. RESTR. ZC, INDOCAM VAL. RESTR. ZD, INDOCAM VAL. RESTR. ZE, INDOCAM VAL. RESTR. ZF, INDOCAM VAL. RESTR. ZG, INDOCAM VAL. RESTR. ZH, INDOCAM VAL. RESTR. ZI, INDOCAM VAL. RESTR. ZJ, INDOCAM VAL. RESTR. ZK, INDOCAM VAL. RESTR. ZL, INDOCAM VAL. RESTR. ZM, INDOCAM VAL. RESTR. ZN, INDOCAM VAL. RESTR. ZO, INDOCAM VAL. RESTR. ZP, INDOCAM VAL. RESTR. ZQ, INDOCAM VAL. RESTR. ZR, INDOCAM VAL. RESTR. ZS, INDOCAM VAL. RESTR. ZT, INDOCAM VAL. RESTR. ZU, INDOCAM VAL. RESTR. ZV, INDOCAM VAL. RESTR. ZW, INDOCAM VAL. RESTR. ZX, INDOCAM VAL. RESTR. ZY, INDOCAM VAL. RESTR. ZZ

Table of stock prices for various companies including SLIVAFRANCE, SLIVAM, SLIVARENTE, SLIVINVENT, TRILION, CM EURO PEA, CM FRANCE ACTIONS, CM MID. ACT. FRANCE, CM MONDE ACTIONS, CM OBLIG. LONG TERME, CM OPTION DYNAM., CM OPTION ÉQUIL., CM OBLIG. COURT TERME, CM OBLIG. MOYEN TERME, CM OBLIG. QUATRE, FONDS communs de placements, CM OPTION MODÉRATION, LCF E DE ROTHSCHILD BANQUE, ASIE 2000, SAINT-HONORÉ CAPITAL, ST-HONORÉ MAR. EMER., ST-HONORÉ PACIORE, ST-HONORÉ VIE SANTÉ, AMPLITUDE AMÉRIQUE C, AMPLITUDE AMÉRIQUE D, AMPLITUDE EUROPE C, AMPLITUDE EUROPE D, AMPLITUDE MONDE C, AMPLITUDE MONDE D, AMPLITUDE PACIFIQUE C, AMPLITUDE PACIFIQUE D, ELANCIEL FRANCE D PEA, ELANCIEL EUROPE D PEA, EMERGENCE E-POST D PEA, GÉOBYLS C, GÉOBYLS D, INTENSYS C, INTENSYS D, KALEIS DYNAMISME C, KALEIS DYNAMISME D, KALEIS ÉQUILIBRE C, KALEIS ÉQUILIBRE D, KALEIS SÉRÉNITÉ C, KALEIS SÉRÉNITÉ D

AUJOURD'HUI

LE MONDE / JEUDI 25 MARS 1999

MÉDECINE La tuberculose est non seulement toujours active, mais plus menaçante que jamais. L'extension de l'épidémie a été très accélérée par l'irruption du sida, qui, dimi-

nuant progressivement les capacités immunitaires des malades, les rend plus vulnérables à l'infection et leur permet de disséminer les bacilles. ● SEULEMENT 16 % des malades

sont actuellement traités correctement, faute d'un engagement des gouvernements des pays touchés et de l'aide financière des pays riches. Un nouveau danger tuberculeux me-

nace : la dissémination de souches de bacilles résistants aux antibiotiques engendrées par des traitements insuffisants. ● LA DÉTÉRIORATION des services de santé dans

les pays de l'ex-URSS a entraîné un doublement des nouveaux cas annuels de tuberculose et l'infection en Russie d'au moins 20 000 personnes par des souches multirésistantes.

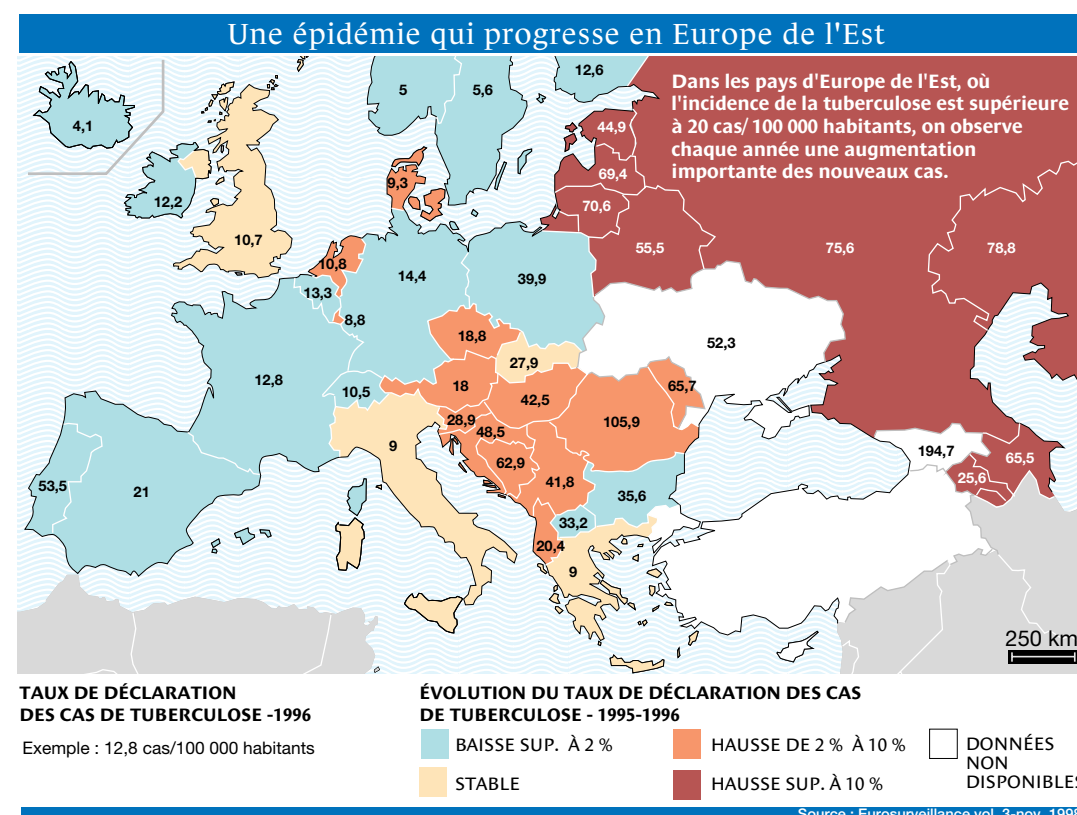
La lutte contre la tuberculose réclame un traitement politique

La Journée mondiale de la tuberculose, mercredi 24 mars, est l'occasion de s'interroger sur les raisons pour lesquelles cette maladie reste un problème de santé publique mondial

LA TUBERCULOSE a toujours été un indicateur fidèle et précis de la pauvreté d'un groupe humain et de l'accessibilité aux soins. Si le pays s'appauvrit ou si une partie de sa population est privée de soins, on note toujours un accroissement du nombre de nouveaux cas. La Journée mondiale de la tuberculose, mercredi 24 mars, est l'occasion de s'interroger sur les raisons pour lesquelles la tuberculose reste un problème de santé publique mondial.

Cette affection respiratoire, bien contrôlée dans les pays occidentaux, est redevenue un sujet de préoccupation pour les instances sanitaires internationales lorsque l'on s'est aperçu que les malades du sida développaient fréquemment la maladie, provoquant partout l'apparition d'épidémies. On estime à 8 millions le nombre de nouveaux cas annuels de tuberculose et entre 2,5 et 3 millions le nombre de morts. Déclarée « urgence globale » par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en 1993 - c'est la seule maladie à avoir obtenu ce statut -, elle a aujourd'hui réintégré le rang commun des maladies infectieuses.

La maladie aurait-elle été vaincue ? Malheureusement non. Il n'y a jamais eu autant de décès annuels dus à la tuberculose, alors qu'on ne l'a jamais mieux comprise et soignée : l'Union internationale contre la tuberculose et les maladies respiratoires (Uictmr) a développé une stratégie modèle, ensuite adoptée par l'OMS sous le nom de DOTS (traitement sous observation directe de faible durée), qui permet de prévenir l'apparition de souches multirésistantes. Le



traitement serait-il trop cher ? Au contraire, il a le meilleur rapport coût-efficacité : un traitement de huit mois coûte 130 francs et les prix peuvent encore baisser.

« STOP TB »

En dehors des pays développés et d'environ 10 % des pays en voie de développement, qui ont mis en œuvre avec succès un programme de lutte contre la tuberculose, la situation n'est guère brillante. Pas de

traitement ou, plus grave, des traitements insuffisants, inadaptés ou insuffisamment prolongés qui font le lit des souches multirésistantes quasi intraitables. L'OMS qui s'était donné pour but de détecter 70 % des tuberculeux infectieux, et de soigner correctement 85 % d'entre eux en l'an 2000, a revu ses prévisions et a repoussé l'échéance à 2005. Elle vient de lancer l'initiative « Stop TB » en partenariat avec la Banque mondiale, les Centers for

Disease Control and Prevention (CDC) américains et des organisations non gouvernementales dont l'Uictmr, l'American Lung Association, l'American Thoracic Society, l'Association royale néerlandaise de lutte contre la tuberculose.

Cette opération a pour but d'accélérer la mise en place des pro-

grammes et d'augmenter des investissements... dont on ne connaît pas le montant. Certes la Banque mondiale effectue des prêts mais les remboursements peuvent coûter très cher, ce qui conduit souvent à des interruptions de programme. On ne sait pas non plus quelles sommes l'OMS compte investir spécifiquement dans la tuberculose car ses programmes sont devenus « horizontaux », les maladies ne faisant plus l'objet d'un traitement spécifique. Cette situation est dangereuse car l'infrastructure du système de soins à mettre en place et à superviser est très particulière et n'autorise aucune rupture.

UNE COURSE DE VITESSE

En fait, la tuberculose a été négligée pendant trop longtemps par la communauté internationale. A l'entrée dans le nouveau millénaire, du fait d'erreurs et d'opportunités manquées, l'incidence de la tuberculose est en hausse - alimentée par l'épidémie de sida et l'apparition de résistances multiples aux médicaments -, les infrastructures sanitaires sont fréquemment détériorées et les gouvernements s'en désintéressent. La pauvreté qui s'étend dans les pays en voie de développement et dans les groupes les plus vulnérables des pays développés contribue à aggraver le problème.

« Cela devrait faire partie des droits de l'homme que d'avoir accès à un bon traitement antituberculeux », dit Anne Horgheim, re-

présentante de l'Association norvégienne de la santé pulmonaire et cardiaque. Elle considère qu'il est de la responsabilité politique de procurer à l'ensemble de la population l'accès aux soins de santé de base et que « ne pas le faire représente une violation des droits humains fondamentaux des gens pauvres ». Aussi préconise-t-elle un engagement conjoint des pays ayant à supporter le fardeau de la maladie et des pays riches.

Les acteurs de la lutte contre la tuberculose s'interrogent aujourd'hui sur le niveau d'engagement des gouvernements et, notamment, de l'OMS, de l'Union européenne et des agences de coopération nationales : Quelle proportion de leur budget sanitaire sont-ils prêts à engager ? Quels effectifs veulent-ils impliquer dans cette action ?

Ces questions restent, pour l'heure, sans réponse. Et pourtant, une course de vitesse est engagée. « Nous, membres des organisations non gouvernementales représentant les malades, avons le devoir d'exiger des comptes des gouvernements, des instances européennes et internationales, des organisations du système des Nations unies. Ce n'est qu'avec une volonté politique sans faille que nous arriverons à combattre le bacille », a ainsi déclaré le professeur Donald Enarson, directeur des activités scientifiques de l'Uictmr, à la veille de la Journée mondiale de la tuberculose.

Elisabeth Bursaux

Des multirésistances alarmantes en Russie

« **AUJOURD'HUI**, plus de 50 millions de personnes pourraient être infectées par des bacilles de Koch résistants aux médicaments. Or, pour certaines de ces souches multirésistantes, il n'existe pas de traitement accessible », a déclaré Donald Enarson, directeur des activités scientifiques de l'Union internationale contre la tuberculose et les maladies respiratoires (Uictmr), lundi 22 mars.

La tuberculose multirésistante se définit comme la résistance à, au moins, deux des médicaments antituberculeux les plus importants, l'isoniazide et la rifampicine. Les essais cliniques ayant porté sur le traitement de la tuberculose multirésistante ont été décevants parce qu'inefficaces malgré un coût prohibitif. Les autorités sanitaires craignent donc la dissémination par des tuberculeux de souches résistantes et la survenue d'épidémies incontrôlables.

Dans les pays développés, les cas de multirésistances restent rares, malgré une marginalisation qui éloigne une partie de la population du système de soins. C'est le cas des sans-abri. « Notre système de surveillance est suffisamment bien établi

pour qu'en France les nouveaux cas diminuent chaque année - environ 9 000 en 1998 - et qu'on n'ait compté que 41 cas de tuberculose multirésistante l'an dernier », rapporte le docteur Valérie Schwoebel, du Centre européen de surveillance épidémiologique du sida.

En Europe de l'Est et dans les pays de l'ex-Union soviétique, la crise économique et la destruction des systèmes de santé sont les premières responsables de l'extension de la tuberculose et du développement de souches multirésistantes sur le continent européen. Le pays qui a rapporté les chiffres les plus élevés d'infections par des souches multirésistantes est la Lituanie (14 % des nouveaux cas en 1996).

PROBLÈME FINANCIER

Mais c'est l'épidémie en Russie qui est la plus alarmante de par la taille de sa population. Sur près de 350 000 nouveaux cas déclarés chaque année en Europe, 200 000 viennent de l'ancienne URSS dont 110 000 de la seule Russie. La dislocation socio-économique et l'effondrement d'un système de contrôle monolithique de la tuberculose ont

conduit au doublement des taux de tuberculose (38/100 000 habitants en 1991, 74/100 000 en 1997). 20 000 personnes seraient aujourd'hui infectées par des souches multirésistantes.

Dans les prisons, la situation est catastrophique. Des chiffres cent fois supérieurs y sont relevés, avec des souches multirésistantes en proportion importante (jusqu'à 40 % des nouveaux cas). La Russie compte environ 1 000 établissements pénitentiaires qui hébergent 1 014 000 prisonniers. Faute d'autre moyen de coercition, la pratique de l'emprisonnement est majeure en Russie (740 prisonniers pour 100 000 habitants, contre 90 en France). « Le surpeuplement des prisons (cellules pour 40 prisonniers qui en accueillent 120), la quantité très insuffisante de nourriture et la quasi-absence de médicaments : tout concourt à faire flamber les épidémies de tuberculose », explique Youri Alexandrov de l'institut de recherches en santé publique de Russie et ancien directeur des prisons.

Mais, même dans des conditions aussi défavorables, lorsqu'un programme de lutte contre la tuberculose est financé, les résultats peuvent être excellents. L'Institut de santé de New York est l'un des principaux acteurs de la lutte contre la tuberculose dans cinq régions de Russie. Des programmes rigoureux suivant les recommandations de l'Union internationale contre la tuberculose sur le traitement sous observation directe, dit « DOTS », reprises par l'OMS, obtiennent jusqu'à 95 % de guérisons.

Là encore, le problème du traitement de la tuberculose est essentiellement financier. Avoir l'assurance d'un approvisionnement régulier de médicaments et de matériel de surveillance est un préalable indispensable à la mise en route d'un traitement. Il semble qu'en Russie seule l'aide internationale pourrait permettre d'empêcher une extension de l'épidémie et de la propagation des multirésistances.

E. Bx

LES TRAVERSÉES

CALAIS/DOUVRES





Page de gauche : barrière corallienne, océan Indien, voiles latines, sable immaculé, jeunes gens rêvant d'outre-mer, femmes d'islam, c'est toute la Côte swahilie convoquée dans un seul panorama du Kenya côtier.

Ci-contre, en haut : formidable construction en pierre de corail dominant Mombasa, Fort-Jesus fut, jusque vers 1730, « l'œil de Lisbonne » entre le Mozambique et Goa. Mis en valeur par un son et lumière, c'est aujourd'hui l'une des principales attractions du littoral avec ses vieux canons et son ancienne résidence des émirs musulmans qui succédèrent aux Portugais.

Ci-contre, en bas : pour les habitants du rivage swahili, mais aussi pour les dromadaires venus de Somalie et qui servent dans l'agriculture et le tourisme, le crépuscule sur la plage est le vrai moment de détente de la journée.



débite maintes tragédies qui se déroulèrent en ces murailles éléphantiques, telle l'aventure vers 1600 de José-Youssouf : jeune roi arabe des Swahilis sous protectorat lisboète, élevé et christianisé à Goa, marié à une beauté portugaise, trahissant ensuite ses maîtres, levant une flotte de pirates-corsaires musulmans contre les caravelles à la croix, et *in fine* tué vaillamment en combat naval.

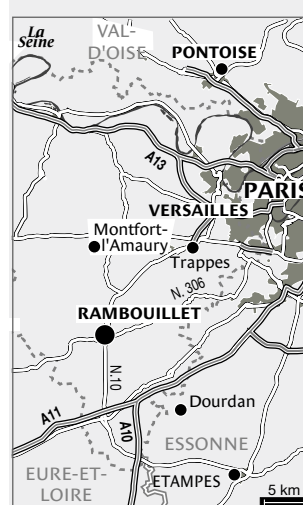
A Malindi, près d'une chapelle-paillote fondée en 1542, on vous sert l'anecdote plus paisible de saint François-Xavier s'arrêtant là, sur la route de Goa, pour y bénir l'inhumation de « deux pauvres matelots portugais victimes du scorbut ». Autour de la rade ensablée, qui a renoncé à concurrencer Mombasa, on glose maintenant sur une enseignante afro-kenyane : Wangari Maathai. « La Dominique Voynet de l'Est africain », ainsi décrite par un



Najib Balala, voyageur d'ascendance arabe et de langue swahilie, a été quelques mois le dynamique maire de Mombasa, mais a dû démissionner, menacé de mort par des mafieux.

reporter de *Rissala*, feuille islamiste, mène le mouvement Ceinture verte. Cette mama en boubou et tresses, agressée en janvier par des « vigiles » privés, dérange de gros intérêts en s'obstinant à sauver les forêts du Kenya, dont celle d'Arabouko-Sokoké, pour le moment paradis écologique sur le littoral swahili. Cette contrée a d'ailleurs été pionnière en matière d'environnement puisque, dès la décennie 80, les carrières de corail des Ciments Lafarge à Bambouri, près du marché de Bomboloulou, au nord de Mombasa, ont été comblées et complantées. C'est à présent un domaine public avec, autour de marigots et jacinthes d'eau et sous des ficus déjà énormes, hippopotames, sauriens et antilopes. Là se marient finalement le Kenya classique et la peu banale Côte swahilie.

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz



Week-end « moutons » à Rambouillet

La République a de beaux meubles. Le château de Rambouillet (Yvelines) accueille volontiers les grands de ce monde et, ces dernières semaines, il a ouvert ses portes aux négociateurs serbes et kosovars. L'édifice ne se résume pas pour autant à des murs à l'abri desquels l'histoire continue de s'écrire. Au fond du parc, une allée bordée de grands arbres conduit à la Bergerie nationale, haut lieu de l'élevage ovin français. C'est là que, les 27 et 28 mars, a lieu la traditionnelle tonte de moutons mérinos. Depuis deux siècles, en effet, a prospéré en ce lieu un prince de la race ovine. Reconnaisable à ses cornes en tire-bouchon et, surtout, à sa « cravate » – les généreux plis de son cou –, il fournit une laine de grande qualité. Chaque année, le public afflue pour admirer les as de la tonte qui, en un tournemain, « déshabillent » la bête. Ainsi, il ne faut pas plus de 50 secondes aux Australiens, champions du monde de la spécialité, pour mener l'affaire à bien. D'autres animations (démonstration de chiens de berger, par exemple) sont prévues durant ce week-end à la gloire du mérinos de Rambouillet. Outre sa passion pour les serrures, Louis XVI s'intéressait également à l'agriculture. C'est à lui que l'on doit cette Bergerie (royale, puis impériale, enfin nationale) ainsi que la « Laiterie de la reine » (ouverte au public de même que le curieux Pavillon des coquillages), construite à l'intention de Marie-Antoinette qui jouait volontiers à la fermière. En 1786, un troupeau de 400 mérinos acquis en Espagne (pays qui protégeait jalousement cette race) franchissait les portes de la Bergerie, au terme d'un périple de trois mois. Telle est l'origine du mérinos de Rambouillet réputé aujourd'hui dans le monde pour la finesse de ses brins de laine. Toute cette histoire « moutonnaire » est racontée aux visiteurs dans un musée hélas ! vieillot et qui aurait bien besoin d'être rénové. Edifiés par Louis XVI puis par Napoléon, les bâtiments sont, pour leur part, bien préservés et témoignent d'une originale architecture agricole mêlant à la fois l'utopie et le pragmatisme. L'ensemble tient du phalanstère et certains pourraient y voir l'ancêtre du kolkhoze. Aujourd'hui, la Bergerie – établissement public national – abrite un centre de formation agricole et un élevage polyvalent : ovins, bovins... et bufflonnes dont le lait est utilisé pour la fabrication de la « mozzarella ».

L'exploitation agricole, ouverte tous les jours au public, sert surtout de « ferme pédagogique » aux scolaires (40 000 par an) et commercialise les denrées produites. Faut de candidats, l'école de bergers a disparu en 1986. Charles De Gaulle aimait ce lieu où il venait philosopher avec le maître berger de l'époque sur l'art de conduire les troupeaux et les hommes.

A noter, aux mêmes dates, le concours international de tonte des moutons, à Embrun, dans les Hautes-Alpes (tél. : 04-92-43-72-72).

de notre correspondant à Orléans, Régis Guyotat

★ La Bergerie nationale (Parc du château, 78120 Rambouillet, tél. : 01-34-83-68-00) est ouverte du mercredi au dimanche, de 14 heures à 17 heures et les 27 et 28 mars, de 10 heures à 18 heures. Entrée conjointe avec le Musée du mouton : 25 F (3,81 €), gratuite pour les moins de 12 ans. Entrée pour le Château (fermé le mardi) : 32 F (4,87 €) et 21 F (3,20 €) pour les 12-25 ans. Office de tourisme de Rambouillet (tél. : 01-34-83-21-21) qui diffuse une carte multi-site (gratuite).

A tous prix

■ 2 990 F (456 €) : le week-end pascal à Venise ou à Florence, du 2 au 5 avril. A pile ou face. D'un côté, l'air salé, la lagune et les canaux bordés de palais Renaissance ; de l'autre, une lumière blonde baignant les collines de cyprès et d'oliviers, les dômes et les campaniles. Prix par personne avec le transport aérien de Paris sur vols spéciaux, les transferts, 3 nuits en chambre double en hôtel (« 4 étoiles » à Venise, « 3 étoiles » à Florence) avec petits déjeuners. Renseignements dans les agences de voyages et chez Euro Pauli (tél. : 01-42-86-97-04).

■ 3 870 F (590 €) : un week-end « art moderne » à Saint-Paul-de-Vence, village médiéval des Alpes-Maritimes. En vedette, la Fondation Maeght, deuxième Musée d'art moderne de France. Dans cet écrin décoré par Chagall et Miro, une collection allant de Bonnard à Matisse en passant par Léger, Tal Coat, Riopelle, Tapiès, etc. Du 1^{er} avril au 31 octobre, Jet Tours y propose des week-ends de 3 jours dans un Relais & Châteaux, le Saint-Paul, belle maison bourgeoise du XVI^e siècle. Prix par personne, avec l'avion de Paris ou Toulouse, 2 nuits en chambre double et demi-pension. Autres départs de province. Renseignements dans les agences et au 01-45-15-70-12.

■ 25 400 F (3 872 €) : un périple de 19 jours au Vietnam et au Cambodge, avec Explorator (tél. : 01 53 45 85 85). De la baie d'Along (2 jours en bateau) à la « forêt de pierres » des temples d'Angkor. A la rencontre des minorités du Tonkin et des vestiges des palais des mandarins à Hué. Du charme provincial d'Hanoï au cosmopolitisme de Saïgon. A pied, en minibus, en 4 x 4, en sampan et en train. Prix par personne (de 8 à 12 participants) avec le vol, l'hébergement en chambre double en hôtels simples (une nuit dans une famille), la pension complète, l'encadrement et les guides francophones. Départs les 24 avril et 16 octobre.



Un plaisir printanier le temps d'un week-end.

Envie de repos, de culture ou simplement de sortir de la routine... Toutes les raisons sont bonnes pour vous accorder ainsi qu'à votre famille ou à vos amis une pause Weekender Plus.

Chambre et petit déjeuner inclus
Prix attractif par chambre et par nuit avec buffet petit déjeuner inclus pour 2 adultes et 2 enfants de moins de 12 ans. En plus, les enfants peuvent choisir un plat gratuit du menu spécial Enfant et s'amuser avec les jeux de notre "Family Fun Library".

273 hôtels dans 189 destinations de rêve, en Europe et au-delà.

Pour en savoir plus, consultez la brochure Weekender Plus.

Pour votre brochure Weekender Plus ou pour toute réservation, appelez gratuitement le 0800 905 999. www.basshotels.com

Mauvais temps dans le Sud

JEUDI, la cellule anticyclonique s'efface et une dépression atlantique va s'installer sur le pays. La perturbation associée va lentement traverser le pays; elle se montre particulièrement active autour de la Méditerranée où le fort vent de sud-est exacerbe les pluies sur les contreforts exposés.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. - Le soleil du matin est vite contesté par des nuages qui gagnent toutes les contrées à la mi-journée. Quelques ondées affectent la Bretagne et les pays de Loire l'après-midi. Il fera de 13 à 16 degrés.

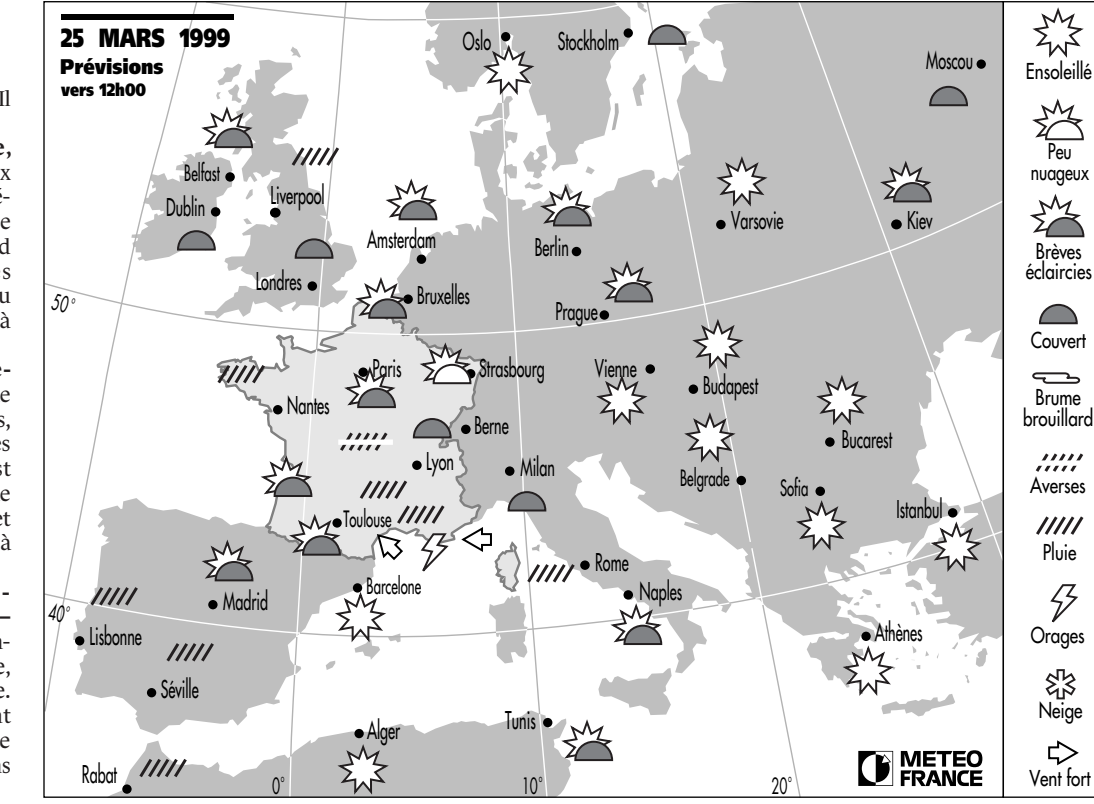
Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Du Nord aux Ardennes, le temps prend des allures printanières, le voile nuageux ne s'épaissit qu'en soirée. Plus au sud, le ciel s'ennuage dès la mi-journée et des ondées arrosent le Centre l'après-midi. Il fera de 15 à 17 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - Le soleil est masqué progressivement par des nuages qui atteignent la

frontière allemande l'après-midi. Il fera de 15 à 17 degrés.
Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - De nombreux nuages circulent dans le ciel et déversent ici ou là une ondée. Le temps se montre plus sec au pied des Pyrénées. En revanche, les pluies sont abondantes sur le sud du Tam et de l'Aveyron. Il fera de 17 à 20 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Le mauvais temps touche l'Ardèche où il pleut dru. Ailleurs, les nuages ne donnent que de rares ondées. En Savoie, le temps est même plutôt agréable. Le vent de sud souffle fort sur les hauteurs et en vallée du Rhône, jusqu'à 100 km/h. Il fera de 15 à 20 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Le mauvais temps concerne le Languedoc et l'ouest de la Provence, gagnant la Côte d'Azur en soirée. Les pluies sont particulièrement abondantes dans les Cévennes. Le Roussillon et la Corse sont moins arrosés.



LE CARNET DU VOYAGEUR

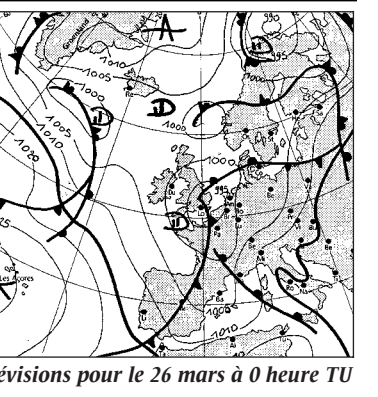
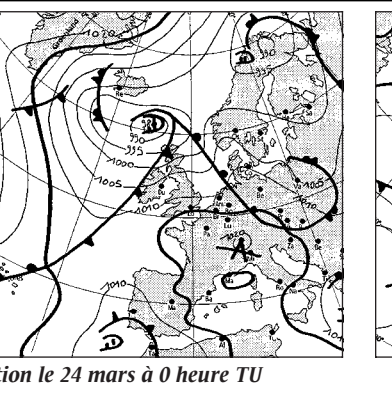
■ VOLS SECS. Aux amateurs d'escapades en Espagne et en Grèce, Go Voyages propose des vols à destination d'Ibiza (990 F TTC, A/R, 151 €, départ le 27 mars, retour le 3 avril), de Barcelone (990 F, 151 €, départ le 1^{er} avril, retour le 5), Heraklion (1 590 F, 242 €, départ le 5 avril, retour le 12) et Athènes (1 590 F, 242 €, départs les 4 et 11 avril). Renseignements au 0803-803-747.

■ HÔTELS. Après la sortie, en février, des guides 99 Sofitel, Accor publie les nouvelles éditions des guides des hôtels Formule 1, du réseau Etap Hotel et des hôtels Ibis. En avril paraîtra le guide « 3 000 hôtels Accor », qui regroupera les établissements de toutes ces marques ainsi que les hôtels « Jardins de Paris », Motel 6 et Parthénon. Guides disponibles dans les hôtels des réseaux. Renseignements au 0803-88-55-55 (Sofitel), 0803-88-44-44 (Novotel) et 0803-88-33-33 (Mercurie).

PRÉVISIONS POUR LE 25 MARS 1999
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

FRANCE métropole	NANCY	6/15 S	
AJACCIO	5/16 N	NANTES	8/15 P
BIARRITZ	9/17 N	NICE	9/16 N
BORDEAUX	8/19 N	PARIS	5/16 N
BOURGES	6/15 N	PAU	7/17 N
BREST	6/10 P	PERPIGNAN	12/18 P
CAEN	8/15 P	RENNES	7/14 P
CHERBOURG	5/13 P	ST-ETIENNE	6/15 N
CLERMONT-F.	8/17 N	STRASBOURG	2/16 S
DIJON	6/15 N	TOULOUSE	10/17 N
GRENOBLE	2/20 N	TOURS	7/16 N
LILLE	6/16 S	FRANCE outre-mer	
LIMOGES	9/13 P	CAYENNE	23/28 P
LYON	10/19 N	FORT-DE-FR.	24/29 N
MARSEILLE	9/13 P	NOUMEA	24/29 S

25/31 N	KIEV	-2/6 N	VENISE	6/14 N	LE CAIRE	12/20 S	
22/29 S	LISBONNE	6/12 P	VIENNE	5/16 S	MARRAKECH	7/16 N	
23/28 S	LIVERPOOL	7/11 P	AMÉRIQUES		NAIROBI	18/26 N	
EUROPE			BRASILIA	18/29 S	PRETORIA	18/26 N	
AMSTERDAM	5/15 N	LONDRES	8/16 C	BUENOS AIR.	RABAT	10/17 P	
ATHENES	9/17 S	LUXEMBOURG	6/13 N	23/30 N	TUNIS	13/20 N	
BARCELONE	12/17 S	MADRID	5/16 C	CHICAGO	-4/7 N	ASIE-OCÉANIE	
BELFAST	4/10 N	MILAN	-2/4 C	LIMA	20/25 C	BANGKOK	25/34 S
BELGRADE	7/17 S	MOSCOW	-2/5 C	LOS ANGELES	11/14 P	BOMBAY	22/31 P
BERLIN	4/17 N	MUNICH	-2/5 C	MEXICO	12/27 S	DJAKARTA	25/29 P
BERNE	1/13 C	NAPLES	-3/3 S	MONTREAL	-3/1 S	DUBAI	20/29 N
BRUXELLES	7/15 N	OSLO	-3/3 S	NEW YORK	4/9 S	HANOI	20/25 C
BUCAREST	-4/16 S	PALMA DE M.	9/19 S	SAN FRANCISCO	9/13 N	HONGKONG	21/25 N
BUDAPEST	6/16 S	PRAGUE	2/14 N	SANTIAGOCHI	12/27 S	JERUSALEM	11/18 S
COPENHAGUE	4/9 C	ROME	9/16 P	TORONTO	-3/5 S	NEW DEHLI	17/33 S
DUBLIN	3/10 C	SEVILLE	-1/12 S	WASHINGTON	4/12 S	PEKIN	6/14 N
FRANCFORT	7/18 C	ST-PETERSB.	-2/5 P	AFRIQUE		SEOUL	9/16 C
GENEVE	3/12 C	STOCKHOLM	3/7 C	ALGER	27/31 C	SINGAPOUR	27/31 C
HELSINKI	-4/4 P	TENERIFE	12/17 N	DAKAR	17/22 S	SYDNEY	21/27 N
ISTANBUL	6/10 S	VARSOVIE	3/14 S	KINSHASA	23/34 S	TOKYO	9/16 P



JARDINAGE

Bien planter des vivaces pour qu'elles prospèrent pendant longtemps

S'IL FAUT TOUJOURS apporter le plus grand soin à la plantation des arbustes et des arbres qu'ils soient fruitiers ou d'ornement, il ne faudrait pas croire que les vivaces puissent se contenter d'un simple petit trou, effectué au plan-toir, dans lequel il suffirait d'enfouir le contenu du godet de plastique dans lequel ces plantes sont vendues pour qu'elles poussent, embellissent et vivent de longues années. D'autant que certaines d'entre elles - les hémérocalles, les asters, les pivoines, les hostas, les arums, les hellébores, les acanthes et les delphiniums par exemple - sont justement destinées à rester des années au même endroit - parfois des décennies dans le cas des pivoines herbacées ou arbustives, ces dernières étant le plus souvent greffées sur des racines d'espèces herbacées.

Il y a quelques années, ayant des delphiniums à planter en fond de massif, où ces grandes vivaces se plaisent particulièrement, nous avions commencé à le faire sérieusement pour les cinq premiers puis, pris d'un accès de femme, nous avions planté les trois derniers à la va-vite.

Le résultat ? Les cinq premiers

ont très rapidement formé des touffes fortes grimpant à plus de 2 mètres de hauteur, tandis que les trois « maltraités » n'ont fait que végéter. Le printemps suivant leur arrivée dans le jardin, ils étaient à peine plus forts que l'année de leur plantation. Arrachés et replantés convenablement, ils ont eu tôt fait de rattraper leurs voisins.

Réputées pour pousser très len-

tement, les pivoines s'étoffent beaucoup plus rapidement si elles sont, elles aussi, plantées avec soin. De même les hostas dont les racines charnues et superficielles s'accrochent mal d'un sol compact, caillouteux et pauvre.

ESCARGOTS ET LIMACES

Donc, avant de planter une jeune touffe de vivace à longue vie, faire un trou de 40 centimètres

en tous sens. La terre doit être extraite de façon à pouvoir défoncer le fond du trou avec une fourche-bêche sur une quinzaine de centimètres de profondeur. Ensuite remettre la moitié de l'ancienne terre en la mélangeant à part égale avec du compost maison ou de l'Or brun et ajouter une poignée d'engrais complet en granulé. Tasser : la surface de la terre remblayée étant légèrement plus basse que le sol alentour. Enfin, creuser un trou au milieu et y installer la plante.

Si cette plante a été achetée en godet, l'en sortir et secouer ses racines de façon à les débarrasser de la moitié de la terre; planter puis arroser... et continuer d'arroser tout l'été. Ces conseils sont à appliquer aux pivoines, hémérocalles et delphiniums - ces derniers seront à surveiller étroitement pour les protéger contre les attaques nocturnes des escargots et des limaces et devront être rasés au niveau du sol dès leur floraison terminée. Bien arrosés et aidés d'un peu d'engrais liquide, ils fleuriront en septembre, de façon certes moins spectaculaire, mais ils accompagneront la remontée des rosiers avec lesquels ils se marient

si bien. Les roses de Noël (*helleborus niger* et *orientalis*) et les hostas sont un peu moins exigeants quant au volume du trou : leurs racines sont moins profondes. Très gourmandes et avides d'eau, les premières seront plantées à l'ombre si elle n'est pas trop épaisse ou, mieux encore, à un endroit ensoleillé le matin. Un trou de 20 centimètres en tous sens suffira dont la terre sera évacuée pour être remplacée par un mélange très riche - un tiers de l'ancien sol mélangé à deux tiers d'Or brun et à une poignée d'engrais complet. Débarrassés de la totalité de leur terre en remuant le contenu du godet dans un seau d'eau, les petits pieds d'hosta seront installés dans leur nouvelle terre et bien arrosés.

Les roses de Noël, plus frugales, seront plantées dans un sol simplement allégé avec du terreau... encore que nous en connaissons de superbes touffes qui poussent dans une terre dure, compacte et fleurissent abondamment depuis près de trente ans, sans soins. Elles se ressemblent même naturellement dans un environnement qui devrait leur être hostile et ont fait de nombreux heureux ! D'autant que

cette vivace, hautement instable dans son espèce *orientalis*, donne naissance à des plantes aux coloris déclinant le violet et le mauve de façon subtile.

Adaptés aux autres vivaces, simplifiés dans le cas des plantes solides comme les asters et les reines marguerites, les phlox et les anémones du Japon, ces conseils valent pour les astilbes - communément appelés reines des prés -, ou les lupins - dont la culture, simplissime dans certains jardins, impossible dans d'autres, cause tant de désagréments à de nombreux jardiniers. Ils n'apprécient pas le calcaire, mais ils n'aiment surtout pas pousser là où on veut qu'ils poussent et prennent un malin plaisir à se ressemer là où ils veulent.

Pour ceux-là, un petit conseil quand même : ne pas les acheter en godet, mais les semer sur place dans un trou de 20 centimètres en tous sens rempli de terre de bruyère et de terreau mélangé. Trois ou quatre graines sous 2 centimètres de terre germeront vite. Un mois plus tard, la plus belle plantule sera conservée.

Alain Lompech

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 99071

SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).

12x12 crossword puzzle grid with numbers 1-12 and letters I-X.

HORIZONTALEMENT

1. Bien meilleur à la Sainte-Catherine. - II. Replié pour favoriser son I horizontal. Obstacle pour la monture. - III. Sérieuse tendance à ne rien prendre au sérieux. Mer retournée. - IV. Couvertures. Depuis qu'il est déchu, il fait tout pour nous séduire. - V. Associe. Payé pour descendre. Prépare les maîtres de demain. - VI. Malotru et faux naïf. Ville chinoise. - VII. Touchées dans tous les sens. Lettres de Slovaquie. - VIII. Garniture des vieilles branches. Fit dans la sub-

VERTICALEMENT

1. Mettent les légumes à nu. - 2. Ami d'enfance. - 3. Marque du temps. Danse enfantine. - 4. Précepteur d'Alexandre, il fonda le Lycée. - 5. Démonstratif. Met les chiffres en rang. - 6. Forme poétique. Eaux pyrénéennes. - 7. En tenue pour prendre la pose. Lissent à la longue. - 8. La plume à

la main, il a traversé la guerre du mauvais côté. - 9. Fait le lune au fond des mers. Posture du yogi. - 10. Sa mise est procédurière. Bout de navet. - 11. Le pouvoir l'a rendu fou. Attaque à belles dents. - 12. Précieuse pièce de rechange.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 99070

HORIZONTALEMENT

I. Sous-location. - II. A priori. Elle. - III. Ut. Annales. - IV. Vitamines. - V. Am. Visagiste. - VI. G. S. No. Onces. - VII. Embruns. GI. - VIII. IUT. On. Air. - IX. Nurseries. Ça. - X. Sié. Entrain.

VERTICALEMENT

1. Sauvageons. - 2. Optimum. Ui. - 3. Ur. Sbrre. - 4. Sicav. Ruse. - 5. Lô. Minute. - 6. Oraison. Ré. - 7. Cinna. Soim. - 8. Négo. Net. - 9. Teasing. Sr. - 10. Ill. Scia. - 11. Oléate. Ici. - 12. Nés. Estran.

BRIDGE

PROBLÈME N° 1833

UNE RUSE SIMPLE ET EFFICACE

Une ruse est d'autant plus efficace que son auteur est resté muet. La donne suivante, du championnat du monde de 1993, est typique car le contrat a chuté à la table où la défense est restée silencieuse.

Bridge hand diagram showing cards: ♠ 10 8 6 4, ♥ 5 3, ♦ A V 3, ♣ A V 9 4, ♠ R V 3, ♥ 7 4, ♦ D 10 9 6, ♣ D 10 6, ♠ A D 2, ♥ D 10 9 8 6 2, ♦ R 5, ♣ R 7.

Ann. : S. don. E.-O. vuln.

Sud	Ouest	Nord	Est
1♥	1♠	1♠	1♠
2♥	2♠	3♥	3♥
4♥	3♠	3♠	3♠

Ouest entama le 7 de Carreau pour le Valet, la Dame et le Roi de Sud qui monta au mort par l'As de Carreau

afin de jouer le 3 de Cœur et de fournir le 10 de Cœur. Comment Michel Perron, en Ouest, a-t-il joué pour essayer de faire chuter QUATRE CŒURS ?

Réponse

En Ouest, Perron prit sans hésiter avec le Roi de Cœur et il continua Carreau. Sud coupa, puis, pour défausser son petit Pique perdant, il tira le Roi de Trèfle et, après avoir fait l'impasse à Trèfle, il jeta le 2 de Pique sur l'As de Trèfle. Ensuite, pour ne donner que trois levées, il avait le choix : faire l'impasse au Roi de Pique ou l'impasse au Valet de Cœur. Comme cette dernière avait réussi une fois, Sud estima qu'elle offrait une meilleure chance que l'impasse au Roi de Pique.

Or Perron, après avoir pris avec le Valet de Cœur, fit chuter le contrat avec l'As de Cœur et le Roi de Pique de son partenaire... Un stratagème simple et sans risque.

En salle fermée, les enchères furent les mêmes, mais le Hollandais Jansen, en Ouest, avait cru bon de contrer 4 Cœurs. Le Français Hervé Mouiel, en Sud, estima que Ouest avait contré avec As Roi Valet de Cœur, et il joua sur les impasses au Roi de Pique et à la Dame de Trèfle pour dix levées.

LE DANGER DE LA ROUTINE

Le jeu de la carte demande toujours une grande concentration. Voici un bon exemple tiré d'un match joué en Grande-Bretagne. Cachez,

au début, les mains d'Est-Ouest et mettez-vous en Sud.

Bridge hand diagram showing cards: ♠ R 5 3, ♥ V 10 9, ♦ A V 7 2, ♣ D 4 2, ♠ D, ♥ 8 6 4, ♦ 9 6 5 4, ♣ R 10 8 5 3, ♠ A 10 9 8 4, ♥ 7, ♦ R 8, ♣ V 9 7 6.

Ann. : O. don. Pers. vuln.

Ouest	Nord	Est	Sud
1♠	1♠	2♠	3♥
3♠	4♥	3♥	3♥

Ouest ayant entamé la Dame de Pique, comment l'Anglais Jourdain, en Sud, a-t-il gagné QUATRE CŒURS contre toute défense ?

Note sur les enchères

L'ouverture de « 2 Piques » était un deux faible, une convention très utilisée en Amérique depuis que Vanderbilt l'avait créée il y a... soixante-dix ans ! Ce petit barrage est toujours gênant, mais, heureusement, Nord-Sud avaient suffisamment de jeu pour demander la manche à Cœur.

On notera que ce deux faible est maintenant une enchère courante en France.

Philippe Brugnon

CULTURE

LE MONDE / JEUDI 25 MARS 1999

CINÉMA Injustement oublié à Cannes, *The Hole*, de Tsai Ming-liang, réalisé pour Arte dans le cadre de la série « 2000 vu par », est une œuvre baroque magnifique, qui re-

lie Buster Keaton à Michelangelo Antonioni. ● **DANS UN ENTRETIEN** accordé au *Monde* en 1998, le réalisateur taïwanais évoquait la conception et les origines du film et parlait

de l'eau. ● **RÉALISÉ** en 1993 par le Chinois Xie Fei, *Les Femmes du lac aux âmes parfumées*, Ours d'or au Festival de Berlin, traite de l'émancipation des femmes en Chine. ● **SI-**

QIN GAOWA, son interprète principale, considère que « *les femmes subissent et acceptent leur sort, à la fois parce qu'elles y sont contraintes par le système et parce qu'elles l'ont*

intégré avec fatalisme ». ● **CES DEUX FILMS** confirment l'inventivité du cinéma chinois, à un moment où il est cependant menacé par Hollywood.

Tsai Ming-liang dénoue l'angoisse de l'an 2000 par l'absurde

The Hole. D'une parabole, le cinéaste taïwanais fait un conte à la fois sombre, luxuriant et enchanté, aux confins des univers de Buster Keaton et de Michelangelo Antonioni

Film taïwanais de Tsai Ming-liang. Avec Lee Kang-sheng, Yang Kuei-mei, Miao Tien, Tong Siang-chu. (1 h 30.)

Qui connaît l'œuvre si singulière de l'auteur des *Rebelles du dieu Néon*, de *Vive l'amour* et de *La Rivière* retrouvera sans difficulté la cohérence de son univers, cette noirceur angoissée devant la solitude des mégapoles contemporaines, cette poésie mélancolique des plans-séquences, cette puissance d'incarnation des corps filmés. Qui a suivi la série « 2000 vu par » sur Arte retrouvera l'un des plus beaux fleurons de cet ensemble exceptionnel, dont nombre des épisodes ont été commandés aux meilleurs jeunes réalisateurs contemporains.

Qui n'a rien vu avant, ni autre film de Tsai ni série télé, pourra découvrir *The Hole*, scandaleusement oublié par le jury au Festival de Cannes 1998, film magnifique, qui se suffit parfaitement à lui-même.

Il s'agit de la plus simple des paraboles, mettant en scène deux personnages habitant deux appartements situés l'un au-dessus de l'autre dans un grand immeuble moderne. Comme dans un texte de Kafka, un événement inexplicable



« *The Hole* », de Tsai Ming-liang, scandaleusement oublié par le jury au Festival de Cannes 1998.

(le percement d'un trou dans le plancher) engendre un enchaînement de conséquences dont la logique inexorable suscite un ensemble de micro-événements de plus en plus absurdes.

Il n'est pas très difficile d'inventer ce genre de petits ressorts scénaristiques, les courts-métrages et les bandes dessinées du monde entier en recèlent par milliers. Ce qui est difficile est d'y trouver la matière d'un récit bouleversant, enchanteur et révolté. Mais le rapport au monde de Tsai Ming-liang est si

inventif qu'on a plutôt le sentiment qu'il se restreint, à la fois très pouvoir jaillir, de la petite graine de fiction qu'il a plantée, une exubérance narrative et thématique sans limite.

Cette fertilité est du même élan celle de l'« histoire » et celle de la mise en scène : les précédentes réalisations de Tsai passaient pour austères, tout entières sous le signe de l'épure – à tort : elles fourmillaient de notations fantastiques, comiques, sentimentales...

Cette fois, tout en conservant



comme tonalité principale une lenteur inquiète et sombre, le cinéaste enchaîne comme en se jouant toutes les variations stylistiques, du documentaire social à la comédie musicale onirique. Tandis que, durant la nuit du 31 décembre 1999, nuit d'orage torrentielle annonciatrice d'on ne sait quelle apocalypse sans emphase ni trompette, un gigantesque immeuble figurant la cité des hommes à lui seul est le théâtre de l'étrange aventure entre elle et lui – les protagonistes n'ayant d'autre désignation que

« le garçon d'en haut » et « la femme d'en bas ».

La lenteur d'entomologiste avec laquelle Tsai filme faits et gestes des personnages les installe bientôt sur une ligne de crête entre burlesque et tragique. *The Hole* perce un tunnel qui relierait les œuvres d'inspiration de Buster Keaton et de Michelangelo Antonioni – œuvres effectivement mitoyennes.

La suspension du réalisme (temporel, événementiel, psychologique, etc.) imposé d'emblée par le style de la réalisation autorise peu à

peu tous les pas de côté. Ainsi de sa manière de faulxer dans cette trame sombre le motif coloré et sentimental de scènes chantées et dansées : faisant intrusion telles des farceurs venant interrompre le déroulement d'une histoire sérieuse, ces saynètes faussement issues de vieux films d'une MGM chinoise qui n'a pas existé, reprennent des « tubes » asiatiques des années 50.

LES TROIS UNITÉS

Elles zappent ironiquement la tension existentielle installée par la mise en scène, du même mouvement qu'elles renforcent, par contraste, aussi bien les inquiétudes très concrètes et actuelles – notamment sur l'environnement – que l'interrogation métaphysique qu'il recèle en se gardant bien d'en faire un discours. Tsai Ming-liang, qui vient du théâtre, respecte la règle des trois unités (une nuit, un immeuble, un couple de personnages). Mais au lieu d'en faire le moteur d'une concentration intérieure, comme dans le théâtre classique, il s'empare de ce principe pour, en authentique cinéaste baroque, en faire le ressort d'une extériorisation aux multiples ramifications.

J. M. F.

COMMENTAIRE

ALERTE SUR LA CHINE

L'un venu de Taïwan et l'autre de Chine populaire, deux films illustrent à nouveau la qualité du cinéma chinois, événement majeur de ces quinze dernières années dans le monde des images. Au-delà des singularités réelles et des « fétichismes » divers que leur découverte a suscités en Occident, il s'agit bien d'une cinématographie. Celle de l'aire chinoise, avec ses variantes taïwanaise et hongkongaise, mais aussi shanghaienne, cantonaise, etc., melting-pot nécessaire à la vitalité d'un cinéma qui peut s'appuyer sur le plus grand marché du monde.

Or le cinéma chinois court un danger mortel. Par intérêt à courte vue, les autorités de Pékin sont en train de brader l'imaginaire de leur peuple à Hollywood, qui a fait de la Chine la cible principale de l'immense puissance de feu de ses divisions marketing.

Disney en tête – avec *Mulan* –, suivi de près par Warner tandis que Murdoch prenait le détour de la télévision satellite (Star TV), l'industrie américaine a entrepris de conquérir l'Empire du Milieu. Tandis que les Européens négociaient yuan par yuan la vente d'une poignée de fleurons de notre culture, les Américains offraient à pleines brassées des superproductions. Avec pour seule contrepartie, que le gouvernement combatte la piraterie. Faire la police est un domaine dans lequel les autorités chinoises ont quelque efficacité. Cela fut fait.

Comme on le voit avec l'effacement sans gloire de cette « cinquième génération » symbolisée par Chen Kaige (otage des caciques de Pékin autant que de ceux de Canal Plus) ou Zhang Yimou, célibataire de ses *Epouses* et *Concubines*, ce qui est en jeu relève d'une arithmétique simple. Si une autre grande puissance productrice d'imaginaire à l'échelle de la planète pouvait se constituer, bien davantage que l'Europe, ce pouvait être le monde chinois. Nul ne prétend que cet imaginaire-là serait « meilleur » (ni plus démocratique) qu'Hollywood. Simple, face à une visée hégémonique, d'où qu'elle vienne, deux pôles valent toujours toujours mieux qu'un.

Jean-Michel Frodon

AU COURS du Festival de Cannes 1998, aussi rieur et décontracté que ses films semblent sombres et austères, Tsai Ming-liang s'était mis à nous parler librement, erratiquement, un peu en anglais et beaucoup en chinois (avec le ren-

fort de sa productrice Peggy Chiao comme traductrice), de la conception de *The Hole*, de ses origines etc... d'eau.

« La reconnaissance critique en Europe est importante quand, comme moi, on a été très

attaqué par la presse de son pays. Ce ne sont pas seulement mes films, mais l'ensemble du jeune cinéma qui est mal vu de la critique taïwanaise. Celle-ci ne défend que les films américains et encourage les gens à renier leur propre culture.

» Quand on m'a proposé de réaliser un film pour la série « 2000 vu par », la première image mentale qui m'est apparue a été celle de la pluie. Je ne sais pas pourquoi j'aime et je redoute l'eau à ce point, sa présence dans tous mes films ne résulte pas d'un choix délibéré. Ce n'est qu'après que je me suis rendu compte des symboles d'amour et de désir qui lui sont liés. Elle renvoie aux émotions que tout le monde masque sans savoir comment faire : quand quelque chose de flottant se dirige vers les jeunes gens, ils ne savent pas comment stopper l'eau et donc le désir. Ils utilisent des serviettes. Dans *Vive l'amour*, je me suis aperçu après que tous les person-

nages boivent beaucoup d'eau, comme s'ils étaient desséchés... Après *La Rivière*, où elle était omniprésente, je ne voulais plus recourir à l'image de l'eau. Je luttais contre cette obsession quand un typhon s'est abattu sur l'île, un grand immeuble de Taïpeh s'est effondré. Beaucoup de gens sont morts.

» La société taïwanaise s'est développée de manière à la fois très rapide, très contrôlée politiquement, très conservatrice du point de vue des rapports humains et très corrompue sur le plan moral. Le gouvernement appelle cela un miracle économique, mais les maisons ont commencé à s'effondrer. On a compris que le processus pollue non seulement l'environnement, mais aussi l'esprit des gens, qui regardent sans rien faire. Il y a beaucoup d'enlèvements, de violence.

» La mafia prend de plus en plus d'importance. Les adolescents se suicident, les familles s'effondrent, mais chacun ne pense qu'à ce que ça pourrait lui coûter s'il intervenait. Même la nature se replie, cela devient comme une catastrophe naturelle. J'ai vu la même chose se produire en Malaisie, au moment de la crise économique. Les mouvements religieux prédisaient la fin du monde. Pour nous, la pluie n'est vraiment plus romantique.

» Après l'image de la pluie est venue celle des ordures, de l'irresponsabilité des collectivités comme des individus, qui est un problème très actuel et très conflictuel, que j'ai finalement décidé de traiter de manière réaliste, après avoir songé à le styliser en répan-

dant des ordures partout. Pour lier ces éléments, j'ai repris une anecdote qui m'est vraiment arrivée, il y a dix ans. Quelqu'un avait sonné à la porte de mon appartement, était entré dans ma chambre, avait creusé un trou... puis, sans rien réparer, il est parti et a disparu pendant un mois. Pendant tout ce mois, j'ai éprouvé une étrange sensation avec laquelle le film renoue, je restais assis dans mon salon sans savoir pourquoi. Mais personne ne se trouvait à l'étage du dessous.

« Même la nature se replie, cela devient comme une catastrophe naturelle »

» Je retrouve mes comédiens d'un film à l'autre, ils forment une sorte de famille d'un type particulier. Mieux je les connais et plus loin je peux aller dans l'évocation de relations humaines. Au sein de cette « famille », Lee Kang-sheng occupe une place particulière, nous avons une relation permanente. L'année dernière, il a perdu son père, et moi aussi, pratiquement au même moment. L'observer, le filmer, m'a permis de réaliser comment je m'étais transformé, d'une manière que je n'aurais jamais pu comprendre par moi-même.

» Enfin j'ai ajouté ces chansons qui étaient très populaires quand j'étais petit, dans les

années 60. Elles apportent au film l'élément d'irréalité d'une innocence perdue. Elles représentent sûrement aussi une résurgence de mes origines. Je viens du théâtre. J'ai étudié le théâtre à l'université, on nous apprenait à jouer Shakespeare, avec le maquillage, les costumes. Je trouvais cela comique.

» Dès la première année, j'ai essayé de faire quelque chose de différent, de relier Shakespeare à notre réalité. J'étais déjà fasciné par le cinéma, mes mises en scène étaient comme des films sur scène. Ma première pièce était consacrée à un jeune homme qui rêvait tout le temps de cinéma, je reproduisais des scènes des films classiques que j'aimais, comme des épisodes de l'existence de mon héros. Mes pièces suivantes allaient dans la même direction, jusqu'à celle qui est finalement devenue mon film *Vive l'amour*.

» J'adore aussi les vieilles chansons et le mélange des genres. Début 1998, j'ai monté deux pièces à Hongkong, à partir d'une centaine d'airs traditionnels. Depuis, pour le centenaire de Brecht, j'ai créé une chorégraphie d'après *La Bonne Ame du Sechuan*, qui a fait scandale à Hongkong. Certains ont affirmé qu'il ne s'agissait pas de danse, parce que j'ai demandé aux danseurs, de très grands professionnels, de faire autre chose que ce qu'on leur demande d'habitude. Le principe était de se déplacer comme de l'eau qui coule... Ça y est, me voilà retombé dans l'eau ! »

Propos recueillis par Jean-Michel Frodon

« Pour nous, la pluie n'est vraiment plus romantique »

La longue marche des Chinoises

Les Femmes du lac aux âmes parfumées. Il reste encore du chemin à parcourir vers l'émancipation féminine en Chine

Film chinois de Xie Fei. Avec Siqin Gaowa, Wu Yujuan, Lei Keshen, Chen Baoguo. (1 h 45.)

Après un détour par le cadre urbain et sa violence (*Neige noire*, 1990), Xie Fei, réalisateur chinois né en 1942 et formé à l'Académie de cinéma de Pékin, revient, avec *Les Femmes du lac aux âmes parfumées* (réalisé en 1993, Ours d'or au Festival de Berlin), au milieu rural.

Il aborde aussi un thème – le mariage arrangé – qui avait déjà nourri *La Jeune Fille Xiao Xiao* (1986). Sortie en France en 1987 après sa présentation à Cannes, cette œuvre permit au grand public de découvrir un réalisateur resté confidentiel hors de son pays, en dépit des nombreuses récompenses reçues dans les festivals internationaux.

Les Femmes du lac aux âmes parfumées se situe de nos jours, quelque part entre Canton et Shanghai, dans un village jouxtant un lac. Madame Xiang, femme de tête et femme de cœur, y fait marcher, avec toute la vaillance des héroïnes malheureuses, un moulin à huile de séchage. Elle est entourée d'un mari alcoolique qui la bat, d'un fils handicapé mental et d'un amant qui ne l'aime que pour le plaisir furtif qu'il connaît avec elle.

ASSUJETTISSEMENT MARCHAND

Loin du traitement naturaliste qu'une telle situation pourrait favoriser, la réussite professionnelle (une femme d'affaires japonaise s'intéresse à son entreprise) et le désarroi intime de Madame Xiang constituent, au contraire, le cadre dans lequel va pouvoir s'épanouir le principal

motif du film : la recherche d'une épouse pour son fils.

Le scénario, remarquablement soutenu par l'interprétation de Siqin Goawa, décline à la fois le thème de la contribution des victimes à l'ordre qui les avilit (venue nague à son mari, Madame Xiang reproduit son infortune sur sa bru) et, d'une manière plus générale, l'assujettissement des êtres humains à la valeur marchande.

Jusqu'au rebondissement final, il montre que l'émancipation sociale de la femme chinoise ne va pas nécessairement de pair avec son émancipation psychologique, et que les vertus capitalistes de la modernité s'arrogent fort bien des pires maux de la tradition, voire les aggravent.

J. M.

TROIS QUESTIONS À...

SIQIN GAOWA

1 Le personnage que vous interprétez dans le film de Xie Fei témoigne-t-il du statut actuel de la femme en Chine ?

Même si des femmes d'autres pays subissent des situations similaires, le thème du film, inspiré d'un fait divers, est particulièrement représentatif de ce qui se passe en Chine, où les femmes subissent et acceptent leur sort, à la fois parce qu'elles y sont contraintes par le système et parce qu'elles l'ont intégré avec fatalisme. Dans la réalité, un renversement de situation tel que la fin du film le met en scène est quasiment impossible dans la société chinoise. Les traditions y sont encore trop pesantes pour que les femmes, dans leur immense majorité, aient l'opportunité et le courage de se libérer. Et même si cette question n'est pas taboue en Chine, même si les gens adhèrent au film, comme cela a été le cas lors des débats qui ont suivi sa sortie, ils n'ont aucun moyen, une fois rentrés chez eux, de changer quoi que ce soit.

2 Quelle est la marge de liberté d'un réalisateur de Chine continentale ?

En Chine, le cinéma est au service du peuple et de la politique. Tout le reste, qui n'est pas bénéfique à la société, est plus ou moins banni. Cela a toujours été comme ça, et encore aujourd'hui. Mais je pense que les choses, petit à petit, changent, dans le sens d'une plus grande liberté dans l'expression personnelle, notamment avec l'apparition d'une toute nouvelle génération de cinéastes indépendants, qui prennent la relève.

3 Comment se porte le marché ?

Plutôt mal. Avec l'ouverture économique, tout le monde en Chine est très occupé à gagner de l'argent, et les gens n'ont plus le temps d'aller au cinéma, alors que, dans les années 80, les salles étaient encore pleines. Ils préfèrent attendre de voir le film à la télévision ou acheter des cassettes vidéo. Nous, les gens du cinéma, luttons pour obtenir une réforme du système.

Propos recueillis par Jacques Mandelbaum

L'Histoire en procès

L'Affaire Grüninger. Le cas d'un capitaine, policier suisse qui a désobéi aux ordres durant la seconde guerre mondiale

Film suisse de Richard Dindo. (1 h 39.)

C'est un film simple, fort, beau. C'est aussi une histoire de fantôme telle que le documentariste Richard Dindo les affectionne, lui qui incline à évoquer les morts en utilisant le cinéma comme mouvement de l'âme et prospection hantée des lieux. *Arthur Rimbaud, une biographie* (1990), *Charlotte, vie ou théâtre* (1992), *Ernesto Che Guevara, le journal de Bolivie* (1994) sont ses dernières séances de spiritisme en date. *L'Affaire Grüninger* part aujourd'hui en quête de Paul Grüninger, une « affaire » à la fois limpide et épineuse.

Grüninger est capitaine, chef de la police du petit village suisse de Saint-Gall. L'Anschluss, en mars 1938, suscite un mouvement d'émigration des juifs autrichiens vers la Suisse. Mais la Confédération, estimant que « la barque est pleine », ferme ses frontières en août. Les juifs n'en continuent pas moins d'affluer. Paul Grüninger est en première ligne. C'est à partir de ce moment que Grüninger, en cette période grise où le monde entier abandonne les juifs à leur sort, devient non seulement une affaire mais aussi un « cas », car le capitaine refuse tout bonnement d'appliquer les ordres.

DEVOIR DE CONSCIENCE

Suivant ce que sa conscience lui dicte, il demeure à son poste et antitardément les visas d'entrée avec la complicité active de la communauté israélite suisse et l'accord tacite de la population locale, permettant à quelque trois mille juifs de trouver illégalement refuge en Suisse, et, partant, de sauver leur vie. Grüninger n'était pourtant pas un séditieux. C'était un fonctionnaire suisse imprégné de l'honneur de l'uniforme et du

respect de la hiérarchie, à cela près qu'il ne pensait pas que les devoirs de sa charge devaient faire taire ceux de sa conscience.

Le pot aux roses est découvert au début de l'année 1939. Grüninger est licencié en avril et jugé en octobre 1940. Défendu par un avocat nommé d'office, sympathisant fasciste et antisémite notoire, il est condamné le 23 décembre 1940 pour « manquement réitéré à son devoir de fonction », après que le juge a vainement cherché à l'accuser de corruption et à le faire passer pour malade mental. Grüninger n'aura eu quant à lui qu'une ligne de défense pour justifier de ses actes : l'humanité. Il ne fera pas appel. C'est en ce sens que l'affaire Grüninger devient particulièrement épineuse pour la Suisse, dont le mythe de la neutralité s'écorne ici davantage. Après le scandale de la collaboration économique avec les nazis, après le rôle suspect de la Croix-Rouge, c'est au tour de Grüninger de peser sur la conscience d'un pays qui a non seulement maintenu après-guerre sa sentence à son encontre, mais n'a pas eu le

INSTANTANÉ

PASSÉ NAZI

ET DOCUMENTAIRES AUTRICHIENS

Hors de Michael Haneke (*Funny Game*), le cinéma de fiction autrichien n'est guère brillant, comme l'ont confirmé les quinze long-métrages produits en 1998 et présentés au Festival du cinéma autrichien, à Graz, du 14 au 21 mars. Le documentaire, lui, a retenu l'attention en se penchant sur le thème, très présent dans l'actualité politique du pays, du passé nazi. Une nouvelle génération veut faire la



Paul Grüninger, un fonctionnaire d'honneur réhabilité par le film de Richard Dindo.

courage de le réhabiliter avant 1996 – un demi-siècle après la Libération et vingt-quatre ans après sa mort, dans le plus complet dénuement, en 1972.

L'exposition des faits, l'indignation qu'elle suscite, ne rend cependant pas justice au film de Dindo.

lumière sur les comportements de ses grands-parents. C'est ainsi que Joan Grossman et Paul Rosdy, dans *Exil à Shanghai*, narrent la fuite des Juifs autrichiens vers le dernier endroit qui voulait bien leur accorder un visa, la Chine.

Karin Steger (*Verraümt-Affaire classée*) promène sa caméra au cœur des idylliques vallées autour de Salzbourg, et découvre un couple d'Ukrainiens, anciens travailleurs forcés, employés comme esclaves, au temps de la guerre, par des paysans autrichiens. Le portrait qu'elle en tire, intelligent et humain, dévoile une page longtemps négligée de l'histoire du III^e Reich.

Autre sujet, le pillage des œuvres d'art européennes par Hitler et ses

sbires. Leur destination était Linz, jolie ville baroque de Haute-Autriche, dans laquelle un « Musée du monde » devait servir de temple à la gloire du führer. Au-delà du récit historique, le film de Andreas Gruber, *Mission spéciale : Linz*, invite à une réflexion sur les liens, toujours présents, entre culture et dictature.

En marge du Festival s'est tenue une rencontre de producteurs de trois pays germanophones, l'Allemagne, la Suisse, et l'Autriche, pour resserrer les liens entre les acteurs de l'industrie du cinéma et mettre sur pied des coproductions d'envergure internationale.

Pierre Daum

nés, sa fille...) sur les lieux mêmes où le capitaine fut condamné, dans la salle du tribunal de Saint-Gall. Idée très forte qui, outre l'intense charge d'émotion des témoignages qui expriment leur reconnaissance à cet homme exemplaire, confère au cinéma force de vérité et de loi, en lieu et place d'une Histoire fourvoyée et d'une justice disqualifiée.

Chronique d'une affaire Dreyfus à l'envers et anti-*Liste de Schindler*, ce film a été présenté en 1998 au Festival de Berlin et diffusé récemment dans une version écourtée sur Arte.

J. M.

★ *L'Affaire Grüninger* est projeté dans un panorama du cinéma suisse au Studio des Ursulines, 10, rue des Ursulines, Paris-5^e. Tél. : 01-43-26-97-08. Jusqu'au 30 mars. Il fera ensuite l'objet d'une exploitation normale dans cette même salle. Deux débats sont prévus avec le réalisateur, le 27 mars et le 13 avril, à l'issue des séances de 20 heures.

NOUVEAUX FILMS

QUASIMODO D'EL PARIS

■ *Quasimodo d'El Paris* a le mérite de nous rappeler, après la version édulcorée du roman de Victor Hugo par les studios Disney et une comédie musicale, qu'il existe dans *Notre-Dame de Paris* une dimension baroque et outrancière dont on pourrait tirer autrement avantage. Pour sa première réalisation, Patrick Timsit s'est inspiré des frères Zucker (*Y-a-t-il un pilote dans l'avion ?*) et de Mel Brooks. La cour des miracles est remplacée par une bande de loubards qui terrorise toute la ville. Frolo (Richard Berry) est un curé intégriste qui dissimule mal ses perversions sexuelles et ses pulsions de *serial killer*, Esmeralda est une jeune bourgeoise, Phoebus (Vincent Elbaz) est un flic raciste et violent, et Quasimodo (Patrick Timsit) un brave idiot, devenu bossu et difforme après que ses parents l'ont balancé, enfant, contre un mur. Il est revêtu d'un survêtement, rivé en permanence à sa console de jeux, et prisonnier des bips de sa montre électronique qui lui commandent de sonner les cloches. Vue par Timsit, *Notre-Dame* est encore un endroit d'apparence baroque, mais dont l'intérieur ressemble, selon les pièces, à une maison de passe et à une chambre d'adolescent attardé.

Cette culture du mauvais goût possède le grand mérite de couper avec les traditions boulevardières et théâtrales encore trop présentes dans le cinéma comique français. Plusieurs thèmes du film – scène hilarante où Quasimodo sert d'assistant à un Frolo pourchasseur de prostituées, que le bossu pointe à l'aide d'une torche – font preuve d'une insolence assez bienvenue. Il est dommage que ce projet n'aille pas au bout de ses intentions et ne fasse violence à ses personnages de manière sélective. Une Esmeralda trop lisse (la très jolie Mélanie Thierry), alors que c'est elle qui aurait dû faire les frais du mauvais esprit affiché par le film, des effets spéciaux pas toujours au point, constituent les écueils d'un film par ailleurs assez réussi.

S. Bd
Film français de Patrick Timsit. Avec Patrick Timsit, Richard Berry, Mélanie Thierry, Vincent Elbaz, Didier Flamand. (1 h 40.)

BARIL DE POUDRE

■ Cinéaste « yougoslave d'origine serbe », selon sa propre expression, Goran Paskaljevic commence son film par un vigoureux « Pays de merde ! », après avoir averti son public, lors du prologue : « Vous allez en prendre plein la gueule. » Selon

DÉPÊCHES

■ **DANSE** : le Ballet Preljocaj part pour une tournée (du 30 mars au 8 mai) dans des pays d'Europe de l'Est (Slovénie, Estonie, Lituanie, Russie, Lettonie, Pologne, Slovaquie). La compagnie donnera *Roméo et Juliette* dans le cadre d'une opération organisée par l'Action française d'action artistique (Afaa) autour de l'idée des « classiques revisités ». Une exposition d'Enki Bilal, scénographe et costumier de ce *Roméo et Juliette*, est également du voyage. Le théâtre Stanislavski à Moscou, du 8 au 10 avril, devrait marquer le point fort de cette tournée exceptionnelle.

■ **ARCHITECTURE** : le district de l'agglomération nantaise a choisi le projet de l'équipe Barto + Barto Architectes pour le pont piéton sur la Loire, qui reliera le quai de la Fosse à la cité judiciaire actuellement en construction à Nantes. D'une largeur praticable de cinq mètres, cette passerelle sera composée de verre et d'acier recouverts d'asphalte. Elle sera équipée d'un système de levage adapté aux grues et à la navigation, mais qui permettra le passage piéton même en position levée. Les travaux débuteront en novembre et devraient durer quarante mois.

■ **MUSIQUES** : l'entrepreneur de spectacles et tourneur Garance Productions vient d'annoncer la tenue, le 11 mai, au Palais-Omnisports de Paris-Bercy (POPB), d'un concert « événement » avec le trio de rappeurs blancs Beastie Boys, l'un des grands succès du genre, précédé du DJ Fatboy Slim et du groupe Asian Dub Foundation. Une scène centrale tournante (à faible vitesse) sera installée à cette occasion au cœur du POPB. Le producteur Garance précise que cette configuration scénique permettra d'accueillir 20 000 personnes au lieu de 15 000 lorsque la scène est placée en fond de salle.

■ Gérard Mortier a annoncé au conseil d'administration du Festival de Salzbourg qu'il ne demanderait pas le renouvellement de son contrat à la tête de la manifestation autrichienne consacrée à la musique et au théâtre. En poste depuis dix ans, Gérard Mortier quittera ses fonctions en 2001.

Paskaljevic, ses compatriotes, les Serbes, sont un ramassis d'imbéciles méchants, violents, malhonnêtes ou pleutres, qui soutiennent ces plaisantes dispositions naturelles par une consommation considérable d'alcool et de drogue. Nombre d'événements ayant marqué l'actuelle décennie (et ce n'est malheureusement sans doute pas fini) pourraient inciter à partager l'opinion – courageuse, indubitablement, lorsqu'on l'émet sur place – du réalisateur sur les Serbes. Pourtant, à mesure que s'enchaînent les épisodes vaguement reliés entre eux par les trajets d'un chauffeur de taxi à travers Belgrade, tandis que les événements se succèdent au cours d'une nuit – celle, symbole ! de la signature des accords de Dayton – dont il a été décidé une fois pour toute qu'elle serait cauchemardesque, l'intérêt cinématographique d'un parti pris aussi systématique se double d'un malaise croissant : porter ainsi l'anathème sur tout un peuple, quel qu'il soit, reste une bien dangereuse pratique, comme les Bosniaques ou les Kosovars ont eu récemment l'occasion de le vérifier.

J.-M. F.

Film yougoslave de Goran Paskaljevic. Avec Lazar Ristovski, Miki Manojlovic, Mirjana Jokovic, Sergej Trifunovic. (1 h 40.)

Votre réfrigérateur est

Vous connaissez par cœur

Tapez  (soit le 7378)*

sur votre portable pour être conseillé,


et réserver un restaurant

à votre goût parmi plus de 5000

en France.

Avec GAULTMILLAU

FRANCIS CONTRE

SFR est une marque de 

SFR. LE MONDE DES SERVICES EST À VOUS.

*6Fappel + le prix d'une communication normale, dans les zones couvertes par le réseau GSM de SFR.

ENTRÉE GRATUITE POUR 2 PERSONNES

SALON DE L'IMMOBILIER

PORTE MAILLOT

Journées Immobilières de Printemps

25 - 26 - 27 - 28 Mars 1999

Paris - Palais des Congrès - Porte Maillot

De 10h à 18h • Nocturne Vendredi 26 jusqu'à 21 h

M^e Porte Maillot • Parkings valours : Porte Maillot & Hôtel Méridien

IMMOBILIER NEUF - IMMOBILIER ANCIEN - MAISON INDIVIDUELLE FINANCEMENTS - CONSEILS GRATUITS - DÉBATS PUBLICS

IMMOBILIER DE PRESTIGE - IMMOBILIER CÔTE D'AZUR

Organisateur : Promo Expo Conseil - 17, rue Saint-Sauveur - 75017 Paris - tél 01 42 27 67 44

Salon organisé par arrêté du Préfet de la Région Île de France - Paris, le 05/02/99. L'AMC

EN VUE

■ Les chercheurs de l'université de Bristol en Angleterre, financés par un couple de Studham révolté par l'ébouillantage des langoustes, viennent de mettre au point le Crust-Stun, appareil émettant des ondes sonores endormant les crustacés au-dessus des marmites.

■ En une semaine, l'Everest Pollution Control Committee (EPCC), organisme non gouvernemental australien, a ramassé 56 000 bouteilles de bière vides abandonnées par des alpinistes à l'assaut de l'Everest.

■ « Je n'étais pas saoula car, à l'époque, j'allais mon bébé », a plaidé **Michelle Darcier**, originaire de Londres, récemment condamnée pour avoir giflé six policiers dans une bagarre à la fin de son repas de noces, traumatisée par ses débuts dans la vie conjugale, séparée de son mari, conduisant depuis un autobus « pour nourrir son enfant ».

■ Il l'avait aspergée avec l'essence de son briquet, il l'avait enflammée, en voulant l'éteindre, il l'avait à moitié étouffée avec un coussin ; avant de s'écrouler ivre mort : « Je l'aime encore », avouait, mardi 23 mars, à la barre du tribunal correctionnel de Lyon, l'épouse, toujours aimée, de l'accusé.

■ Rien ou presque, selon les carabinieri, n'est resté d'un amoureux éconduit, artificier dans une carrière de marbre, qui s'est dynamité, dimanche 14 mars, près de Verone en Italie.

■ Dimanche 21 mars, un homme armé d'Ohafia au Nigeria a tué, le perçant de part en part, un sien parent qui voulait tester l'efficacité d'un talisman contre les balles

■ **Alexandra Fede**, styliste, présentait, lors du récent salon de la mode féminine à Florence, le tissu « protection totale », fabriqué à partir de polyparaphénylène résistant aux objets tranchants et aux projectiles d'armes à feu.

■ Dimanche 21 mars, la police démantelant un réseau de distribution de CD et CD-ROM pirates a arrêté vingt-cinq Mongols, à Szczecin en Pologne.

■ **Jean Paul II** chante et prie sur fond d'images de pauvreté et de famille, avec en contrejour **Adam** et **Eve**, tout nus, sur le vidéoclip réalisé pour la promotion d'*Abba pater* (« père » ou « papa » en araméen), le CD du pape, mis en vente mardi 23 mars, dans des librairies religieuses et des magasins de souvenirs de Rome.

■ Le visage souriant de **Tchang Kai-chek** a été remplacé sur les billets taïwanais par la Taiwan's Little League de basket.

Christian Colombani

« **CHÔMAGE**, taux d'intérêts élevés, inflation : quand la crise menace de pousser les Brésiliens vers l'abîme, chacun s'accroche à ce qu'il peut. La planche de salut d'un nombre croissant de désespérés s'appelle saint Expédit, du latin *expeditus*, qui signifie : alerte, rapide. Le saint à la mode est le patron des causes urgentes », apprend-on dans la dernière édition de l'hebdomadaire *Veja*. A l'heure où les contrecoups de la brutale dévaluation du real – la devise brésilienne a perdu près de 40 % de sa valeur face au dollar depuis la mi-janvier – commencent à se faire douloureusement sentir, un général romain de confession

DANS LA PRESSE

LIBÉRATION
Serge July
■ Roland Dumas est un pithécantrophe. Il appartient à une culture politique commune à la monarchie et à la République, n'en déplaie à ses récents zélotes, où le pouvoir est considéré comme sacré, et ses acteurs, intouchables. C'est le cœur de ce qu'on appelle l'exception française. Impunité, irresponsabilité et opacité étaient, jusqu'au début des années 90, les trois sombres piliers de l'exercice d'une fonction élective ou administrative. Roland Dumas comme Edith Cresson et d'autres ne démissionnent pas lorsqu'ils sont accusés d'avoir pris des libertés avec la morale publique. Le pithécantrophe

chrétienne, fameux pour la diligece avec laquelle il commandait ses troupes avant d'être martyrisé, au tout début du IV^e siècle, sur ordre de l'empereur Dioclétien, est aujourd'hui l'objet d'une dévotion populaire qui en dit long sur la sinistrose régnant dans le pays.

« Des banderoles où l'on peut lire "Je remercie saint Expédit pour la grâce reçue" fleurissent dans les rues des grandes villes, précis *Veja*. A l'exemple des dépliants publicitaires vantant des lancements immobiliers, des prospectus avec son image et une prière l'implorant sont distribués aux abords des passages protégés. Dix-huit millions

porte encore beau, il n'en apparaît pas moins à la préhistoire.

LE FIGARO
Michel Schifres
■ Le retrait de M. Dumas était nécessaire pour que cette institution continuât de fonctionner sans susciter la défiance publique. En ce sens, on se félicitera de son retrait. Dans le même temps, le principe de la présomption d'innocence doit être réaffirmé avec force. Pour M. Dumas comme pour tout un chacun. Un projet de loi actuellement en discussion entend le renforcer et en définit plus précisément les modalités. C'est un progrès. Tant mieux.

L'HUMANITÉ
Jean-Paul Pierot
■ Les dirigeants serbes, qui ont

Saint Expédit fait merveille au Brésil

L'hebdomadaire « Veja » raconte comment de nombreux Brésiliens tentent d'échapper à la crise financière en se vouant au saint patron des causes urgentes



d'imprimés ont été écoulés en 1998. Cette année, la production prévue est de 72 millions d'exemplaires. La dernière fête en son honneur a réuni, le 19 avril, 100 000 fidèles à Sao Paulo. Des chapelles portant son nom sont en construction à Juazeiro do Norte, dans l'Etat du Ceara, et à Brasilia. A la maison d'édition Loyola, spécialisée dans

les ouvrages religieux, la biographie de saint Expédit est un best-seller. En un an, 10 000 exemplaires ont été vendus. »

UN LÉGIONNAIRE CANONISÉ

Parmi les dévots les plus illustres du légionnaire canonisé figure le gouverneur de l'Etat de Sao Paulo, Mario Covas, qui a récemment subi l'ablation d'une tumeur cancéreuse à la prostate, et son épouse Lila. « J'ai demandé au saint, raconte cette dernière, de débarrasser au plus vite mon mari de la maladie. » Les derniers bulletins médicaux semblent indiquer, note le journal, que ses appels ont été entendus. Cependant,

forces américaines, et accessoirement européennes, vont bombarder un pays européen. C'est la première fois aussi, depuis la chute du mur de Berlin, qu'une opération militaire d'une telle envergure est programmée sans l'accord explicite ou tacite de Moscou. C'est la première fois encore, depuis la guerre du Vietnam, que les Etats-Unis vont s'engager dans une opération dont on sait par avance qu'elle ne peut être gagnée par les seules frappes aériennes à distance. C'est la première fois enfin, dans l'histoire internationale, qu'une guerre, au sens propre du terme, est ainsi déclarée contre un pays souverain avec pour seule justification le « droit d'ingérence ». Première du genre, cette guerre est un saut risqué dans l'inconnu.

les adeptes les plus reconnaissants de saint Expédit se recrutent chez les imprimeurs. *Veja* relate notamment le « miracle » qui s'est produit dans la vie de Renato Tadeu Geraldès, propriétaire d'une PME contrainte, en 1996, de déposer son bilan sous le poids d'un endettement devenu ingérable en raison de la flambée des taux d'intérêt provoquée par la crise asiatique.

Les consultations auprès de cartomancienes, voyantes et autres prêtresses de l'*umbanda* (le vaudou brésilien) n'ayant rien donné, le patron en faillite aurait trouvé la rédemption en recevant l'un de ces prospectus à la gloire du « saint des causes urgentes ». Quatre jours après avoir ardemment sollicité son intervention, sous promesse de distribuer à ses frais 10 000 imprimés identiques à celui qu'on lui avait remis, il a réussi à se faire embaucher dans une imprimerie. Deux mois plus tard, il montait sa propre affaire – l'imprimerie Santo Expedito – exclusivement vouée à la fabrication de brochures concernant son « bienfaiteur ». Depuis le début de l'année, il en a écoulé plus de 3 millions.

« Le Brésil a déjà imploré saint Thaddée, patron des causes impossibles, saint Antoine, le faiseur de mariages, sainte Edwige, sauveur des endettés, et Notre-Dame-du-Perpétuel-Secours, protectrice des malades. Maintenant c'est au tour de saint Expédit », conclut *Veja*.

Jean-Jacques Sevilla

SUR LA TOILE

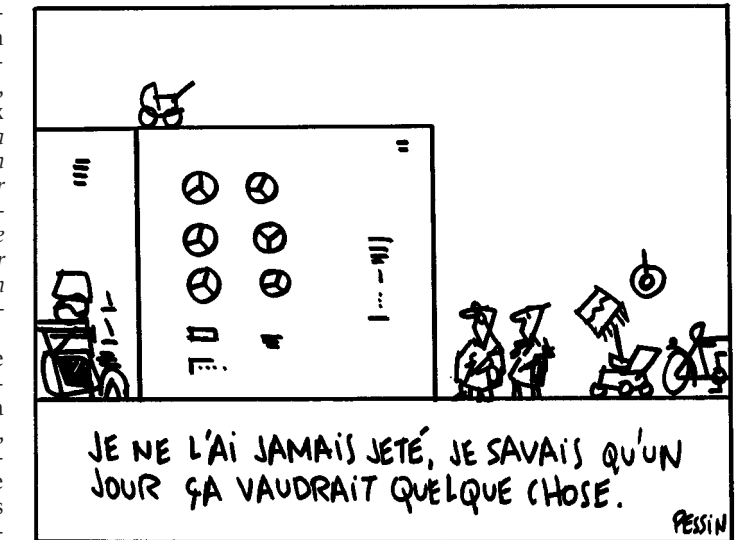
RADIO
■ France-Culture est désormais diffusée en direct sur Internet 24 heures sur 24.
www.radio-france.fr

CENSURE EN AUSTRALIE
■ Le gouvernement conservateur australien a annoncé qu'il allait tenter de mettre en place des systèmes empêchant les internautes d'accéder à des sites pornographiques, y compris étrangers, tout en admettant qu'une telle entreprise était techniquement très complexe. Selon l'opposition parlementaire, l'objectif réel du gouvernement est d'inciter un sénateur, connu pour ses prises de position contre la pornographie, à soutenir un projet de réforme fiscale. (AP)

COLLECTIVITÉS LOCALES
■ Le Crédit local de France, Vivendi et Paribas ont annoncé l'ouverture de Marianne Village, un site-portal destiné aux collectivités locales. Certains services seront proposés gratuitement (boîte aux lettres électronique, revue de presse personnalisée, formulaires en ligne), d'autres seront payants (traductions, conseils juridiques et fiscaux, agence de voyages). (AFP)
www.marianne-village.com

www.mo5.com

Un musée virtuel de l'informatique, qui débouchera sur un musée réel



soin de tester lui-même les modèles, afin d'enrichir son site de commentaires personnels. Une seule solution : quitter le virtuel et amasser un stock de machines bien concret. Depuis, il parcourt sans relâche brocantes et marchés aux puces et fait

du troc avec des internautes-collecteurs du monde entier. Principale monnaie d'échange : les ordinateurs Thomson, notamment le MO5, facile à trouver en France mais rarissime à l'étranger. Quand Philippe entre en posses-

sion d'un Indata DAI, d'un Matra Alice ou d'un Apple Lisa II, il commence par le briquer avec un chiffon doux imbibé d'alcool. Si nécessaire, il effectue quelques réparations. Il passe ensuite à la « phase d'apprentissage » : « Je me mets dans la peau d'un utilisateur de l'époque et j'essaie de faire fonctionner la machine avec ses logiciels d'origine. Il m'arrive de m'extasier sur une définition graphique de 128 points sur 96, ou de me dire que 4 kilo-octets de mémoire sont bien suffisants pour programmer. »

Comme lui, de nombreux visiteurs de son musée virtuel semblent regretter le temps où l'on parlait en kilos et non en gigas, où l'on passait une demi-heure à configurer un jeu avant de lancer une partie. Aujourd'hui, le site de Philippe affiche plus de 500 fiches techniques, avec photographies et de descriptifs. Il rêve à présent de vider sa chambre et, en un an, de créer un véritable musée dans un lieu ouvert au public.

Sylvie Dodeller

Abonnez-vous au Monde pour seulement 173F par mois

Bulletin à compléter et renvoyer accompagné de votre relevé d'identité bancaire ou postal à : **LE MONDE, service Abonnements - 24, avenue du Général-Leclerc - 60646 Chantilly Cedex**

Oui, je souhaite recevoir *Le Monde* pour 173F (26,37€) par mois par prélèvement automatique.

□ M. □ Mme Prénom : Nom :

Adresse :

Code postal : [][][][] Localité : 901MQPA1

Offre valable jusqu'au 31/12/99 en France métropolitaine pour un abonnement postal.

Autorisation de prélèvements

J'autorise l'établissement tireur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal *Le Monde*.

Je resterai libre de suspendre provisoirement ou d'interrompre mon abonnement à tout moment.

Date :

Signature : []

IMPORTANT : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal, à votre autorisation. Il y en a un dans votre chéquier.

Pour tout renseignement concernant le portage à domicile, le prélèvement automatique, les tarifs d'abonnement, etc : **Téléphonez au 01.42.17.32.90 de 8h30 à 18h du lundi au vendredi.**

Pour un changement d'adresse ou une suspension vacances, un numéro exclusif : 0 803 022 021 (0,99F/mn)

Le Monde (USPS-0009729) is published daily for \$ 892 per year "Le Monde" 21, bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05, France, periodicals postage paid at Champlain N.Y. US, and additional mailing offices, POSTMASTER: Send address changes to IMS of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 12919 1518

Pour les abonnements souscrits aux USA : INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3530 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23 441-2983 USA - Tél. : 800-428-30-03

Suspension de séance par Alain Rollat

QUAND ils font du cinéma, sous le regard de la télévision, les députés se veulent impitoyables. Ce rituel a quelque chose de mécanique. Une fois par semaine, le jour où France 3 retransmet la séance consacrée aux questions d'actualité, l'hémicycle du Palais Bourbon devient la cour de récréation d'une République robotisée. La représentation nationale y donne l'image d'une bande de gamements devant un jeu vidéo en panne. Tout est prétexte à chahut.

Donc, ce mardi après-midi, quand Michel Crépeau prend la parole pour interpeller le ministre des finances, l'opposition est prête à bondir. Le maire de La Rochelle le sait. D'emblée, il la provoque. « Je ne pense pas être un démagogue... » Ce genre de préliminaire produit toujours l'effet escompté. Dans les travées de l'autre camp, les exclamations fusent aussitôt. Non seulement l'ancien ministre n'en tient pas compte, mais il en rajoute : « Les radicaux ont su faire preuve du sens de l'Etat... » Nouveaux mouvements d'humeur à droite. Il poursuit sans désemparer, jouant sur du velours. La protection de l'épargne populaire est toujours une bonne cause. « La rémunération des livrets de caisse d'épargne est une question éminemment politique... - Et électorale ! s'écrit un député UDF. Il n'est pas possible, poursuit M. Crépeau, qu'on laisse cette question à une commission de technocrates... » Il évoque ce que François Mitterrand appelait « la kermesse de l'argent fou ». « Et le Crédit lyonnais ? », lance un député RPR. M. Crépeau enchaîne sur « le syndrome Juppé qui fait qu'on tire sur ses électeurs... » Rires jaunes. A gauche comme à droite.

Mais M. Crépeau ne plaisante plus. Sa question ne prête pas à sourire chez les petits épargnants. Son ton se fait grave quand il réclame « des compensations » au cas où le gouvernement diminuerait le taux d'intérêt du Livret A. La parole est au ministre des finances : « Le gouvernement a défini une méthode... Il veut concilier... Un comité indépendant a été mis en place... » Langue de bois.

Soudain, à l'écran, l'image bascule. Retour sur Michel Crépeau. Visage livide. Corps raide. Yeux clos. Malaise en relief. Stupeur. Hésitations. Affolement. Philippe Douste-Blazy enlève sa veste. Réflexe de cardiologue. Massage cardiaque. Les autres médecins, Alain Calmat, Bernard Kouchner, etc., se précipitent. L'Assemblée nationale fait cercle. Réflexe de solidarité. « Il est plus honorable que nous rendions l'antenne », dit le commentateur de France 3. Refus de voyeurisme. Suspension d'image. Suspension de séance. Quand ils font corps, en tournant le dos à la télévision, les députés redeviennent humains.

MERCREDI 24 MARS

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

21.20 Jérusalem, ville sainte écartelée. Invités : André Chouraqui, Danièle Bidart, Frédéric Encel, Michel Gurfinkel, Fayçal Hussein, Alain Pierret. **Forum Planète**

23.30 Français, pour l'amour de la langue. **Forum Planète**

MAGAZINES

18.30 Nulle part ailleurs. Invités : Audrey Tautou, Benoît Lestan, Fred Poulet, Philippe Séguin, Jean-Luc Marty. **Canal +**

19.10 et **0.10** Le Rendez-vous de Ruth Elkrief. **LCI**

20.00 20h Paris Première. Roger Théron. **Paris Première**

20.10 Le Talk Show. **LCI**

20.45 Les Mercredis de l'Histoire. L'Armée disparue : Trois chapitres de l'histoire de l'Armée nationale populaire de la RDA. **Arte**

20.45 Les Dossiers de l'Histoire. Années 30, l'ordre et l'architecture. **Histoire**

22.35 Ça se discute. Harcèlement : jusqu'où peut-on supporter la violence morale ? **France 2**

23.10 Le Droit de savoir. Les hommes du GREP : des pompiers pas tout à fait comme les autres. **TF 1**

0.20 Un siècle d'écrivains. Robert Desnos, René Char, Léopold Sédar Senghor. **France 3**

1.00 Le Cercle. Dans la tête d'un ado. **France 2**

DOCUMENTAIRES

19.35 La Guerre du Golfe. [4/4]. Un goût d'inachevé. **Planète**

20.15 USA Police Show. **Arte**

20.30 Dieu, poste restante, à Jérusalem. **Forum Planète**

20.35 L'Autre Sérénade. Sous le soleil de Santiago. **Planète**

20.45 Paris-musette. **Mezzo**

20.50 La Corse, l'île nature. **Odyssee**

21.40 Qui a peur des tziganes roumains ? **Histoire**

22.05 De l'autre côté du périphérique. [1/2]. Au cœur de la cité. **Planète**

23.00 M.C. Escher. **Odyssee**

23.10 Profil : Lev Kopelev. Un itinéraire d'Est en Ouest. **Arte**

23.40 La Mafia russe. **13ème Rue**

23.45 Jeux de rôles à Carpentras. **TSR**

0.00 La Lucarne : La Cité des steppes. **Arte**

0.55 Milice, film noir. **Canal +**

MUSIQUE

20.00 Quatuor à cordes, de Debussy, par le Brodsky Quartet. **Mezzo**

20.10 Mayumi joue Mozart n° 3. Par le Scottish Chamber Orchestra, dir. Janos Furst. **Muzzik**

22.55 Whitney Houston. Washington 1997. **Paris Première**

0.45 John McLaughlin & Paco De Lucia. Fribourg 1987. **Muzzik**

TÉLÉFILMS

20.30 Neige à Capri. Gian Luigi Calderone. **Festival**

20.40 Jury en otage. Heywood Gould. **RTL 9**

20.50 Une femme dans la nuit. Eric Woreth. **M 6**

20.50 Jérónimos. Williams Crépin. **TSR**

20.55 De gré ou de force. Fabrice Cazeneuve. **France 2**

20.55 Meurtre à Devil's Glen. Paul Shapiro. **France 3**

0.55 Prise d'otages en direct. Bernd Schadewald [1/2]. **Arte**

SÉRIES

20.15 Ellen. Oh, Sweet Rapture. **RTL 9**

20.30 Star Trek, la nouvelle génération. Liaisons. **Canal Jimmy**

20.40 Nestor Burma. Des kilomètres de lincoln. **13ème Rue**

20.55 Homicide. [1 et 2/2]. Incendie. **Série Club**

22.10 Le Lyonnais. Le Massacre de Saint-Thomas. **Festival**

22.25 Friends. The One with the Resolution (v.o.). **Canal Jimmy**

22.35 Ally McBeal. Désespérément seuls. Un cœur trop grand. **M 6**

22.50 Absolutely Fabulous. Une si belle amitié (v.o.). **Canal Jimmy**

22.55 Oz. S'évader d'Oz (v.o.). **Série Club**

0.25 New York Police Blues. La vie est parfois injuste (v.o.). **Canal Jimmy**

FILMS

15.10 La Mort

aux trousseaux ■■ Alfred Hitchcock (Etats-Unis, 1959, 140 min) **Cinétoile**

16.05 Les hommes ne sont pas des ingrats ■■ Guido Brignone (Italie, 1937, N., v.o., 75 min) **Ciné Classics**

17.30 Le Soldat bleu ■■ Ralph Nelson (Etats-Unis, 1970, 120 min) **Cinétoile**

18.25 Beau-père ■■ Bertrand Blier (France, 1981, 125 min) **Ciné Cinéma 1**

20.30 Sang chaud pour meurtre de sang-froid ■■ Phil Joanou (Etats-Unis, 1992, 125 min) **Ciné Cinéma 1**

21.00 La Belle Noiseuse ■■ Jacques Rivette (France, 1991, 130 min) **Cinéstar 2**

21.25 Dernières heures à Denver ■■ Gary Fleder (Etats-Unis, 1995, 115 min) **RTBF 1**

22.15 Monsieur Verdoux ■■ Charles Chaplin. Avec Charles Chaplin (Etats-Unis, 1946, N., v.o., 125 min) **Ciné Classics**

22.35 Le Bon et les Méchants ■■ Claude Lelouch (France, 1976, 120 min) **Ciné Cinéma 1**

0.05 Le Nom de la rose ■■ Jean-Jacques Annaud (F - It - All, 1986, 130 min) **Cinéstar 1**

0.40 L'Invraisemblable Vérité ■■ Fritz Lang (Etats-Unis, 1956, N., v.o., 80 min) **Cinétoile**

0.40 Smoking ■■ Alain Resnais (France, 1993, 140 min) **Cinéstar 2**

2.25 Crash ■■ David Cronenberg (Canada, 1996, 100 min) **Ciné Cinéma 2**

2.40 Sur les quais ■■ Elia Kazan (Etats-Unis, 1954, N., v.o., 105 min) **Ciné Classics**

22.15 Monsieur Verdoux ■■ Charles Chaplin. Avec Charles Chaplin (Etats-Unis, 1946, N., v.o., 125 min) **Ciné Classics**

22.35 Le Bon et les Méchants ■■ Claude Lelouch (France, 1976, 120 min) **Ciné Cinéma 1**

0.05 Le Nom de la rose ■■ Jean-Jacques Annaud (F - It - All, 1986, 130 min) **Cinéstar 1**

0.40 L'Invraisemblable Vérité ■■ Fritz Lang (Etats-Unis, 1956, N., v.o., 80 min) **Cinétoile**

0.40 Smoking ■■ Alain Resnais (France, 1993, 140 min) **Cinéstar 2**

2.25 Crash ■■ David Cronenberg (Canada, 1996, 100 min) **Ciné Cinéma 2**

2.40 Sur les quais ■■ Elia Kazan (Etats-Unis, 1954, N., v.o., 105 min) **Ciné Classics**

22.15 Monsieur Verdoux ■■ Charles Chaplin. Avec Charles Chaplin (Etats-Unis, 1946, N., v.o., 125 min) **Ciné Classics**

22.35 Le Bon et les Méchants ■■ Claude Lelouch (France, 1976, 120 min) **Ciné Cinéma 1**

0.05 Le Nom de la rose ■■ Jean-Jacques Annaud (F - It - All, 1986, 130 min) **Cinéstar 1**

0.40 L'Invraisemblable Vérité ■■ Fritz Lang (Etats-Unis, 1956, N., v.o., 80 min) **Cinétoile**

0.40 Smoking ■■ Alain Resnais (France, 1993, 140 min) **Cinéstar 2**

2.25 Crash ■■ David Cronenberg (Canada, 1996, 100 min) **Ciné Cinéma 2**

2.40 Sur les quais ■■ Elia Kazan (Etats-Unis, 1954, N., v.o., 105 min) **Ciné Classics**

22.15 Monsieur Verdoux ■■ Charles Chaplin. Avec Charles Chaplin (Etats-Unis, 1946, N., v.o., 125 min) **Ciné Classics**

22.35 Le Bon et les Méchants ■■ Claude Lelouch (France, 1976, 120 min) **Ciné Cinéma 1**

0.05 Le Nom de la rose ■■ Jean-Jacques Annaud (F - It - All, 1986, 130 min) **Cinéstar 1**

0.40 L'Invraisemblable Vérité ■■ Fritz Lang (Etats-Unis, 1956, N., v.o., 80 min) **Cinétoile**

0.40 Smoking ■■ Alain Resnais (France, 1993, 140 min) **Cinéstar 2**

2.25 Crash ■■ David Cronenberg (Canada, 1996, 100 min) **Ciné Cinéma 2**

2.40 Sur les quais ■■ Elia Kazan (Etats-Unis, 1954, N., v.o., 105 min) **Ciné Classics**

22.15 Monsieur Verdoux ■■ Charles Chaplin. Avec Charles Chaplin (Etats-Unis, 1946, N., v.o., 125 min) **Ciné Classics**

22.35 Le Bon et les Méchants ■■ Claude Lelouch (France, 1976, 120 min) **Ciné Cinéma 1**

0.05 Le Nom de la rose ■■ Jean-Jacques Annaud (F - It - All, 1986, 130 min) **Cinéstar 1**

0.40 L'Invraisemblable Vérité ■■ Fritz Lang (Etats-Unis, 1956, N., v.o., 80 min) **Cinétoile**

0.40 Smoking ■■ Alain Resnais (France, 1993, 140 min) **Cinéstar 2**

2.25 Crash ■■ David Cronenberg (Canada, 1996, 100 min) **Ciné Cinéma 2**

2.40 Sur les quais ■■ Elia Kazan (Etats-Unis, 1954, N., v.o., 105 min) **Ciné Classics**

22.15 Monsieur Verdoux ■■ Charles Chaplin. Avec Charles Chaplin (Etats-Unis, 1946, N., v.o., 125 min) **Ciné Classics**

22.35 Le Bon et les Méchants ■■ Claude Lelouch (France, 1976, 120 min) **Ciné Cinéma 1**

0.05 Le Nom de la rose ■■ Jean-Jacques Annaud (F - It - All, 1986, 130 min) **Cinéstar 1**

0.40 L'Invraisemblable Vérité ■■ Fritz Lang (Etats-Unis, 1956, N., v.o., 80 min) **Cinétoile**

0.40 Smoking ■■ Alain Resnais (France, 1993, 140 min) **Cinéstar 2**

2.25 Crash ■■ David Cronenberg (Canada, 1996, 100 min) **Ciné Cinéma 2**

2.40 Sur les quais ■■ Elia Kazan (Etats-Unis, 1954, N., v.o., 105 min) **Ciné Classics**

22.15 Monsieur Verdoux ■■ Charles Chaplin. Avec Charles Chaplin (Etats-Unis, 1946, N., v.o., 125 min) **Ciné Classics**

22.35 Le Bon et les Méchants ■■ Claude Lelouch (France, 1976, 120 min) **Ciné Cinéma 1**

0.05 Le Nom de la rose ■■ Jean-Jacques Annaud (F - It - All, 1986, 130 min) **Cinéstar 1**

0.40 L'Invraisemblable Vérité ■■ Fritz Lang (Etats-Unis, 1956, N., v.o., 80 min) **Cinétoile**

0.40 Smoking ■■ Alain Resnais (France, 1993, 140 min) **Cinéstar 2**

2.25 Crash ■■ David Cronenberg (Canada, 1996, 100 min) **Ciné Cinéma 2**

2.40 Sur les quais ■■ Elia Kazan (Etats-Unis, 1954, N., v.o., 105 min) **Ciné Classics**

22.15 Monsieur Verdoux ■■ Charles Chaplin. Avec Charles Chaplin (Etats-Unis, 1946, N., v.o., 125 min) **Ciné Classics**

22.35 Le Bon et les Méchants ■■ Claude Lelouch (France, 1976, 120 min) **Ciné Cinéma 1**

0.05 Le Nom de la rose ■■ Jean-Jacques Annaud (F - It - All, 1986, 130 min) **Cinéstar 1**

0.40 L'Invraisemblable Vérité ■■ Fritz Lang (Etats-Unis, 1956, N., v.o., 80 min) **Cinétoile**

0.40 Smoking ■■ Alain Resnais (France, 1993, 140 min) **Cinéstar 2**

2.25 Crash ■■ David Cronenberg (Canada, 1996, 100 min) **Ciné Cinéma 2**

2.40 Sur les quais ■■ Elia Kazan (Etats-Unis, 1954, N., v.o., 105 min) **Ciné Classics**

22.15 Monsieur Verdoux ■■ Charles Chaplin. Avec Charles Chaplin (Etats-Unis, 1946, N., v.o., 125 min) **Ciné Classics**

22.35 Le Bon et les Méchants ■■ Claude Lelouch (France, 1976, 120 min) **Ciné Cinéma 1**

0.05 Le Nom de la rose ■■ Jean-Jacques Annaud (F - It - All, 1986, 130 min) **Cinéstar 1**

0.40 L'Invraisemblable Vérité ■■ Fritz Lang (Etats-Unis, 1956, N., v.o., 80 min) **Cinétoile**

0.40 Smoking ■■ Alain Resnais (France, 1993, 140 min) **Cinéstar 2**

2.25 Crash ■■ David Cronenberg (Canada, 1996, 100 min) **Ciné Cinéma 2**

2.40 Sur les quais ■■ Elia Kazan (Etats-Unis, 1954, N., v.o., 105 min) **Ciné Classics**

22.15 Monsieur Verdoux ■■ Charles Chaplin. Avec Charles Chaplin (Etats-Unis, 1946, N., v.o., 125 min) **Ciné Classics**

22.35 Le Bon et les Méchants ■■ Claude Lelouch (France, 1976, 120 min) **Ciné Cinéma 1**

0.05 Le Nom de la rose ■■ Jean-Jacques Annaud (F - It - All, 1986, 130 min) **Cinéstar 1**

0.40 L'Invraisemblable Vérité ■■ Fritz Lang (Etats-Unis, 1956, N., v.o., 80 min) **Cinétoile**

0.40 Smoking ■■ Alain Resnais (France, 1993, 140 min) **Cinéstar 2**

2.25 Crash ■■ David Cronenberg (Canada, 1996, 100 min) **Ciné Cinéma 2**

2.40 Sur les quais ■■ Elia Kazan (Etats-Unis, 1954, N., v.o., 105 min) **Ciné Classics**

22.15 Monsieur Verdoux ■■ Charles Chaplin. Avec Charles Chaplin (Etats-Unis, 1946, N., v.o., 125 min) **Ciné Classics**

22.35 Le Bon et les Méchants ■■ Claude Lelouch (France, 1976, 120 min) **Ciné Cinéma 1**

0.05 Le Nom de la rose ■■ Jean-Jacques Annaud (F - It - All, 1986, 130 min) **Cinéstar 1**

0.40 L'Invraisemblable Vérité ■■ Fritz Lang (Etats-Unis, 1956, N., v.o., 80 min) **Cinétoile**

0.40 Smoking ■■ Alain Resnais (France, 1993, 140 min) **Cinéstar 2**

2.25 Crash ■■ David Cronenberg (Canada, 1996, 100 min) **Ciné Cinéma 2**

2.40 Sur les quais ■■ Elia Kazan (Etats-Unis, 1954, N., v.o., 105 min) **Ciné Classics**

22.15 Monsieur Verdoux ■■ Charles Chaplin. Avec Charles Chaplin (Etats-Unis, 1946, N., v.o., 125 min) **Ciné Classics**

22.35 Le Bon et les Méchants ■■ Claude Lelouch (France, 1976, 120 min) **Ciné Cinéma 1**

0.05 Le Nom de la rose ■■ Jean-Jacques Annaud (F - It - All, 1986, 130 min) **Cinéstar 1**

0.40 L'Invraisemblable Vérité ■■ Fritz Lang (Etats-Unis, 1956, N., v.o., 80 min) **Cinétoile**

0.40 Smoking ■■ Alain Resnais (France, 1993, 140 min) **Cinéstar 2**

2.25 Crash ■■ David Cronenberg (Canada, 1996, 100 min) **Ciné Cinéma 2**

2.40 Sur les quais ■■ Elia Kazan (Etats-Unis, 1954, N., v.o., 105 min) **Ciné Classics**

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

18.25 Exclusif. **19.05** Le Bigdil. **20.00** Journal, Météo. **20.50** Succès. **23.10** Le Droit de savoir. Les hommes du GREP : des pompiers pas tout à fait comme les autres. **0.30** Patinage artistique.

FRANCE 2

18.15 Friends. **0.** **18.45** Et un, et deux, et trois. **19.15** 1 000 enfants vers l'an 2000. **19.20** Qui est qui ? **20.00** Journal, Météo. **20.55** La soirée continue. De gré ou de force. Téléfilm. Fabrice Cazeneuve. **0.** **22.35** Ça se discute. Harcèlement : jusqu'où peut-on supporter la violence morale ? **0.40** Journal, Météo. **1.00** Le Cercle. Dans la tête d'un ado.

FRANCE 3

18.20 Questions pour un champion. **18.50** Un livre, un jour. **18.55** Le 19-20 de l'information, Météo. **20.05** Cosby. **0.** **20.35** Tout le sport. **20.55** Meurtre à Devil's Glen. Téléfilm. Paul Shapiro. **0.** **22.30** Météo, Soir 3. **23.00** Le Printemps des poètes. **0.20** Un siècle d'écrivains. Robert Desnos ; René Char ; Léopold Sédar Senghor.

CANAL +

Le Monde

JEUDI 25 MARS 1999

La rose à gauche

par *Pierre Georges*

IL VA BIEN FALLOIR mettre les drapeaux en berne, quai de la Mégisserie, et en mille autres endroits, en ces jardineries qui ont poussé comme champignons dans toutes les entrées de ville. Un homme de bien, un ami de nos jardins et donc d'une furieuse passion française, est mort.

L'horticulteur Georges Delbard a fini par passer la rose à gauche, samedi, à l'âge respectable de quatre-vingt-douze ans. Il est mort là où il était né, dans un chou peut-être, en son pays d'Allier répondant au bien joli nom de Malicorne. Et la disparition du patriarche est une nouvelle tout à fait considérable pour tous ceux qui eurent, un jour ou l'autre, des envies de jardin de curé, des appétits de vergers ou des rêveries de roseraies.

Que l'on ait la main verte ou que l'on ne l'ait pas, Georges Delbard faisait partie du patrimoine français. Il était inscrit à l'inventaire de nos mémoires, de toute éternité, car il fut le premier à inventer en France un catalogue de vente par correspondance en matière de jardinage et d'horticulture. Cela commença en 1935, et le petit jardinier de Malicorne avait eu un fameux nez qui imagina de vendre ainsi du rêve botanique en VPC.

Le catalogue Delbard ne se connaissait qu'un vrai rival, sans vouloir faire offense aux autres, le catalogue Meilland. Dans la guerre des roses, la plus jolie qui soit, la France se coupait en deux camps feignant l'irréductible, ses Capulets et ses Montaigus, ses Delbard et ses Meilland. Et chacun des deux camps avait sa rose au poing, sa rose au cœur, M^{me} Delbard ici, M^{me} Meilland là.

Les horticulteurs ne devraient jamais mourir. D'ailleurs meurent-ils vraiment ? Voyez comme le hasard est accommodant parfois. La grande machine à nouvelles qui se faufile partout nous rapporte, à la campagne, que le doyen est trépassé à Malicorne, presque, imaginons-le, le greffoir ou le sécateur à la main. Et précisément, sur un meuble, il y a le catalogue Delbard, par dérogation spéciale, le droit d'être enterré dans son jardin-verger de Malicorne sous la dernière-née de ses roses cisterciennes. Comme pour le 9^e-centenaire de l'ordre de Cîteaux.

Si les vivants avaient quelque sens des convenances et quelque reconnaissance du plaisir, ils consentiraient à feu Georges Delbard, par dérogation spéciale, le droit d'être enterré dans son jardin-verger de Malicorne sous la dernière-née de ses roses cisterciennes. Comme pour y célébrer les vertus qu'on sait.

Bien sûr, les temps ont fait que les jardiniers ne sont plus les simples et aimables artisans du beau et du bon jardinage à l'ancienne, mais des chefs d'entreprise performants. La Delbard SA, c'était et cela reste une grosse machinerie sur laquelle tombent, en pluie, des pétales de francs. La Delbard SA « pèse » trois cents millions de francs l'an.

C'est dire si nous sommes loin du jardin de curé, des rêveries romantiques et des fabuleux ouvrages de Redouté. Il n'empêche. Quand reviendra le temps des roses, dans les jardins, qui n'aura, devant une Mitsouko ou une Mamy Blue, une pensée pour ce bienfaiteur de nos étés ?

Trois cent trente-quatre kilos de cocaïne saisis en Guyane

LES FONCTIONNAIRES de l'Office central pour la répression du trafic illicite de stupéfiants (Ocrtris), assistés des policiers du SRPJ, ont saisi, lundi 22 mars, en Guyane, dans la commune de Régina à 120 kilomètres de Cayenne, 334 kilos de cocaïne. C'est un renseignement d'origine policière qui a révélé l'acheminement de la drogue à destination de l'Europe, *via* la Guyane française, par voie aérienne. Le monomoteur Cesna Centurion a atterri clandestinement à Régina en fin d'après-midi. Le pilote et le copilote ont été interpellés en possession d'armes de poing chargées. Ils se disent de nationalité péruvienne. Deux présumés complices les attendaient ; l'un des deux a réussi à prendre la fuite. Les individus se refusent à toute déclaration. Selon le procureur de la République de Cayenne, Anne Kayanakis, *« ils appartiennent selon toute vraisemblance à une organisation criminelle d'envergure internationale »*. – (*Corresp.*)

DÉPÊCHES

■ **SOLIDARITÉ : l'abbé Pierre a lancé, mardi 23 mars, à l'occasion du cinquantième anniversaire du mouvement Emmaüs, un appel à la mobilisation de chaque citoyen, pour « refaire le monde »**. *« Depuis cinquante ans, l'exclusion, loin de disparaître, est devenue une caractéristique durable de la société contemporaine, note l'appel. Notre conviction, c'est qu'aujourd'hui, on peut refaire le monde pour qu'il soit plus juste, pour que chacun y trouve sa place et puisse y vivre dignement. »*

■ **JUSTICE : le tribunal correctionnel de Nîmes (Gard) a condamné, mardi 23 mars, à trois ans de prison, dont un an ferme, le propriétaire et l'affrèteur espagnols de l'autocar qui était entré en collision avec un camion, faisant 22 morts et 32 blessés, le 10 juillet 1995, à Roquemaure (Gard)**. Le chauffeur du car a été condamné à deux ans de prison avec sursis. Les trois hommes ont également été condamnés à cinq ans d'interdiction d'exercer leur profession.

■ **ÉDUCATION: la Fédération syndicale unitaire (FSU), réunie les 22 et 23 mars, a repoussé au 7 avril la nomination d'un nouveau secrétariat fédéral collectif, destiné à remplacer le secrétaire général démissionnaire, Michel Deschamps, candidat aux européennes sur la liste du PC**. Le prochain congrès de la FSU, prévu au lendemain des élections professionnelles de décembre, devrait remettre à plat le fonctionnement de la fédération.

■ **CORSE : deux brigades de gendarmerie de Haute-Corse ont été la cible de mitraillages** dans la nuit de mardi 23 au mercredi 24 mars. Les rafales ont été tirées à partir de véhicules en mouvement et des impacts de balles ont été relevés sur les façades des bâtiments. Cette opération n'a pas été revendiquée et n'a fait aucun blessé.

■ **CRÉDITS CULTURELS : M^{me} Trautmann devrait prendre position, lors d'une visite à Montpellier vendredi, dans le conflit qui oppose plusieurs institutions culturelles privées de subventions (*Le Monde* du 23 mars)** au président du conseil régional de Languedoc-Roussillon, Jacques Blanc, élu avec les voix du Front national. Lors d'une conférence de presse réunie à Paris, le 23 mars, au Théâtre de l'Odéon, par les responsables de l'Orchestre philharmonique, du Théâtre des Treize-Vents et du Centre chorégraphique, deux représentants du ministère de la culture ont annoncé que Catherine Trautmann *« s'exprimer[ait] de manière forte »* vendredi 26 mars à Montpellier. Un membre de son cabinet, Jean-François Marguerin a qualifié de *« torchon »* et d'*« ignominie »* le texte de convention proposé par Jacques Blanc, qui avait suscité le refus du vote par les élus socialistes et communistes.

Sommet de Berlin : les Quinze se retrouvent contraints au succès

Les dernières semaines ont révélé des relations dégradées entre la France et l'Allemagne

BONN

de notre correspondant

« Après la démission de la Commission, il est encore plus urgent de conclure l'Agenda 2000 pour éviter une crise profonde, du moins dans l'esprit de l'opinion publique. » Dans une lettre envoyée mardi 23 mars aux chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne, le chancelier allemand, Gerhard Schröder, a lancé un ultime appel en faveur de la réussite du sommet de Berlin, qui a débuté mercredi 24 dans la matinée et doit se poursuivre jeudi. Les dirigeants des Quinze doivent s'entendre sur la difficile réforme du budget de l'Union européenne (Agenda 2000), de la politique agricole commune (PAC) et des programmes d'aides structurales aux régions défavorisées.

Ce sommet a lieu alors que l'Europe traverse une crise sans précédent : la Commission de Bruxelles, mise en cause pour des affaires de corruption et de népotisme, a présenté sa démission il y a huit jours, tandis que l'OTAN a ordonné de bombarder l'ex-Yougoslavie. Paradoxalement, ces deux crises pourraient aider les Quinze à adopter l'Agenda 2000 et sauver la présidence tourmente de l'Union, que l'Allemagne exerce au premier semestre 1999. En cas de succès, les Quinze pourraient nommer en fin de sommet le futur président de la Commission européenne, l'Italien Romano Prodi étant pour l'heure grand favori.

Depuis le début, l'Allemagne est prise entre deux feux. En tant que présidente de l'Union, elle se doit de rechercher le consensus entre ses différents partenaires alors qu'elle demande une réduction de sa contribution nette au budget euro-

Cinq sujets difficiles et liés entre eux

Voici les dossiers qui seront en discussion lors de ce sommet :

- **Présidence de la Commission :** l'ancien président du conseil italien, Romano Prodi devait être officiellement nommé par le Conseil européen pour remplacer Jacques Santer et constituer une nouvelle Commission. Les Quinze ont prévu de s'entendre à Berlin sur une procédure pour l'investiture du futur exécutif bruxellois par le Conseil et le Parlement européens.
- **Agenda 2000 :** malgré le contexte de crise, la fixation du cadre financier de l'Union pour les années 2000-2006 reste le point prioritaire du sommet. Les Etats sont d'accord pour conserver le plafond de 1,27 % du PNB communautaire, y compris les dépenses prévues pour les prochains élargissements. Pour y parvenir, les Quinze doivent diminuer leurs dépenses effectives.
- **Politique agricole commune :** lors du sommet de Petersberg, le

péen (11 milliards d'euros) ; Gerhard Schröder a fustigé en décembre *« l'argent allemand flambé à Bruxelles »*. Le gouvernement allemand a très mal débuté sa présidence, commençant par se brouiller avec les Français en s'attaquant à la PAC. Les Allemands ont agité un chiffon rouge devant leurs parte-

autres pays savent qu'ils n'ont pas intérêt à faire échouer Berlin, d'autant que la négociation ne sera pas plus facile dans quelques mois. *« On voit mal les Allemands saborder leur propre présidence pour une affaire de contribution. D'ailleurs, ils en parlent beaucoup moins. C'est peut être là un peu notre chance »*, analyse un di-

Les agriculteurs français toujours mobilisés contre la PAC

Réuni mardi soir 23 mars à la veille du Sommet de Berlin, le bureau national du Parti socialiste a estimé nécessaire de « corriger significativement le projet de compromis agricole du 11 mars » sur plusieurs points, notamment le lait dont la réforme, proposée par la Commission et la présidence allemande est jugée « inoportune », la viande bovine, les céréales et les oléo-protéagineux. En présence de Jean Glavany, Georges Garot, secrétaire national chargé de ce secteur a déclaré que le PS était attaché « à la proposition française de réduction progressive et différenciée des aides directes ». *« En l'absence d'avancées tangibles, les socialistes demandent aux représentants de la France de s'opposer à un accord »*, a-t-il ajouté.

Après le grand rassemblement des éleveurs du Massif central à Clermont-Ferrand le 21 mars, les agriculteurs français ont continué mardi à se mobiliser contre la réforme de la PAC. Des « opérations escargots », des barrages, des « marches funèbres » ou des distributions de produits du terroir ont été organisés dans la plupart des grandes villes. Selon la FNSEA et le Centre des jeunes agriculteurs, près de 50 000 agriculteurs ont participé à ces opérations, sans incident.

Le lait

naires, demandant pendant des semaines que les aides agricoles soient cofinancées par les budgets nationaux. Les Français y ont vu une volonté de démantèlement. Il a fallu que le clash devienne public, avant le sommet de Bonn le 26 février, pour que les Allemands commencent à réaliser qu'ils se heurteraient à un veto français sur le sujet.

Gerhard Schröder, affaibli politiquement sur la scène intérieure après cinq mois de gouvernement chaotique, ne peut pas se permettre d'être à l'origine d'un échec. Les

plomate français. Un accord semble à portée de main, même si les experts voient mal comment tous les détails techniques pourront être arretés définitivement à Berlin. Il faut trouver quelque 6,3 milliards d'euros d'économies supplémentaires sur la PAC. *« Il y a un risque de raidissement si la présidence allemande veut tout faire payer aux Français »*, poursuit ce diplomate, agacé de voir que l'effort demandé aux Britanniques par la présidence allemande n'est pour l'heure que d'une centaine de millions d'euros par an. L'idée du premier ministre espa-

Le budget

1999, comme le propose la Commission (240 milliards d'euros pour sept ans), ou un niveau inférieur qui correspondrait à la moyenne des crédits alloués pendant la période 1994-1999, légèrement au-dessus de 200 milliards. Un accord se dessinait pour continuer de privilégier les pays les moins riches du Sud, dits « de la cohésion ». Une attention spéciale est portée aux régions de l'ancienne Allemagne de l'Est et à l'Irlande du Nord.

● **Contribution au budget :** quatre pays, Allemagne, Pays-Bas, Autriche et Suède, réclament un allègement de leur contribution nette. La Grande-Bretagne, qui bénéficie depuis 1984 d'une ristourne, financée par ses partenaires, se bat pour qu'elle soit maintenue. Dans le compromis envisagé, il est prévu d'asseoir davantage la quote-part de chacun des Etats sur sa richesse nationale (PNB), plutôt que sur la TVA, comme c'est le cas aujourd'hui, ce qui représente un sacrifice pour l'Italie.

Le PNB

accusatoire, qui *« accentue les différences sociales et culturelles, en donnant un plus grand poids au riche qui a la possibilité de rémunérer les services d'un ou plusieurs avocats »*. Soulignant que *« le renforcement des droits de la défense ne doit pas compromettre l'efficacité des investigations ni la nécessité de la répression »*, la garde des sceaux a manifesté son hostilité à certains amendements limitant davantage la détention provisoire ou fixant un délai à l'instruction, propositions qui, a-t-elle indiqué, risqueraient aussi d'être perçues *« comme une volonté de mettre un terme à des affaires sensibles »*.

A gauche, les critiques sont restées discrètes. L'insistance de M^{me} Bredin à dénoncer les *« atteintes aux libertés »* par l'usage de la garde à vue, *« procédure humiliante »*, et de la détention provisoire, *« symbole de l'archaïsme du système judiciaire français, qui (...) place notre pays parmi les plus répressifs d'Europe »*, a été l'écho asourdissant des débats internes au PS. Ceux-ci avaient abouti à écarter les propositions libérales en faveur desquelles avait plaidé la députée de Seine-Maritime, épaulée par

gnol, José Maria Aznar, d'octroyer une aide aux pays accueillant beaucoup de réfugiés, à commencer par l'Allemagne, pourrait aider à résoudre une partie du casse-tête financier.

Les dernières semaines auront surtout révélé des relations dégradées entre la France et l'Allemagne. Après avoir salué bruyamment la défaite d'Helmut Kohl, les socialistes français avaient rêvé d'une nouvelle entente avec les sociaux-démocrates allemands et s'étaient entichés du ministre des finances, le Sarrois Oskar Lafontaine. Celui-ci ayant subitement démissionné début mars, les Français n'ont plus beaucoup d'« amis » dans le gouvernement Schröder. Centré sur les intérêts de l'Allemagne, plutôt attiré par les Anglo-Saxons, le chancelier ne fait pas du dialogue franco-allemand une priorité.

Les Allemands n'ont même pas essayé de parvenir à un préaccord avec les Français sur le dossier de l'Agenda 2000. *« C'est une négociation à Quinze ; deux pays ne vont pas se mettre d'accord sur le dos des autres »*, se justifie un diplomate allemand. *« Il n'est pas normal que, à quelques jours d'un sommet, les positions françaises et allemandes soient encore aussi éloignées »*, rétorquait-on côté français, après la rencontre tendue de Gerhard Schröder avec Jacques Chirac et Lionel Jospin, à Paris, vendredi 19 mars. Le président et le chancelier se sont rencontrés mardi 23 à la veille du sommet pour essayer d'aplanir les différences et aborder la crise du Kosovo. Les Français reprochent à leurs partenaires d'avoir trop longtemps laissé le dossier dans les mains des fonctionnaires, le ministre des affaires étrangères, Joschka Fischer, se passionnant plus pour le Kosovo que pour la cuisine européenne. Les Français n'ont toujours pas digéré que les Allemands aient tenté de les isoler sur la PAC, alors qu'ils leur avaient proposé de bonne foi de les aider à réussir leur présidence au sommet franco-allemand de Potsdam en décembre. *« Il restera des séquelles de cette histoire »*, conclut un diplomate français.

Arnaud Leparmentier

■ **PARLEMENT EUROPÉEN : les eurodéputés ont voté, mardi 23 mars 1999, à une écrasante majorité (442 voix pour, 33 contre et 53 abstentions) le dispositif qu'ils souhaitent voir mis en œuvre pour mettre fin à la crise de l'Union : désignation d'un exécutif transitoire encore sous la législature en cours, c'est-à-dire d'ici le mois de mai**. Il appartiendra à la nouvelle assemblée qui siégera à partir de juillet de valider une deuxième Commission pour la période 2000-2004. Les gouvernements jugent trop lourde cette procédure.– (*Corresp.*)

Le dossier de la garde à vue

Le débat sur la présomption d'innocence s'est engagé à l'Assemblée

Louis Mermaz (Isère). D'autres amendements, élaborés dans le même esprit, seront défendus par les radicaux de gauche, les communistes ou les Verts, ces derniers réclamant un assouplissement des conditions de garde à vue et la suppression de la procédure de comparution immédiate.

L'opposition n'a pas été en reste. Patrick Devedjian (RPR, Hauts-de-Seine) a insisté à la gauche qu'il lui faudra *« s'habituer à voir l'opposition faire de la défense de la liberté sa priorité, et pas seulement en matière économique »*. *« La culture de l'aveu, de la détention, de l'inquisition et d'un accusateur au-dessus de la défense souvent cantonnée dans un rôle timide, n'est pas en concordance avec ce que doit être le pays des droits de l'homme »*, a plaidé Philippe Houillon (DL, Val-d'Oise). Les orateurs de l'opposition, qui ont cosigné l'amendement d'Edouard Balladur (RPR, Paris) visant à supprimer la mise en examen, ont regretté qu'aucune disposition relative à la responsabilité des magistrats ne figure dans le projet gouvernemental.

Jean-Baptiste de Montvalon